

LES ALLIÉS FRAPPENT EN AFGHANISTAN



CISJORDANIE > HÉBRON VILLE ASSIÉGÉE page A7

PAKISTAN > MALAISE DANS LES FORCES ARMÉES page A9

PIERRE FOGLIA > L'INNOCENCE DE L'AMÉRIQUE page A5

FORUM > LA «PESTE» DU 21^e SIÈCLE page A15MONTRÉAL | JEUDI 11 OCTOBRE 2001 | LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | 117^e ANNÉE > NO 348 > 76 PAGES > 6 CAHIERS | 60 C TAXES EN SUS | EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC > HULL-OTTAWA > 70C

Les raids s'intensifient

Washington met à prix la tête des 22 terroristes les plus recherchés

RICHARD HÉTU
collaboration spéciale

NEW YORK — L'aviation américaine a lancé hier ses frappes les plus importantes depuis le début de son opération militaire en Afghanistan, pilonnant les deux villes les plus importantes du pays, Kaboul, la capitale, et Kandahar, le centre du pouvoir des talibans.

En moins de deux heures, Kaboul a reçu 18 bombes en quatre vagues successives survenues à partir de 20 h 15, heure locale, tandis que la région de Kandahar était simultanément secouée par de très violents bombardements.

Kandahar, où vivent normalement le chef spirituel des talibans, le mollah Mohammed Omar, et le chef du réseau islamiste Al-Qaeda, Oussama ben Laden, avait également été touchée par des frappes dans la journée.

Selon des sources au Pentagone, cette campagne de bombardements devrait être suivie par l'intervention d'hélicoptères de combat qui opéreront à basse altitude pour débusquer et abattre les forces de ben Laden et des talibans.

Les États-Unis bombardent des cibles militaires des talibans et du réseau Al-Qaeda depuis dimanche. Selon les talibans, l'ensemble des frappes américaines ont fait 76 morts parmi la population civile, un bilan qu'aucune source indépendante ne peut confirmer pour l'instant.

À Washington, pendant ce temps, la Maison-Blanche a publié la liste des 22 « terro-

ristes les plus recherchés au monde » et demandé aux médias de faire preuve de discernement en diffusant les messages de ben Laden, tenu responsable des attentats anti-américains du 11 septembre qui ont fait plus de 5000 morts.

La demande de la Maison-Blanche aux journalistes illustre l'importance de la guerre de propagande qui est livrée parallèlement à l'action militaire en Afghanistan. À deux reprises en 48 heures, soit dimanche et mardi, les réseaux d'information continue ont relayé en direct le faisceau satellitaire de la chaîne arabe al-Jazira diffusant des messages vidéo préenregistrés de ben Laden et de ses lieutenants.

Dans ces messages, les dirigeants d'Al-Qaeda se réjouissaient des attentats suicide de New York et Washington et appelaient les musulmans à la guerre sainte.

La Maison-Blanche soupçonne ben Laden d'utiliser ces messages non seulement pour enflammer les masses arabes, mais également pour envoyer des signaux codés à ses partisans.

Hier matin, la conseillère pour la sécurité nationale, Condoleezza Rice, a contacté les responsables des principales chaînes américaines pour leur demander d'exercer un « jugement rédactionnel » avant de diffuser ces messages, a indiqué le porte-parole de la Maison-Blanche, Ari Fleischer.

« Au mieux, ces messages préenregistrés sont de la propagande et au pire un moyen d'instruire ses partisans de lancer de nouvelles attaques », a-t-il dit.

Voir RAIDS en A2



PHOTO RÉMI LEMÉE, La Presse

« Je crois que j'ai été bon », a dit Pierre Bourque à l'issue du débat télévisé.

Un budget d'urgence pour prévenir les coups

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Inquiet du ralentissement considérable de l'économie, aggravé par les attentats terroristes du 11 septembre, le gouvernement Landry va déposer un nouveau budget en novembre, qui lui permettra de devancer certains projets d'immobilisations ainsi que des investissements de ses sociétés d'État.

Le premier ministre Bernard Landry en a fait l'annonce hier, après la réunion hebdomadaire du Conseil des ministres. Selon lui, il importe en cette période d'incertitude « d'assurer une plus grande sécurité économique et sociale » aux contribuables.

La titulaire des Finances, Pauline Marois, entreprendra rapidement une tournée de consultations afin de pouvoir déposer son budget « dans moins d'un mois ». La situation économique a tellement changé depuis mars que la revue des prévisions de recettes est devenue inévitable. « Le budget de mars doit être revu, l'économie n'est pas au rendez-vous », résume-t-on sans détour dans l'entourage de M. Landry.

La situation est si critique que le bas de laine de 950 millions mis de côté en mars par Québec sera épuisé à la fin de l'année.

Voir BUDGET en A2

Bourque met Tremblay K.-O.

ÉRIC TROTTIER

Si l'animateur Pierre Maison-neuve avait été un arbitre de boxe, il aurait certainement arrêté le combat hier, lors du deuxième débat des candidats à la mairie de la nouvelle ville de Montréal.

Car bien que le sang n'ait pas coulé, l'adversaire de Pierre Bourque, Gérald Tremblay, a beaucoup souffert.

Après un violent crochet de gauche du maire Bourque, qui venait d'accuser Tremblay d'être un théoricien porté sur le « verbiage », l'ancien ministre libéral a mis 16 longues secondes avant de se relever.

Seize secondes qui, sur les ondes de RDI, ont paru une éternité, et ont permis à bien des observateurs — parmi les 700 convives qui assistaient au débat organisé par la chambre de commerce du Montréal métropolitain — de se forger une opinion. « C'est un massacre total », a dit l'un. « Bourque a mis Tremblay dans sa petite poche », a suggéré un autre. « Un débat à sens unique; Tremblay en mange toute une », a relaté un autre.

Dès le départ, l'auditoire a senti que Gérald Tremblay n'était pas aussi à l'aise que son adversaire: parlant d'une voix monotone, en lisant souvent — et parfois maladroitement — un texte, le chef de l'Union des citoyens de l'île de Montréal a présenté la stratégie qui lui permettra de « relancer l'économie montréalaise » s'il est élu le 4 novembre prochain.

Pierre Bourque, beaucoup plus volubile, a résumé son travail à la mairie depuis sa réélection en 1998, chiffres à l'appui, en rappelant que c'est lui qui a proposé la fusion des villes de l'île de Montréal. « Vous avez devant vous un maire qui avait une vision, un maire qui a mis fin à 40 ans de débats stériles. »

Voir BOURQUE en A2

Le knock-out: l'éditorial de Michèle Ouimet, page A16

L'avoir ou pas: la chronique d'Yves Boisvert, page E1

Ottawa lance un blitz de sécurité

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Voulant calmer à la fois les inquiétudes des Canadiens et les reproches des Américains, le gouvernement Chrétien lance aujourd'hui un blitz de sécurité dans les airs, dans les aéroports et aux frontières.

À l'issue d'une réunion du cabinet de guerre, hier, le ministre des Affaires étrangères, John Manley, a déjà annoncé qu'Ottawa investira 250 millions de dollars afin de resserrer les mesures de sécurité dans les aéroports et aux frontières. Une autre somme de 30 millions servira à embaucher de nouveaux agents à la douane ainsi que de nouveaux policiers.

M. Manley profitera de la journée pour consolider son rôle de faucon au sein du cabinet Chrétien en prononçant un discours majeur, aujourd'hui à Montréal, où il expliquera en détail les raisons de la participation du Canada à l'effort militaire antiterroriste.

M. Manley, qui préside le soi-disant cabinet de guerre mis sur pied par le premier ministre Jean Chrétien il y a deux semaines afin de coordonner les activités des divers ministères dans la lutte contre le terrorisme, tentera ainsi de rallier les sceptiques au pays qui contestent la décision du gouvernement d'appuyer militairement les États-Unis et la Grande-Bretagne dans leur offensive contre le régime taliban au pouvoir en Afghanistan.

Dans son discours, qu'il prononcera devant le Conseil des relations internationales de Montréal (CORIM), M. Manley fera valoir que la présente lutte contre le terrorisme s'inscrit dans la lignée des grandes batailles qu'a livrées le Canada au cours du dernier siècle pour défendre la liberté, selon des informations obtenues hier par La Presse.

Voir SÉCURITÉ en A2



PHOTO PC

Le ministre des Affaires étrangères, John Manley, a annoncé hier qu'Ottawa investira 250 millions de dollars afin de resserrer les mesures de sécurité dans les aéroports et aux frontières. Une autre somme de 30 millions servira à embaucher de nouveaux agents aux douanes ainsi que de nouveaux policiers.

Lunettes complètes*
monture + verres (simple vision) = 79 \$
monture + verres (double vision) = 129 \$
monture + verres (progressifs) = 189 \$

Offre spéciale

Achetez maintenant et payez en 12 versements égaux sans intérêts

* Pour la sélection voir en succursale. Traitement en sus. Ne peut être jumelé à aucune autre promotion. Détails en magasin.

GREICHE SCAFF
OPTOMÉTRISTES
www.greiche-scaff.com

Examen de la vue Verres de contact
Grand choix de montures exclusives
PARTOUT AU QUÉBEC
Pour renseignements, appelez (514) 336-4444 Sans frais 1 877 667-2020

AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE

Arts et spectacles - télévision	C1-C8 C2	Loteries Monde	A2, A4 A12-A14
Bandes dessinées	E8	Mots croisés	E8, S10
Bridge	D10	Mot mystère	E8
Décès	E7	Petites annonces	E4
Éditorial	A16	- immobilier	E4
Étes-vous observateur?	E4	- marchandises	E4, E5
Feuilleton	E8	- emplois	E5
Forum	A15, A17	- automobile	E5, E6
Horoscope	D10	- affaires	D4
La Presse Affaires	D10	Politique	A11
		Quoi faire	B6
		D1-D17	

MÉTÉO

Plutôt nuageux
Maximum 20 > minimum 10



6 21924 98765 1

1 > DEMAIN DANS LA PRESSE



Une douce folie!

La *dog attitude*, cela vous dit quelque chose? C'est une nouvelle tendance lancée en France par certains rois du marketing qui visent à transformer les chiens en véritables *fashion victims*. À Paris, le salon Animal Expo a non seulement tourné les projecteurs vers cette douce folie populaire (une famille sur deux, en France, possède un animal) mais nous a mené vers d'autres pistes: la popularité de l'autruchon, de l'opossum, du cheval miniature et tutti quanti.

A lire demain dans le cahier ACTUEL

2 > AUJOURD'HUI SUR CYBERPRESSE



> Les recettes de Ricardo Larrivée sur le Web cyberpresse.ca/recettes

> Ben Laden vu par Chapleau cyberpresse.ca/benladen

> Le plus gros site d'emploi au Canada cyberpresse.ca/emploi

3 > À VENIR CETTE SEMAINE



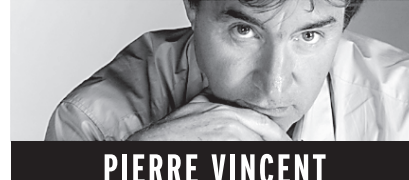
> Nouveau cinéma

Un aperçu de la programmation, demain dans le cahier Arts et Spectacles



> Hockey

L'analyse du premier match de l'histoire du Canadien à Columbus, samedi



> L'Inde

Visite au pays des maharadjas, samedi dans le cahier Vacances/Voyage

POUR NOUS JOINDRE

La Presse / cyberpresse.ca, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (OC) H2Y 1K9

La Presse

	TÉLÉPHONE	TÉLÉCOPIEUR	COURRIEL	HEURES D'OUVERTURE
RÉDACTION		(514) 285-6808	redaction@lapresse.ca commentaires@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h 15 à minuit Sam: 10h à minuit Dim: 10h à minuit
Actuel	(514) 285-7070	(514) 285-6808	actuel@lapresse.ca	
Arts et Spectacles		(514) 285-4814	arts@lapresse.ca	
Économie		(514) 285-4809	economie@lapresse.ca	
Montréal Plus		(514) 285-6808	montrealplus@lapresse.ca	
Sports		(514) 350-4854	sports@lapresse.ca	
Éditorial, Forum	(514) 285-7027	(514) 285-4816	forum@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 9 h à 17 h
CYBERPRESSE	(514) 285-7070	(514) 285-7123	commentaires@cyberpresse.ca	Lundi au vendredi: 6 h à 2 h Samedi et dimanche: 7 h à 2 h
ABONNEMENT	(514) 285-6911 / 1-800-361-7453	(514) 285-7039	abonnement@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 6 h 30 à 17 h 30 Sam: 7 h à midi / Dim: 7 h à 11 h
PETITES ANNONCES	(514) 987-8363 / 1-866-987-8363	(514) 848-6287	petitesannonces@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h 00 à 17 h 30
PAGES ANNIVERSAIRES / ARCHIVES PHOTO	(514) 285-7364	(514) 285-6988	archives@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 9 h à 17 h
PUBLICITÉ				
Décès et remerciements	(514) 285-6816	(514) 350-4875	deces@lapresse.ca	Lundi au jeudi: 8 h 30 à 21 h Vendredi: 8 h 30 à 20 h 30 Samedi et dimanche: 14 h à 18 h
Carrières et professions	(514) 285-7320	(514) 499-2053	carrieres@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h 30 à 17 h 30
National et voilà!	(514) 285-7306	(514) 845-8129	-	Lundi au vendredi: 8 h 30 à 17 h 30
Vente au détail	(514) 285-6931	(514) 845-5830	-	Lundi au vendredi: 8 h 30 à 17 h 30

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. Envois de publication canadienne Contrat de vente numéro 0531650 Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518

LOTERIES

LA QUOTIDIENNE

À trois chiffres: 1-6-7

À quatre chiffres: 6-1-7-0

LOTO 6/49

9-25-42-43-46-47

Compl.: 16

Extra: 7-8-1-4-2-9

SUITES DE LA UNE

BUDGET

Suite de la page A1

« Sans cette réserve, on aurait un déficit d'un milliard », a laissé tomber le premier ministre.

« Déjà les rentrées fiscales ont commencé à ralentir. On peut prévoir que les pertes des entreprises nous forceront (en fin d'année financière) à envoyer des chèques comme on doit en envoyer aux particuliers quand on a trop perçu », a lancé M. Landry. La facture de l'aide sociale a déjà commencé à augmenter, a-t-il ajouté, prédisant que « la dégradation sera très bientôt perceptible sur les indicateurs du chômage ».

L'économie avait déjà commencé à piquer du nez avant l'effondrement des deux tours de New York, mais les événements du 11 septembre ont, selon lui, accéléré la tendance. Comme « gouverner c'est prévoir, on ne veut prendre aucun risque », a souligné M. Landry, « confiant dans la capacité du Québec de contrer rapidement les incertitudes actuelles ».

Bien qu'il veuille stimuler l'économie, le gouvernement n'ouvrira pas les vannes des dépenses publiques dans son prochain budget.

« D'où viendra l'argent? De l'accélération de projets déjà budgétés qui se seraient réalisés plus lentement », a expliqué M. Landry. Coïncé aussi par une récession, le gouvernement Bourassa avait adopté la même recette au début des années 90.

Aussi Québec interviendra-t-il « avec de l'argent d'investissement, de la Société générale de financement et d'Investissement-Québec, ou d'Hydro-Québec. Certains grands travaux qui seraient apparus dans deux, trois ou quatre ans, surviendront plus vite », a dit le premier ministre.

Les investissements publics, notamment en santé et en éducation seront « accélérés et ciblés en fonction des besoins les plus urgents partout au Québec », a-t-il promis.

Québec fera pression auprès du gouvernement fédéral pour que les projets soumis par les municipalités dans le cadre du programme d'infrastructures démarrent le plus rapidement possible.

En outre, après avoir annoncé des centrales à Péribonka et à Beauharnois, M. Landry laisse prévoir d'autres développements pour Hydro-Québec qui ris-

que de ne pouvoir faire face à la demande d'énergie en 2005.

Réagissant aux décisions de M. Landry, le chef libéral Jean Charest a souscrit à l'idée que Québec fasse finalement le point sur les finances publiques. Il avait réclamé la veille une déclaration de Mme Marois.

Jusqu'ici Québec a nagé dans l'improvisation, a-t-il dit. Une journée, Mme Marois soutient qu'il n'y a rien qui incite à revoir les prévisions du budget; quelques jours plus tard, elle parle de récession technique. Une journée, le président du Conseil du Trésor, Sylvain Simard, parle de réduire les dépenses; le lendemain, son patron Bernard Landry parle d'accélérer les investissements. « C'est à se demander s'il y a un pilote dans l'avion », a ironisé le chef libéral.

La discipline budgétaire que M. Landry promet de conserver est incompatible avec la pluie des promesses — 500 millions — faites dans les quatre élections complémentaires, a-t-il dit. S'il est sérieux, M. Landry devrait par ailleurs supprimer tout de suite la dépense « indécente » de cinq millions pour une campagne de publicité, a ajouté le chef libéral.

Dans les scénarios provenant du ministère des Finances et soumis à Bernard Landry, on retrouve le dévancement des baisses d'impôts promises pour 2002-2003, une solution que vient d'adopter l'Ontario. Le dernier budget prévoyait des baisses d'impôts de 800 millions de dollars pour l'an prochain. Quand on lui a demandé s'il pensait devancer la coûteuse indexation des tables d'impôts promise pour janvier prochain, M. Landry a renvoyé la balle à Pauline Marois: il appartiendra à la titulaire des Finances d'annoncer les choix du gouvernement.

« Il n'est pas question de tourner le dos à la discipline budgétaire, a insisté le premier ministre, le déficit sera maintenu à zéro. »

Les États-Unis viennent d'annoncer des investissements publics massifs pour fouetter l'économie. Le Québec va en profiter rapidement, a prédit le premier ministre, soulignant que le Québec devait aussi être dynamique et soutenir la croissance.

SÉCURITÉ

Suite de la page A1

Le ministre Manley, désormais entouré d'une garde rapprochée, tout comme le ministre de la Défense Art Eggleton, expliquera aussi les mesures que le Canada a prises à l'étranger et au pays afin de faire échec au terrorisme.

Le ministre tentera enfin de rassurer les Canadiens quant à leur sécurité intérieure et quant au succès de la vaste campagne contre le réseau terroriste Al-Qaeda et son leader Oussama ben Laden, le suspect principal des attentats meurtriers de New York et Washington, qui ont fait près de 6000 morts, dont une trentaine de Canadiens.

Ce discours devant un auditoire de quelque 200 personnes à l'hôtel Ritz-Carlton sera le plus important du ministre depuis les événements du 11 septembre.

Le ministre du Revenu et des Douanes, Martin Cauchon, le ministre des Transports, David Collette et le solliciteur général, Lawrence McCauley (ministre responsable de la GRC et des servi-

ces canadiens de renseignements de sécurité), qui font aussi partie du cabinet de guerre, dévoileront les détails des nouvelles mesures à l'aéroport de Dorval, à Montréal, ce matin, et à l'aéroport Pearson, à Toronto, cet après-midi.

Entre autres choses, les ministres devraient annoncer qu'Ottawa financera l'achat d'appareils plus sophistiqués aux aéroports pour détecter les bombes.

D'autre part, M. Manley a fait écho hier aux propos du premier ministre Chrétien qui affirmait pour la première fois mardi que le Canada pourrait être la cible des terroristes au cours des prochains mois, compte tenu que le Canada accordera son soutien militaire à la riposte contre l'Afghanistan où se terre Oussama ben Laden.

« Nous prenons cette menace très au sérieux », a déclaré le ministre Manley. « Je ne crois pas que nous nous percevons comme une cible symbolique. Nous participons à l'effort et il pourrait y avoir des représailles. »

Le Canada a décidé d'envoyer 2000 soldats dans ce coin chaud du globe, six navires de guerre, soit le tiers de sa flotte, des hélicoptères Sea King et six avions qui serviront aux opérations de ravitaillement et d'aide humanitaire aux réfugiés afghans.

Le régime taliban en Afghanistan a promis que des mesures de représailles seront prises non seulement contre les États-Unis et la Grande-Bretagne, mais contre tous les pays qui les appuient, y compris le Canada.

Cela dit, le ministre a tout de même invité les Canadiens à reprendre leur vie normale, estimant que les terroristes auront gagné si nous ne vaquons pas à nos occupations quotidiennes. « Nous ne pouvons pas vivre dans une caverne ou nous cacher sous nos lits en attendant de voir que quelque chose se produise. En fait, si nous faisons cela, les terroristes auront gagné », a dit le ministre avec sa candeur habituelle.

BOURQUE

Suite de la page A1

Cinq thèmes étaient proposés aux deux candidats: la séparation des pouvoirs entre les arrondissements et la ville centrale, les relations de travail, les services et les taxes, le rôle de Montréal dans la grande région métropolitaine et sa position à l'échelle mondiale.

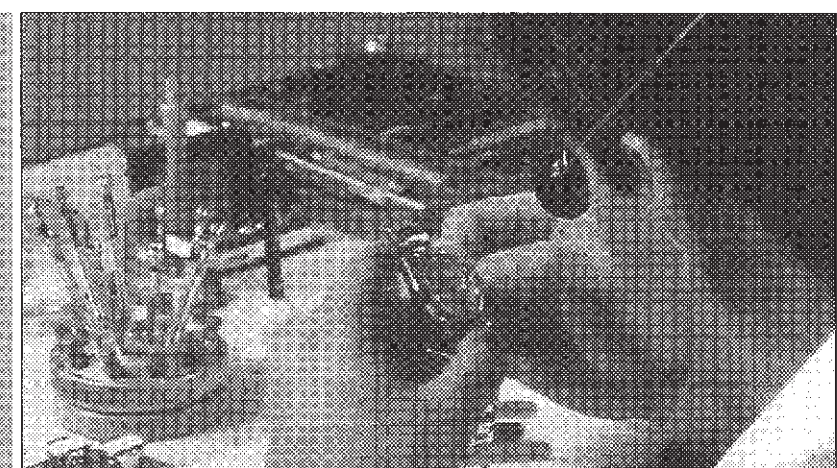
C'est ce dernier sujet qui a fait reculer Gérard Tremblay dans les câbles.

Dans le clan Tremblay, on avait de la difficulté à cacher sa déception après le débat. Le mot d'ordre était toutefois clair et tous les organisateurs de l'UCIM ont tenté de discréditer Pierre Bourque en affirmant qu'il avait menti tout au long du débat. « Je fais appel à l'intelli-

gence des gens, a déclaré Gérard Tremblay. S'il continue comme ça, Pierre Bourque va finir par dire que c'est lui qui a fondé Montréal en 1642... »

Le maire, lui, affichait une mine réjouie. « Je crois que j'ai été bon. Ça va me donner de l'élan. »

Il s'agissait du deuxième débat entre les deux candidats à la mairie, mais le premier à être télédiffusé. D'ici les élections du 4 novembre, les électeurs pourront les voir ou les entendre croiser le fer encore une dizaine de fois. À commencer par ce matin, puisqu'ils vont s'affronter en anglais sur les ondes de la radio de CJAD.



ROLEX
SERVICE

POUR LE BON FONCTIONNEMENT
DE VOTRE ROLEX, NOUS VOUS CONSEILLONS
D'EFFECTUER UNE RÉVISION COMPLÈTE
TOUS LES CINQ ANS



CHÂTEAU D'IVOIRE

Depuis 1978

Vente et service technique

2020 rue de la Montagne, Montréal • (514)845-4651

American Media
Précision

UNE MALENCONTREUSE erreur s'est glissée dans nos pages hier, dans le texte portant sur la psychose à Montréal. L'enveloppe reçue rue Sherbrooke à l'entreprise Globe provenait d'American Media Inc. en Floride, et non pas de Sun Media. American Media publie une foule de tabloïds dont le *National Enquirer*. Sun Média est une division de Quebecor. Ce sont aussi deux employés d'American Media en Floride qui ont contracté le virus du charbon (anthrax), et non pas deux employés de Sun Media. Toutes nos excuses.

LES ALLIÉS FRAPPENT EN AFGHANISTAN



Oussama ben Laden



Imad Moughniah



Anas al Liby



Ayman al Zouahiri



Abderrahman Yassine



Hassan Izzeddine



Mohamed Atef



Saïf al Adel

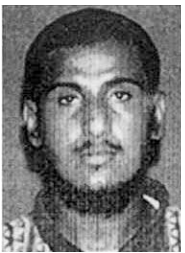
Les États-Unis ont accentué, hier, leur traque du terrorisme en mettant à prix la tête de 22 terroristes internationaux allégués.



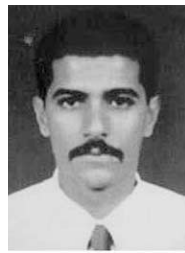
Ali Atoua



Ahmed Khalifan Ghailani



Fahid Mohamed Alli M'Salam



Abdallah Ahmed Abdallah



Moustafa Mohamed Fadhil



Cheikh Ahmed Salim Souedane



Fazoul Abdallah Mohamed



Ahmed Mohamed Hamed Ali



Abdelkarim Hussein Mohamed al Nasser



Ibrahim Salih Mohamed al Yacoub



Mouchine Moussa Matoualli Atouam



Ahmed Ibrahim al Moughassil



Ali Sayed ben Ali el Hourri



Khalid Shaikh Mohamed

Un Canadien au sein d'Al-Qaeda

ANDRÉ NOËL

UN CANADIEN d'origine égyptienne, Ahmad Saïd Al-Kadr, fait partie de la liste des associés d'Oussama ben Laden publiée par le Conseil de sécurité des Nations unies. Cette liste est diffusée depuis vendredi sur le site Web du Bureau du Surintendant des Institutions financières du gouvernement du Canada.

Selon les informations fournies par le Conseil de sécurité, Al-Kadr est né le 1^{er} mars 1948 au Caire et a vraisemblablement les nationalités égyptienne et canadienne. Il se fait appeler aussi Abu Abd Al-Rahman Al-Kanadi. Al-Kanadi signifie « le Canadien » en arabe.

Il figure au sixième rang sous le nom d'Oussama ben Laden, dont la date de naissance est, pour une rare fois, précisée : le 28 juillet 1957. Parmi les autres associés figurent Mohamed Atif (alias Abu Halfs), né probablement en Égypte en 1947 et principal lieutenant de ben Laden, ainsi qu'Ayman Al-Zouahiri, né le 19 juin 1951 en Égypte, ancien leader du Jihad islamique égyptien.

Le nom d'Abu Zubaida, alias Zain Al-Abidin Muhahhad Husain, né le 12 mars 1971 en Arabie Saoudite apparaît aussi dans la liste. C'est Zubaida (ou Zoubaida en français) qui aurait organisé les voyages du terroriste montréalais Ahmed Ressam en Afghanistan, avant qu'il ne soit arrêté à la frontière canado-américaine au volant d'une voiture bourrée d'explosifs le 14 décembre 1999.

Comme les autres associés de ben Laden, Al-Kadr est recherché par les polices du monde entier à la suite des attaques du 11 septembre contre le World Trade Center et le Pentagone. Il a le même nom, le même âge et le même lieu de naissance qu'un ancien représentant de la principale oeuvre de charité musulmane au Canada, Human Concern International. Mais il est impossible de savoir avec certitude s'il s'agit bel et bien de la même personne.

Un dénommé Al-Kadr, ou Khadr, représentait le groupe Human Concern International, basé à Ottawa, au Pakistan. Cet homme avait étudié l'informatique à l'Université d'Ottawa et travaillé à Bell Northern Research avant de partir, en 1985, pour Peshawar, au Pakistan, pendant la guerre contre les Soviétiques en Afghanistan, officiellement pour faire du travail humanitaire.

Il a été blessé par une mine antipersonnel près de Kaboul en 1992 et est devenu en partie handicapé. Mais il est resté dans la région, agissant alors comme représentant de Human Concern International. En 1995, une bombe a explosé près de l'ambassade d'Égypte à Islamabad, capitale du Pakistan, faisant 17 morts et 59 blessés. Khadr a été arrêté par les autorités pakistanaises et détenu pendant trois mois, car il était soupçonné d'avoir recueilli de l'argent par l'entremise de l'oeuvre de charité pour financer l'attentat.

Chrétien intervient en sa faveur

Pendant sa détention, Khadr a fait la grève de la faim et sa femme, Maha Elsannah, a lancé des appels à l'aide aux médias canadiens. Le premier ministre Jean Chrétien est intervenu en sa faveur en 1996 pendant une visite au Pakistan. Khadr a été libéré. Human Concern International a cependant perdu ses subventions de l'Agence canadienne de renseignements de sécurité, à la suite de démarches entreprises par le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS).

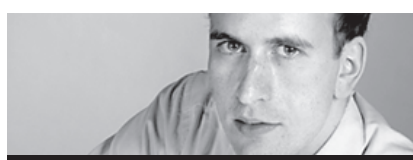
Après la publication d'articles sur Human Concern International (*La Presse*, 26 septembre 2001), l'avocat du groupe, M^e Marc Duguay, a écrit à Maria Minna, ministre de la Coopération internationale, affirmant qu'à sa connaissance, cette oeuvre de charité ne faisait l'objet d'aucune enquête au Canada pour une association quelconque avec des groupes terroristes. Le groupe a déposé une plainte au comité de surveillance du SCRS. M^e Duguay dément formellement toute association avec ben Laden. L'avocat a dit hier qu'il ignorait où se trouve Khadr.

Une oeuvre de charité portant exactement le même nom, mais basée en Suède, a été citée dans une autre occasion au cours des années 1990. Abdelkrim Deneche, un Algérien arrêté à la suite d'un attentat à la bombe à Paris en 1995 et membre influent du Groupe islamique armé (le GIA, qui fait partie de la nébuleuse d'Al-Qaeda, le groupe de ben Laden), avait prétendu qu'il se trouvait à Stockholm le jour de l'attentat.

Les médias suédois et européens avaient alors signalé que les enquêteurs français soupçonnaient que la succursale de Human Concern International à Zagreb (capitale de la Croatie) servait de point de ralliement pour les militants islamistes extrémistes en route vers Paris.

Washington publie sa liste noire

« Ils seront arrêtés et ils seront punis », promet George Bush



ALEXANDRE SIROIS
envoyé spécial

LA PRESSE À WASHINGTON

LES ÉTATS-UNIS ne sont pas seulement en guerre contre Oussama ben Laden, mais bien contre un véritable réseau de terroristes, a clairement démontré hier l'administration du président américain George W. Bush, qui a dévoilé une liste des 22 individus les plus recherchés.

« Ils doivent être trouvés. Ils seront arrêtés et ils seront punis », a promis le président, qui s'était déplacé au quartier général du FBI pour rendre publique la liste des terroristes dont les têtes ont été mises à prix. La récompense promise pour chaque suspect peut généralement grimper jusqu'à cinq millions, mais elle atteint sept millions dans le cas d'Oussama ben Laden, considéré comme le cerveau derrière les attaques terroristes du 11 septembre, qui ont provoqué la mort de plus de 5000 personnes.

« Ces 22 individus ne sont pas responsables de toutes les activités terroristes au monde, mais ils sont parmi les plus dangereux : ceux qui soutiennent et les leaders, les planificateurs et les stratèges », a précisé M. Bush. Le président était notamment accompagné par l'attorney général (ministre de la Justice) John Ashcroft et le secrétaire d'État Colin Powell, qui a affirmé que les 22 suspects « ont du sang sur les mains ».

Avis de recherche

Depuis le début de la semaine, l'administration Bush semble vouloir cesser de mettre l'accent sur Oussama ben Laden, dont le nom revient de moins en moins

souvent dans les discours officiels. L'initiative d'hier semble s'inscrire dans cette démarche, même si c'est évidemment ben Laden qui se retrouve en tête de liste.

On ne fait toutefois pas mention des attaques du 11 septembre dans les avis de recherche. Aux suspects, on reproche plutôt cinq actes terroristes commis entre 1985 et 1998, dirigés contre les États-Unis. Oussama ben Laden et 12 autres suspects figurant sur la liste seraient responsables des attaques contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie, en 1998.

Deux des plus proches alliés de ben Laden sont du nombre. Le premier se nomme Ayman al Zouahiri, un Égyptien que l'on surnomme « le docteur » parce qu'il a étudié la médecine. Il serait ni plus ni moins que le bras droit de ben Laden.

Le second est Mohammed Atef, qu'on soupçonne de superviser les opérations militaires de l'organisation terroriste de ben Laden. Il est également le chef du Jihad islamique égyptien. Al-Zouahiri et Atef ont pu être aperçus dans le plus récent vidéo où ben Laden a pris la parole, diffusé à la suite des premiers bombardements contre l'Afghanistan.

Les autres individus recherchés pour les attaques contre les ambassades américaines en sol africain sont Fazal Abdallah Mohammed, Moustafa Mohamed Fadhil, Fahid Mohamed Alli M'Salam, Ahmed Khalifan Ghailani, Cheikh Ahmed Salim Souedane, Abdallah Ahmed Abdallah, Anas al Liby, Saïf al Adel, Ahmed Mohamed Hamed Ali, et Mouchine Moussa Matoualli Atouam.

Quatre individus sont soupçonnés d'avoir coordonné l'attentat contre un établissement militaire américain à Dhahran, en Arabie Saoudite, où un engin explosif avait provoqué la mort de 19 Américains : Ahmed Ibrahim al Moughassil, Ali Sayed ben Ali el Hourri, Ibrahim Salih Mohamed al Yacoub et Abdelkarim Hussein Mohamed al Nasser.

Khalid Shaikh Mohamed est pour sa part recherché en lien avec un complot visant à faire exploser de nombreux avions américains en partance de l'Asie du Sud-Est, en 1995, alors que Abderrahman Yassine aurait participé au premier attentat commis contre le World Trade Center, en 1993. Six personnes avaient perdu la vie lors de l'explosion d'une camionnette bourrée d'explosifs.

Le plus dangereux au monde

Enfin, Ali Atoua, Hassan Izzeddine et Imad Moughniah sont recherchés pour le détournement d'un vol de TWA en 1985. Un plongeur de l'armée américaine avait alors été tué par les pirates de l'air, alors que l'avion était posé sur le tarmac de l'aéroport de Beyrouth, au Liban. Certains soutiennent que Moughniah est LE terroriste le plus dangereux au monde. Il serait toujours au Liban, et la rumeur veut qu'il ait subi deux chirurgies plastiques depuis qu'un photographe a tiré le portrait qui a été publié hier par le FBI.

L'agence américaine, qui publie traditionnellement depuis les années 50 une liste des 10 individus les plus recherchés (10 Most Wanted List), a par ailleurs tenu à préciser que l'octroi de récompenses est une démarche qui porte ses fruits. Au cours des sept dernières années, les États-Unis ont accordé plus de huit millions de dollars, dans 22 cas, à des individus « qui ont offert de renseignements crédibles qui ont permis de mettre des terroristes derrière les barreaux ou de prévenir des actes terroristes dans le monde ».

Mais la liste du FBI comprend-elle vraiment les terroristes les plus dangereux actuellement en liberté ? Pas nécessairement, a fait remarquer un analyste spécialisé en terrorisme, questionné à la suite de la publication des 22 avis de recherche. « Je pense que les plus dangereux sont ceux que nous ne connaissons pas. »

La Maison-Blanche incite les télévisions américaines à l'autocensure

Agence France-Presse

WASHINGTON — La Maison-Blanche a mis en garde hier les télévisions américaines sur la diffusion des messages pré-enregistrés d'Oussama ben Laden, en estimant qu'ils pourraient contenir des instructions cachées à ses partisans pour lancer de nouveaux attentats.

La conseillère de la Maison-Blanche pour la sécurité nationale, Condoleezza Rice, a contacté mercredi matin des responsables des principales chaînes pour leur demander d'en tenir compte, lorsque sont diffusés de tels messages pré-enregistrés du chef fondamentaliste, a déclaré le porte-parole de la Maison-Blanche Ari Fleischer.

« Au mieux, ces messages pré-enregistrés sont de la propagande et au pire un moyen d'instruire ses partisans de lancer de nouveaux attentats », a-t-il dit.

M^{me} Rice a souligné qu'elle formulait simplement une requête et que les décisions éditoriales ne pouvaient être prises que par les médias, a précisé Ari Fleischer.

« Les moyens de communication en Af-



La Maison-Blanche met en garde les télévisions américaines quant à la diffusion des messages de ben Laden.

ghanistan sont plutôt limités en ce moment. Un moyen de communiquer avec ses partisans est d'utiliser les médias occidentaux, a ajouté M. Fleischer.

M^{me} Rice n'a pas demandé une absence

totale de diffusion. Je crois qu'il y a suffisamment d'information pour permettre à tous de juger de la quantité à diffuser.»

La chaîne câblée d'information continue, Cable News Network (CNN), a annoncé hier sa décision de ne plus diffuser en direct de messages pré-enregistrés de ben Laden ou de ses lieutenants.

« CNN ne diffusera pas en direct de déclarations de Al-Qaeda (l'organisation de ben Laden) et les examinera au préalable avant de décider de ce qu'il faut en faire », selon un communiqué de la chaîne.

À deux reprises en 48 heures, dimanche et mardi, les chaînes d'information continue américaines (CNN, MNSBC, Fox News) — qui se livrent une autre « guerre », celle de l'audience — ont relayé en direct le faisceau satellitaire de la chaîne d'information arabe al-Jazira, diffusant des messages vidéo pré-enregistrés de l'islamiste Oussama ben Laden et de ses lieutenants.

Dans ces déclarations depuis leurs caches en Afghanistan, ils se réjouissaient des attentats aux États-Unis et appelaient les musulmans à la guerre sainte.

LES ALLIÉS FRAPPENT EN AFGHANISTAN

Ben Laden sain et sauf?

Associated Press

ISLAMABAD — Les frappes aériennes américaines opérées sur l'Afghanistan depuis dimanche soir n'ont eu raison ni du système de défense taliban ni d'Oussama ben Laden, qui est sain et sauf, a assuré hier l'ambassadeur taliban au Pakistan.

Abdul Salam Zaef a précisé que le mollah Mohammed Omar, chef suprême des talibans, était lui aussi sorti indemne de ces bombardements.

« Les affirmations de M. Bush selon lesquelles les États-Unis ont détruit les capacités de défense de l'Émirat islamique d'Afghanistan sont fausses », a-t-il souligné devant la presse à Islamabad.

« Les avions américains volent très haut et notre système de défense n'a pas une portée suffisante pour les atteindre. Comme vous le savez, nous n'avons pas un système de défense sophistiqué et moderne. Mais il est faux de dire qu'ils ont détruit nos capacités de défense », a-t-il poursuivi.

L'ambassadeur a d'autre part affirmé qu'en dépit des bombardements et de la suprématie aérienne des États-Unis, l'opposition armée au régime fondamentaliste de Kaboul n'avait pas enregistré d'avancées sur le terrain.

L'appel à la guerre sainte ne sera pas suivi au Canada

MATHIEU PERREAULT

L'APPEL à la guerre sainte, lancé mardi, par le groupe terroriste Al-Qaeda d'Oussama ben Laden n'aura pas beaucoup de succès au Canada, selon les principaux organismes musulmans du Canada. Il pourrait même convaincre ceux qui en doutaient que ben Laden est coupable d'une violence incompatible avec l'islam.

« M. ben Laden suggère-t-il que les musulmans vivant en Occident prennent les armes contre leur propre pays, contre leur propre famille, leurs compatriotes, leurs amis, leurs voisins et leurs camarades de travail ? » a commenté Mohammed Elmasry, président du Congrès islamique canadien. « Je ne suis pas d'accord avec lui. Comme beaucoup de zélotes déboussolés, Oussama ben Laden utilise abusivement la religion pour servir un programme politique irréaliste. »

Contacté par *La Presse* à l'Université de Waterloo, où il enseigne le génie électrique, M. Elmasry a indiqué que l'essentiel de ses pensées à propos de l'appel à la guerre sainte se trouvait dans un commentaire publié hier par le quotidien torontois *The Globe and Mail*.

« Il ne parle pas en mon nom », a lancé M. Elmasry en guise de titre, dans sa dénonciation posée du discours de Soleiman Abou Ghaith, un des hauts personnages d'Al-Qaeda, qui appelle les musulmans à « prendre les armes pour défendre leur religion » contre la « guerre contre l'islam » de l'Occident. « Je ne sais pas ce que cela signifie, puisque les musulmans peuvent pratiquer leur foi en Occident beaucoup plus librement que dans beaucoup de pays soi-disant musulmans. »

Joint à Toronto, le porte-parole du Conseil islamique des imams du Canada, Abdul Hai Patel, abonde dans le même sens que M. Elmasry : l'appel à la guerre sainte n'a rien à voir avec l'islam. M. Patel, qui est conseiller religieux à l'Université de Toronto, ajoute que la violence de la déclaration de Soleiman Abou Ghaith a discrédité encore davantage Al-Qaeda. « Le Coran est très clair : quand on tue un innocent, on attaque l'humanité entière, explique M. Patel. On ne peut pas non plus appeler au meurtre d'innocents. »

L'appel a peu de chances d'être entendu au Canada, et pas seulement à cause de son extrémisme. « Les musulmans n'ont pas d'autorité centrale comme le pape ou le

Vatican, qui puisse rendre un décret s'appliquant à tout l'islam, dit M. Patel. Chaque pays obéit à différents juristes qualifiés, les muftis, et pas à ceux des pays voisins. Et d'habitude, les muftis traitent des innovations de la société moderne, les transplantations cardiaques, ou de la prière. Jamais ils ne se mêlent de guerre. »

L'islam a déjà eu un mufti central, mais son autorité s'est effondrée avec l'Empire ottoman, après la Première Guerre mondiale. « Après, ça a été l'époque coloniale, et les pays européens n'ont pas permis à une autorité musulmane unique de s'affirmer », dit M. Patel.

Ben Laden n'a d'ailleurs aucune autorité religieuse, ni en Afghanistan ni dans son Arabie Saoudite natale. Mais la version de l'islam qu'il professe, le wahhabisme, qui est religion d'État en Arabie Saoudite, est fondée sur la contestation des autorités religieuses par Mohammed ibn Abdul Wahhab, au XVIII^e siècle. Le précédent est donc là.

Quelques musulmans entendront malgré tout l'appel d'Al-Qaeda, selon M. Elmasry. « Pour la plupart, ce seront des gens pauvres, affamés, illettrés, qui ont besoin de notre aide et de nos prières. »

MALADIE DU CHARBON

Laboratoire suspecté en Iowa

Associated Press

BOCA RATON, Floride — Les premiers tests pratiqués dans les laboratoires fédéraux sur les spores d'anthrax ayant tué un homme en Floride semblent montrer que ces derniers ont un lien avec une souche dans un laboratoire de l'Iowa, a affirmé hier un enquêteur ayant requis l'anonymat.

Il a toutefois précisé que d'autres tests devront être pratiqués pour établir un lien définitif. De fait, alors que plus aucun cas de contamination n'a été décelé, c'est la patience que recommandent les enquêteurs étant donné la longueur des tests.

Environ 770 personnes attendent les résultats de ces tests pratiqués après la mort la semaine dernière d'un employé du service photo du groupe de presse American Media à Boca Raton en Floride. L'examen du frottis nasal prend des jours et on prévoit aussi des prélèvements sanguins dont l'étude pourrait prendre des semaines.

Les agents du FBI continuaient, hier, leurs recherches dans les locaux d'American Media après la mort la semaine dernière de Bob Stevens, 63 ans, employé au service photo du *Sun*.

Un troisième cas dépisté

Associated Press

FLORIDE — Un test a confirmé la présence de la maladie du charbon (anthrax) chez une troisième personne en Floride, ont annoncé les autorités fédérale hier au cours d'une conférence de presse à laquelle participaient notamment le procureur Guy Lewis et des membres du FBI. Une enquête criminelle a été ouverte.

Cette troisième personne est une femme de 35 ans, dont l'identité et l'état de santé n'ont pas été révélés. Elle a été hospitalisée et subit un traitement antibiotique.

Guy Lewis a également annoncé que les autorités avaient ouvert une enquête criminelle pour découvrir l'origine du charbon, qui a tué un homme la semaine dernière, et qui a été trouvé sur les muqueuses d'un de ses collègues, toujours en Floride.

L'agent du FBI Hector Pasquera a affirmé que la contamination était limitée à l'immeuble d'American Media. Mais il a précisé qu'il n'y avait pour l'instant aucune preuve d'une machination terroriste : « Ce n'est pas le moment de tirer des conclusions hâtives, » a-t-il estimé.



DITES BONJOUR aux bas tarifs.

CANADA

		aller simple à partir de :
Calgary	2 VOLS PAR JOUR	209\$
Edmonton	2 VOLS PAR JOUR	219\$
Halifax	3 VOLS PAR JOUR	99\$
Ottawa	1 VOL PAR JOUR	79\$
St. John's	4 VOLS PAR JOUR	189\$
Thunder Bay	2 VOLS PAR JOUR	119\$
Toronto	8 VOLS PAR JOUR	99\$
Vancouver	3 VOLS PAR JOUR	219\$
Winnipeg	1 VOL PAR JOUR	179\$

USA

		aller retour à partir de :
Ft Lauderdale	3 VOLS PAR SEMAINE	249\$
Los Angeles	3 VOLS PAR SEMAINE	563\$
Orlando	1 VOL PAR SEMAINE	299\$

EUROPE

		aller retour à partir de :
Londres (GATWICK)	1 VOL PAR SEMAINE	599\$
Malaga	1 VOL PAR SEMAINE	599\$
Paris	6 VOLS PAR SEMAINE	499\$

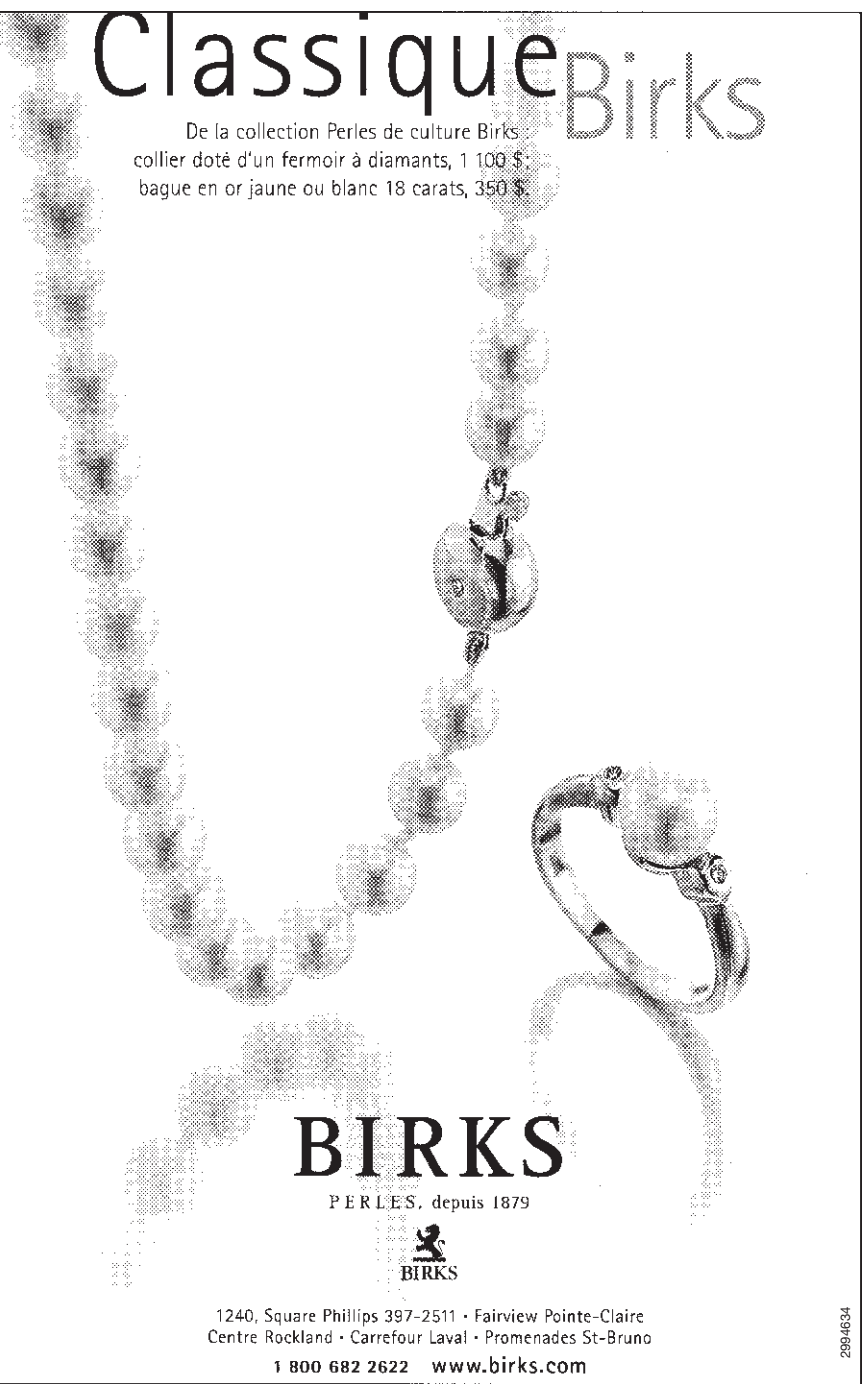
Départs de Montréal. Les prix sont pour des aller simples (Canada) et aller retours (USA et Europe), sont sujets à des limites d'inventaire et peuvent varier selon les dates de départs. Nouvelles réservations seulement. Places limitées. Réservations modifiables moyennant des frais mais non remboursables. Les taxes, frais aéroportuaires, surcharges sont en sus pour les destinations canadiennes. Les frais aéroportuaires sont en sus pour les destinations européennes et américaines.

Contactez votre agent de voyages ou
514 866-3333
1 866 377-3030

CANADA 3000
 voyagez mieux. payez moins.

Classique Birks

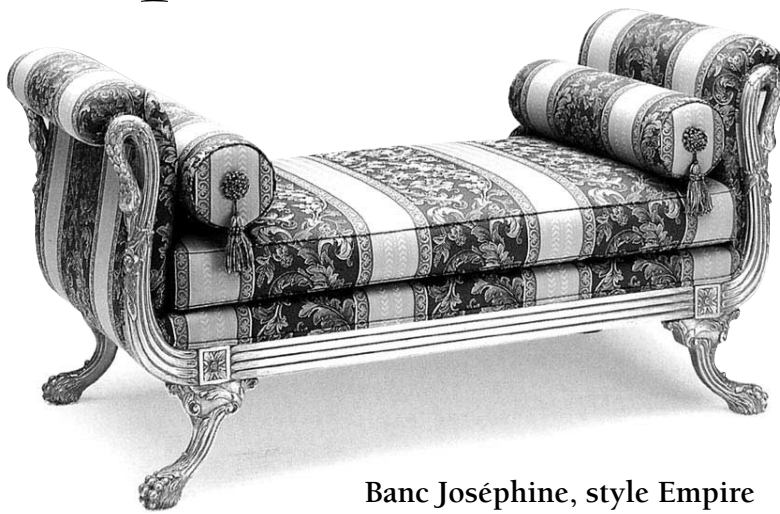
De la collection Perles de culture Birks
 collier doté d'un fermoir à diamants, 1 100 \$
 bague en or jaune ou blanc 18 carats, 350 \$



BIRKS
 PERLES, depuis 1879

1240, Square Phillips 397-2511 • Fairview Pointe-Claire
 Centre Rockland • Carrefour Laval • Promenades St-Bruno
 1 800 682 2622 www.birks.com

Haute Couture pour la maison



Banc Joséphine, style Empire

Vente d'ouverture

Mobiliers haut de gamme

MOBILART
 Meubles & décor

5805 Transcanadienne, Ville St. Laurent
 (Rond point côte-de-Liesse et Transcanadienne)
 (514) 748-9500

Lun. au mer.: 9 h à 18 h / jeu. et ven. : 9 h à 20 h • sam. : 10 h à 17 h / dim. : midi à 17 h
 Autre magasin Mobilart C&R 6529, boul. Décarie (coin Plamondon) 514-344-1400

loto-québec résultats

Tirage du 2001-10-10

1 ^{er} numéro 222346 25 000 \$ numéro décomposable	2 ^e numéro 820549 ALLEZ À LA TÉLÉ numéro non décomposable
3 ^e numéro 793951 50 000 \$ numéro décomposable	4 ^e numéro 797419 100 000 \$ numéro décomposable

loto 649 Tirage du 2001-10-10

09 25 42 43 46 47
 Numéro complémentaire: 16

Québec 49 Tirage du 2001-10-10

13 14 18 20 34 36
 Numéro complémentaire: 37

Promotion Double Jeu* Tirage du 2001-10-10

649 + 49
 17 26 27 28

*Seules les sélections tant au Loto 6/49 et au Québec 49 sur le même billet sont admissibles à la promotion.

Banco Tirage du 2001-10-10

01 03 08 16 18
 19 21 28 33 34
 38 43 51 53 57
 61 62 65 66 67

Extra Tirage du 2001-10-10

NUMÉRO 781429
 Chiffre Tirage du 2001-10-10

3 4
 167 6170

Le jeu doit rester un jeu.
 Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

T.V.A. LE RÉSEAU DES TIRAGES DE LOTO-QUÉBEC

LES ALLIÉS FRAPPENT EN AFGHANISTAN

PIERRE FOGLIA

pfoglia@lapresse.ca

L'innocence de l'Amérique

Le président des États-Unis au chauffeur de taxi haïtien dans les rues de New York, tout le monde le dit : l'Amérique ne sera plus jamais la même. Elle aurait perdu son innocence.

Il y a des phrases comme ça que je ne comprends pas. Innocence ? Soyons moins lyrique, voulez-vous. Parlons plutôt d'euphorie. Cette euphorie qui donne l'impression que « tout est possible » aux États-Unis, que chaque matin 270 millions d'Américains se lèvent comme si c'était le premier matin du monde, pour bâtir la plus grande, la plus puissante démocratie du monde.

Mythe ou réalité, peu importe, je ne vois pas pourquoi ce rêve, plus exactement « cette capacité à faire que le rêve arrive », se serait écroulé avec les tours du WTC. La stupeur se dissipera. La guerre finira. On s'habitue à un terrorisme raisonnable — on s'habitue à tout — et un de ces prochains matins à Corpus Christi, Texas, ou à Pittsfield, Mass, ce sera, à nouveau, le premier matin du monde.

Autre couplet de la même chanson : L'Amérique ne sera plus jamais la même parce qu'elle n'est plus invulnérable.

Celle-là non plus, j'la pogne pas. L'Amérique n'est pas moins une superpuissance aujourd'hui qu'elle l'était il y a un mois. Windows-Microsoft équipe toujours 90 % des ordinateurs du monde. Il y a toujours environ 10 000 McDo dans le monde. Il y a toujours 12 000 GIs en Angleterre, 66 000 en Allemagne, 12 000 en Italie, 3000 en Arabie, 3000 en Turquie, 8000 en Bosnie, 6000 à Panama.

La tragédie du 11 septembre a moins ébranlé la superpuissance américaine qu'elle n'a révélé son impopularité. Ces jours-ci, les journaux et les grandes revues américaines se font fort d'expliquer à leurs lecteurs « pourquoi ils nous haïssent ». ILS étant,

bien sûr, les musulmans. Et si ce n'était pas que les musulmans ? Et si, hors des États-Unis et du Canada, un peu tout le monde en avait ras le bol du shérif ?

Antiaméricanisme primaire, rampant, voire honteux alors que les morts du WTC ne sont pas encore enterrés, ici on s'en scandalise, là on tente de l'expliquer, et moi, moi j'ai envie de vous parler d'Hiroshima. Pour vous raconter un truc que vous ne savez peut-être pas. Après Hiroshima, les Américains ont occupé le Japon pendant sept ans. Et un jour ils sont partis. Et ce jour-là, le jour où ils ont quitté le Japon en une longue procession de camions qui se dirigeaient vers les aéroports, ce jour-là, les Japonais étaient massés sur les trottoirs, dans les rues. Rappelez-vous, ces gens-là venaient de subir sept ans d'occupation, avaient en mémoire les 80 000 morts d'Hiroshima, et les 20 000 de Nagasaki. Que pensez-vous qu'ils ont fait ?

Ont-ils gardé un silence de mort ? Ont-ils lancé des pierres aux soldats ?

Ni l'un ni l'autre. Ils les ont embrassés. Ils agitaient des petits drapeaux américains. Ils pleuraient en leur disant adieu.

Quand les Américains en auront fini avec ben Machin, il faudra, au plus sacrant, qu'ils se demandent où est passée cette Amérique-là qui était l'avenir du monde.

SCÈNE DE GUERRE — Un avion-cargo C-17 passe dans le ciel. Il vient d'Allemagne. Ses soutes sont pleines de rations de survie, beurre de peanuts, crackers, Jell-O, caramilk soigneusement empaquetés dans un petit drapeau américain. L'avion vole assez haut,

hors d'atteinte des batteries des talibans. S'ouvre le ventre de l'avion. Tombe la manne humanitaire sur les petits enfants afghans reconnaissants. Yé !

Saviez-vous que l'Afghanistan est le plus grand champ de mines du monde ? Dix millions de mines. Russes et américaines.

Et courent les petits enfants pour ramasser les cadeaux tombés du ciel. Boum ! Hon...

THE GOOD GUYS — La chose est connue, les femmes afghanes n'ont pas de Conseil du statut de la femme pour défendre leurs droits. En fait, les femmes n'ont pas le droit de vote en Afghanistan (les hommes non plus d'ailleurs). Et ne parlons pas d'équité salariale. Ni de cliniques d'avortement... comme le souhaiteraient les groupes pro-vie ici, les cliniques d'avortement sont complètement interdites à Kaboul et les nouvelles technologies de la reproduction assez peu répandues. Bref, on pourrait croire que les Afghanes ont très hâte d'être débarrassées des talibans...

Oui et non. Non parce que ceux que l'on désigne déjà pour remplacer les talibans pourraient être encore plus débiles.

Les femmes du RAWA (Revolutionary Association of Women of Afghanistan) font aimablement remarquer ces jours-ci aux Américains et autres Occidentaux que ces Jihadis de l'Alliance du Nord qu'ils s'apprennent à reconduire au pouvoir sous leur protection sont de très furieux salopards. Pas moins fondamentalistes que les talibans, mais plus mafieux. Ces Jihadis étaient les maîtres du pays après la défaite des Russes,

ils en ont profité pour violer des centaines de gamines, de femmes et de jeunes garçons. Ils voulaient aussi raser Kaboul parce qu'ils la trouvaient impure.

Après avoir été chassés par les talibans, les Jihadis sont devenus des grands démocrates avec une soudaineté qui laissait les Afghanes perplexes. Pour tout dire, elles ne sont pas du tout certaines de pouvoir aller librement, prochainement, à la réunion hebdomadaire du cercle des fermières de Jalalabad.

SOUVENIRS DE GUERRE — Eh ! non, pas encore parti. On me fait bien des embarras et l'on me dit que cela pourrait prendre encore une bonne semaine. Peut-être même que je ne partirai pas du tout. Peut-être que la guerre sera finie. Ou qu'elle se sera déclarée ailleurs. Pourquoi pas une attaque bactériologique sur Saint-Hyacinthe ? Je pourrais y aller à vélo. J'ai déjà fait une guerre à vélo. Si, c'est vrai. J'avais deux ou trois ans. La sirène annonçait l'arrivée des avions. C'était déjà des avions américains à l'époque. Ils venaient bombarder les Allemands qui étaient en garnison dans notre ville. Hop sur le porte-bagages du vélo de mon père. On allait se cacher dans les bois.

Il me souvient d'une autre guerre où j'étais allé avec un fusil, celle-là. Mais arrivé sur le théâtre des opérations comme on dit, on m'avait retiré mon fusil pour me mettre devant une machine, dans un bureau : « Vous savez taper ? »

Finalement, je n'ai jamais fait la guerre. Une fois comme enfant. Une fois comme secrétaire. Deux ou trois fois comme journaliste. Jamais comme soldat. C'est un exploit je trouve, en ces temps barbares, d'être arrivé à mon âge sans avoir jamais tué personne. Remarquez, c'est pas l'envie qui me manque parfois...

L'aide alimentaire larguée dans les champs de mines

ANDRÉ DUCHESNE

DÉJÀ DÉCRIÉE en raison de la confusion des genres, l'aide alimentaire larguée par les Américains en même temps que des bombes pourrait mettre en danger la population afghane à qui elle est destinée parce qu'elle risque de se retrouver au milieu de champs de mines antipersonnel.

« L'Afghanistan est sans doute le pays comptant le plus de mines antipersonnel au monde. Selon des estimations, il y en aurait jusqu'à sept millions et il faudra travailler durant mille ans pour les éliminer complètement », déplore Alex Renton, porte-parole d'OXFAM joint hier matin à Islamabad, capitale du Pakistan.

L'organisme tente tant bien que mal d'organiser l'aide aux populations afghanes à partir de ce pays voisin, ce qui est extrême-

ment difficile depuis les attentats du 11 septembre. Seulement 15 000 tonnes de vivres et de médicaments sont entrés en Afghanistan depuis les attaques terroristes alors qu'il en faut habituellement 50 000 par mois entre septembre et décembre pour arriver à nourrir et soigner les quelque 3,8 millions d'Afghans nécessiteux.

« Avec tout ce qui se passe actuellement, nous estimons qu'un million d'Afghans de plus pourraient se retrouver sur les routes », mentionne M. Renton.

Toujours selon ce dernier, on compte en moyenne 80 Afghans tués ou blessés par des mines antipersonnel chaque mois.

OXFAM n'est pas la seule organisation non gouvernementale (ONG) à dénoncer ce genre de pratique en raison des risques causés par la présence de champs de mines. Un

coopérant québécois de l'organisme Médecins sans frontières (MSF), Michel Plouffe, faisait une analyse similaire depuis Islamabad hier. « On fait du largage à vue, dans des régions où il y a un nombre considérable de mines, observe-t-il. Lorsque je travaillais l'an dernier dans la région de Badghis, dans le nord-ouest de l'Afghanistan, on entendait parfois la nuit le bruit d'une détonation lorsqu'un mouton marchait sur une mine. »

Parfois, c'était aussi un berger qui mettait le pied au mauvais endroit en conduisant son troupeau dans les montagnes. M. Plouffe en a vu trop souvent dans les cliniques de MSF.

La terre afghane est truffée de mines antipersonnel, résultat des années de guerre faisant suite à l'invasion soviétique en 1979, puis aux luttes de pouvoir entre différentes factions locales une fois l'Armée rouge par-

tie. L'Organisation des Nations unies (ONU) finance des équipes qui ont déminé certaines routes en Afghanistan. Mais ces équipes sont restreintes, rappelle M. Plouffe, et leur travail est très ardu.

Comme leur nom l'indique, les mines antipersonnel sont employées contre les personnes et non contre des équipements ou véhicules militaires (mines antichars).

Outre le fait qu'il représente un risque en raison de la présence d'innombrables champs de mines en Afghanistan, le largage de colis humanitaires par des avions de l'armée américaine a aussi été décrié par les ONG qui y voient une grave confusion des genres. « Une manœuvre militaire est forcément politique. Qu'on laisse faire les organismes indépendants comme nous », disait hier Laure Weisgerber, du service de presse au bureau de Médecins du monde à Paris.

Le Québec en danger, Hydro double la surveillance de ses centrales

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Les attentats du 11 septembre ont forcé le gouvernement du Québec à augmenter de façon importante sa surveillance de « sites sensibles » et « cruciaux » pour l'économie américaine : le réseau d'Hydro-Québec et la centrale de Gentilly, a indiqué hier le premier ministre Bernard Landry.

« Le Québec est menacé, il est en danger », a déclaré sans détour M. Landry, lors d'une conférence de presse, en réponse à un journaliste qui lui demandait si le Québec « était en guerre ».

« Le Québec est menacé comme toutes les parties de la Terre. Certains pays sont en guerre, dont le Canada. Les perturbations sont universelles, même la localité la plus lointaine peut être affectée », a-t-il soutenu.

Surtout, « au Québec se trouvent des sites très importants pour l'économie américaine, des centrales électriques. On ne doit pas être alarmiste, mais prudent », a noté M. Landry en soulignant « sentir l'angoisse parmi mes compatriotes ». « Ces lignes sont déjà sous surveillance par toutes sortes de moyens que je ne peux divulguer pour des raisons de sécurité. »

Selon des informations obtenues par *La Presse* au ministère de la Sécurité publique, Hydro-Québec a carrément « doublé » la surveillance de son réseau de transport d'électricité. « On a intensifié notre surveillance, le gardiennage des postes », s'est contenté de dire hier Claudine Aucuit, porte-parole de la société d'État qui dispose d'une division autonome pour assurer la sécurité de son réseau et de ses ouvrages.

Hier, le premier ministre Landry a soutenu que Québec avait mis en place « un plan d'urgences infectieuses » pour répondre à des attaques épidémiologiques comme la

maladie du charbon (anthrax).

Le gouvernement du Québec est, a-t-il soutenu, en contact avec Ottawa pour « se doter de réserves d'antibiotiques et de médicaments nécessaires pour assurer les soins appropriés aux citoyens québécois ». La veille pourtant, après qu'un vent de panique eut soufflé sur Montréal et qu'on eut évacué un immeuble soupçonné d'être infecté par le bacille du charbon, on indiquait au ministère de la Santé qu'aucun achat de vaccin n'avait été effectué pour faire face à une telle épidémie.

Le Québec dispose d'un « réseau de médecins sentinelles » ainsi que des laboratoires nécessaires pour analyser des agents contaminants, a insisté M. Landry hier.

Du même souffle, le premier ministre Landry a souligné que l'application des politiques d'immigration au Québec « laisse parfois à désirer... une réalité sur laquelle les événements du 11 septembre ont jeté un éclairage cru ».

Aussi le Québec appuiera-t-il la révision entreprise par Ottawa des mesures de contrôle aux frontières ainsi que le suivi des demandes de statut de réfugiés. Plus de 10 000 personnes se trouvent au Québec alors qu'on leur a refusé le statut de réfugié. « Nous entendons appuyer Ottawa dans ces démarches fort importantes pour la sécurité des Québécois », a dit M. Landry.

Maillon faible dans la délivrance des passeports, le bureau de l'état civil, qui délivre les certificats de naissance, vient de changer de direction. On compte resserrer les conditions « pour rendre encore plus difficile l'obtention frauduleuse d'un passeport canadien ». Québec compte aussi resserrer la gestion de ses demandes d'immigration et « instaurer un mécanisme de vérification du statut afin de déceler toutes les situations d'illegalité », a promis M. Landry.



twik

Le blouson
illusion mouton 125.⁰⁰

C'est du tissu et c'est tout comme de la peau suédée lainée... c'est doux, souple, chaud, c'est comme un vrai blouson en mouton retourné, travaillé en pièces coupées-cousues. Poches invisibles. Ciel ou cognac. P.m.g. Jeans 39,95, tuque 15,99, moufles 9,99

la maison



QUÉBEC PLACE STE-FOY GALERIES DE LA CAPITALE VIEUX-QUÉBEC | MONTRÉAL 977 RUE STE-CATHERINE O. PROMENADES ST-BRUNO | SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

LES ALLIÉS FRAPPENT EN AFGHANISTAN

« La sécurité des Montréalais n'est pas en péril »

Le SPCUM tout de même en « état de veille »

ANDRÉ NOËL

IL N'Y A aucune menace sérieuse d'attentat terroriste à Montréal, a déclaré hier Michel Sarrasin, directeur du Service de police de la Communauté urbaine de Montréal, après le vent de panique qui a soufflé sur le centre-ville à cause de la découverte d'une enveloppe contenant peut-être le bacille du charbon.

« Présentement, sur mon bureau, je n'ai pas de menace qui vise directement les citoyens de Montréal, a dit M. Sarrasin, au cours d'une conférence de presse. Personne ne sait si les attentats du 11 septembre sont terminés. On se prépare à toute éventualité. Mais de façon concrète, on n'a aucune information qui nous laisse croire que la sécurité des Montréalais est en péril. »

Le SPCUM s'est placé en « état de veille » et a formé une unité mixte de renseignement et d'enquête avec la Sûreté du Québec, la Gendarmerie royale du Canada et le Service canadien du renseignement de sécurité. Les enquêteurs des divers corps policiers se rencontrent régulièrement au quartier général de la GRC à Montréal et échangent des informations par téléphone.

Selon M. Sarrasin, toutes les personnes soupçonnées d'avoir des liens avec des groupes terroristes sont surveillées par la GRC et le SCRS. De son côté, le SPCUM a enquêté sur 650 informations, mais pour l'instant, il n'a pas d'indication lui laissant croire que des cellules liées ou non à la nébuleuse

d'Oussama ben Laden préparent quoi que ce soit.

« Bien sûr, des gens nous ont téléphoné pour nous dire qu'ils avaient vu ben Laden au coin de la rue à Montréal, a ajouté le directeur avec une pointe d'ironie. On vérifie toutes les pistes. On comprend que les gens soient inquiets. Ils ont aussi besoin d'être rassurés. »

Avant les attentats contre le World Trade Center et le Pentagone, la lutte contre le terrorisme n'était pas une priorité, a reconnu M. Sarrasin. Depuis, le SPCUM y porte une attention toute particulière. « Je ne peux pas garantir qu'il ne se passera rien à Montréal », a-t-il ajouté.

La nervosité a monté d'un cran avec le début des frappes aériennes en Afghanistan dimanche, puis d'un autre cran avec l'alerte au bacille du charbon mardi. Dans ce dernier cas, le SPCUM estimait que les risques que l'alerte soient fondés étaient de cinq pour cent ou moins, mais il a décidé de prendre toutes les précautions quand même.

« J'aime mieux être accusé d'avoir pris trop de précautions, et qu'il se passe rien, plutôt que de ne pas avoir pris les précautions nécessaires et qu'il se passe quelque chose, a dit M. Sarrasin. C'est seulement lorsque les menaces nous apparaissent complètement loufoques qu'on décide de ne pas réagir. »

Mardi, des employés d'une compagnie de communication ont alerté la police après avoir reçu une enveloppe en provenance d'American Media Inc., en Floride, où deux

personnes ont été intoxiquées au bacille du charbon. Les autorités ont immédiatement procédé à l'évacuation de l'immeuble. De 15 à 20 personnes ont été mises en quarantaine, mais ont pu rentrer chez elles après avoir été rassurées. L'enveloppe a été envoyée dans un laboratoire pour fins d'analyse.

La même journée, une autre alerte semblable a été donnée dans un immeuble de Saint-Laurent. La police s'est rendue sur place, mais n'a pas déployé autant de ressources. Par ailleurs, le SPCUM continue de recevoir environ 3500 appels par jour, dont quatre ou cinq appels à la bombe. Aucune augmentation n'a été notée.

La police a accru ses patrouilles aux abords d'immeubles qui pourraient être la cible d'attaques, comme le consulat américain et l'aéroport Dorval, mais aussi aux abords des mosquées, des synagogues, de certaines écoles. Des rencontres se tiennent avec les dirigeants de la communauté musulmane, dont les membres craignent des attaques racistes.

Le cauchemar de toutes les polices du monde, ce sont les fameuses « cellules dormantes », a souligné M. Sarrasin. Des citoyens au-dessus de tout soupçon vaquent à leurs occupations quotidiennes puis passent soudainement à l'action. « C'est la pire chose qu'on puisse imaginer », a dit le directeur du SPCUM. Mais justement, comment identifier ces cellules ? La tâche est loin d'être facile. Quoi qu'il en soit, le SPCUM doute que Montréal soit la cible favorite des groupes terroristes.



Photo ARMAND TROTTIER, La Presse ©

Les camionneurs en route vers les États-Unis ont dû patienter pendant plusieurs heures hier au poste de Saint-Bernard-de-Lacolle.

| ALERTE À LA BOMBE |

Le poste de Lacolle ferme durant de longues heures

MARC THIBODEAU

DEUX POSTES frontaliers du Québec, dont celui de Saint-Bernard-de-Lacolle, l'un des plus importants au pays, ont été fermés hier durant de longues heures en raison d'une alerte à la bombe ciblant un courtier en douanes américain.

Le poste de Champlain, situé dans l'État de New York juste en face de celui de Lacolle, a été fermé peu après 8 h, les automobilistes en provenance du Québec étant détournés vers un poste voisin.

Les véhicules provenant des États-Unis ont pu continuer pendant quelques heures à passer la frontière à Lacolle avant que la police américaine se décide à son tour

à détourner les véhicules vers d'autres postes frontaliers.

Le poste de High Gate Springs, au Vermont, ainsi que son pendant québécois, à Saint-Armand-Phillipsburg, ont aussi été fermés en début de journée.

Ces mesures de sécurité faisaient suite à la réception d'un appel menaçant pour le courtier A.N. Derringer, qui dispose de bureaux et d'entrepôts près des deux postes américains fermés. Le vice-président de l'entreprise, John Holzschneider, a indiqué en entrevue à *La Presse* que l'appel avait été reçu vers 7 h 50 aux bureaux de Champlain. « C'était une vague menace. Il n'y avait pas d'indication sur la nature de la bombe, ni sur l'endroit où elle se trouvait », a-t-il indiqué.

La fouille des bureaux de l'entreprise, qui a choisi d'évacuer par mesure de prudence tous ses employés, incluant ceux de son siège social à Saint-Albans, n'a pas donné de résultat.

Les policiers, qui ont fait appel à des chiens pour tenter de détecter des substances dangereuses, ont aussi fouillé longuement les entrepôts du courtier en douanes, où se trouvent généralement, selon M. Holzschneider, « des milliers de colis ».

Les postes de Lacolle et de Champlain, où l'inspection a été menée en priorité, ont finalement été rouverts vers 14 h. Ceux de High Gate Springs et de Saint-Armand-Phillipsburg ont repris leurs activités quelques heures plus tard après que les recherches eurent permis de conclure qu'il s'agissait d'une fausse alerte.

Le porte-parole de Douanes Canada, Dominic McNeely, a indiqué qu'il s'agissait de la première fois, à sa connaissance, que le poste de Lacolle était fermé pour des raisons de sécurité.

EN CE MOMENT, CERTAINS INVESTISSEURS SONT PLUS À L'AISE AVEC LEURS PLACEMENTS.



METTEZ-VOUS À LEUR PLACE.

Les marchés ne sont pas reposants. Profitez-en pour relaxer et faire travailler votre argent. La Banque Nationale est un tremplin pour des placements sûrs et certains. **Nos produits à capital garanti et nos programmes diversifiés de placement sont payants**, présentement et pour longtemps. Qu'attendez-vous pour vous détendre ?

Contactez un conseiller de la Banque Nationale à l'une de nos succursales ou au

1 888 TELNAT-1
www.bnc.ca

BANQUE NATIONALE

VOUS SEREZ PLUS À L'AISE

loto-québec

résultats

1 ^{er} numéro	2 ^e numéro	3 ^e numéro	4 ^e numéro
222346	820549	793951	797419
25 000 \$ numéro décomposable	ALLEZ À LA TÉLÉ numéro non décomposable	50 000 \$ numéro décomposable	100 000 \$ numéro décomposable

LOTS-BONIS

5 lots de 5 000 \$ (numéros non décomposables)

017249	264531	361763	524814	896447
--------	--------	--------	--------	--------

50 lots de 1 000 \$ (numéros non décomposables)

001816	214724	424900	562670	783217
005300	240333	448585	583979	796754
007661	260377	453062	611987	838752
009050	306212	457261	636959	855810
014421	359622	463446	640697	876553
043707	367670	472458	651119	906475
062045	380515	480005	693401	928357
064065	404916	511737	695024	965690
129231	405681	519949	743894	972309
209373	417704	546526	762226	986232

50 lots de 500 \$ (numéros non décomposables)

000478	285081	407132	689296	820473
000977	294094	407919	701779	861793
050013	296967	499094	707267	861996
064926	311168	501638	710620	863353
111957	329954	586874	741428	875482
117440	337747	598038	752560	932737
135781	349453	620927	769806	937568
226590	370533	646541	777925	947483
229824	394934	655732	787120	983526
283873	403506	671173	796793	987871

Le jeu doit rester un jeu.

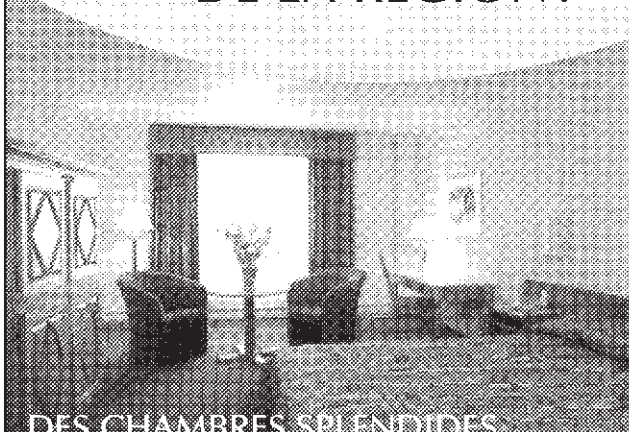
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraîtront au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste de numéros gagnants et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

105 autres lots-bonis le mercredi 17 octobre

DES RÉNOVATIONS ÉCLATANTES À TROIS-RIVIÈRES

Métamorphose spectaculaire...

L'HÔTEL LE PLUS LUXUEUX DE LA RÉGION!



DES CHAMBRES SPLENDIDES

Vous serez charmé par la finesse du décor de nos chambres. Un véritable havre de détente.



GOUVERNEUR HÔTEL

1-888-910-1111

www.gouverneur.com

975, rue Hart, Trois-Rivières • Tél. : 819-379-4550

FLOWING LINES

par KAUFMANN de SUISSE

Superbe bague Flowing Lines avec diamant oval de 4,03 carats.

KAUFMANN de SUISSE

BIJOUX ET MONTRES - DEPUIS 1954

2195, RUE CRESCENT, MONTRÉAL (514) 848-0595

À PALM BEACH, FL. 210 WORTH AVE.

www.kaufmandesuisse.com

LES ALLIÉS FRAPPENT EN AFGHANISTAN

Hébron, ville assiégée



JEAN-FRANÇOIS BÉGIN
envoyé spécial

LA PRESSE EN ISRAËL

HÉBRON, Cisjordanie — Il est midi et pourtant la vieille ville d'Hébron est déserte. De chaque côté des rues cahoteuses qui descendent vers le marché, les volets des maisons de pierre sont clos, comme si la vie s'était retirée de ce coin habituellement grouillant de la plus vaste cité de Cisjordanie.

En bas de la colline, le marché, où les habitants des villages environnants viennent normalement faire leurs affaires, est vide lui aussi, des bâches déchirées protégeant du soleil les étals dénudés.

Depuis vendredi dernier, le centre d'Hébron est une zone morte. Les Palestiniens qui vivent dans ce secteur sont assignés à demeure, l'armée israélienne ayant imposé un couvre-feu permanent.

La mitraille de combat en bandoulière, les soldats chargés de faire respecter la consigne n'entendent pas à rire. Ils menacent même d'arrêter le caméraman palestinien qui m'accompagne, avant de nous laisser déguerpir sans demander notre reste.

Hébron est une ville profondément divisée. À proximité du marché public vivent 400 colons juifs, installés là, seuls au milieu de 130 000 Palestiniens, au lendemain de la guerre de Six-Jours, en 1967.

Plus récemment, les accords de paix ont séparé en deux cette ville située à 40 kilomètres au sud de Jérusalem où, en 1994, le colon Baruch Goldstein avait abattu 29 musulmans dans une mosquée.

D'un côté, le secteur H1, qui entoure la petite colonie juive. Quelque 50 000 Palestiniens y vivent, sous strict contrôle israélien. De l'autre, le secteur H2, où l'Autorité palestinienne de Yasser Arafat est souveraine.

Elle l'était du moins jusqu'à vendredi dernier, quand des blindés et des bulldozers de l'armée ont fait irruption dans Abu Sneineh et Wad al-Hariya, deux quartiers sous contrôle palestinien qu'ils n'ont pas quittés depuis. L'assaut a fait cinq morts chez les Palestiniens. Selon les forces israéliennes, des tireurs embusqués faisaient feu sur l'enclave juive et les colonies voisines de Kiryat Arba et Givaat Harsena.

L'intervention a entraîné la reprise du couvre-feu imposé de manière intermittente pendant une bonne partie de la dernière année. « Les Israéliens ont profité des attaques contre les États-Unis pour occuper Jenin (une autre ville de Cisjordanie sous contrôle palestinien) le 11 septembre, et ils ont fait la même chose ici », dit Nasmî, un analyste politique d'Hébron, rencontré dans sa maison de la zone H2.

Mais un couvre-feu ne serait pas un couvre-feu s'il n'y avait pas des gens pour le violer. À quelques coins de rues du marché, Nouran, un vieil homme coiffé d'un keffiyeh est assis dignement devant la porte close de la petite échoppe où, en des jours meilleurs, il vend des produits laitiers et d'autres aliments.

Aujourd'hui, à part quelques pots de yogourt, ses frigos sont pratiquement vides, et ses étagères de bois sont couvertes de poussière. « Nous avons tout mangé nous-mêmes, ma famille et moi, parce qu'il n'y avait plus de clients à cause du couvre-feu. Tout se serait perdu », raconte-t-il.

Pour Nouran, né à Hébron il y a 83 ans, l'imposition du couvre-feu et la constante surveillance militaire sont intolérables. « C'est vraiment de l'oppression, du terrorisme. Même des jeunes de 12 ans se retrouvent avec des fusils pointés sur eux. Les enfants ont peur. » Sa maison, un peu plus haut sur la colline, juste à l'extérieur de la zone sous contrôle israélien, est entourée de tanks, dit-il.

Certains habitants de la ville voient des similarités entre leur sort et celui du peuple afghan. « Si un Palestinien ouvre le feu contre des Israéliens, ça ne donne pas le droit à Israël de bombarder tout le quartier, dit Mohammed Makara, marchand proche du Fatah, la faction de Yasser Arafat. C'est comme ce que font les Américains en Afghanistan : ils ont un problème avec un individu, mais ils font pleuvoir les bombes sur tout le pays. »

Pour compliquer encore les choses, la ville est pratiquement bouclée. Pour y pénétrer, il faut emprunter de petites routes secondaires, que l'armée bloque régulièrement en érigeant des barrières de roc et de terre. Les habitants sont en quelque sorte prisonniers

de leur propre ville. « Un de mes beaux-frères qui vivait à Jérusalem est mort cette année, et nous voulions aller participer au deuil et offrir nos condoléances, raconte Mohammed. Nous nous y sommes rendus illégalement, parce que si nous avions demandé une autorisation, elle nous aurait été refusée. Ça nous a pris quatre heures, alors que le trajet pourrait se faire en 20 minutes. »

À l'intérieur des barricades, le coeur économique d'Hébron a pratiquement cessé de battre. « La vie est ennuyante ici, dit Nasmî. C'est comme si nous étions morts, comme si nous étions des fantômes. La vie est immobile, identique aujourd'hui à ce qu'elle était hier, le jour d'avant ou l'année dernière. La situation est terrible. Toutes les nuits, nous craignons l'artillerie israélienne, l'économie est en lambeaux et il n'y a plus d'emplois. »

Dans ce contexte, le message anti-américain d'Oussama ben Laden, même s'il est officiellement désavoué par Yasser Arafat et l'Autorité palestinienne, tombe en terrain fertile. « Les Américains soutiennent Israël et Israël est notre ennemi, alors les Palestiniens appuient Oussama ben Laden parce qu'il s'en prend aux États-Unis », dit Mohammed Maraka. « C'est le vieux principe : l'ennemi de mon ennemi est mon ami. »

Trois journalistes inculpés d'espionnage

Agence France-Presse

ISLAMABAD — Le journaliste français Michel Peyrard et les deux journalistes pakistanais qui l'accompagnaient lors de son arrestation en Afghanistan ont été officiellement inculpés d'espionnage, a annoncé hier l'agence Afghan Islamic Press (proche des talibans).

Le chef des services de renseignement taliban, le mollah Taj Meer, a déclaré à cette agence privée : « Aujourd'hui, notre département a officiellement inculpé le ressortissant français et ses deux associés pakistanais, Mohammad Irfan et Mukkaram Khan, d'espionnage et ils seront jugés par une cour spéciale. »

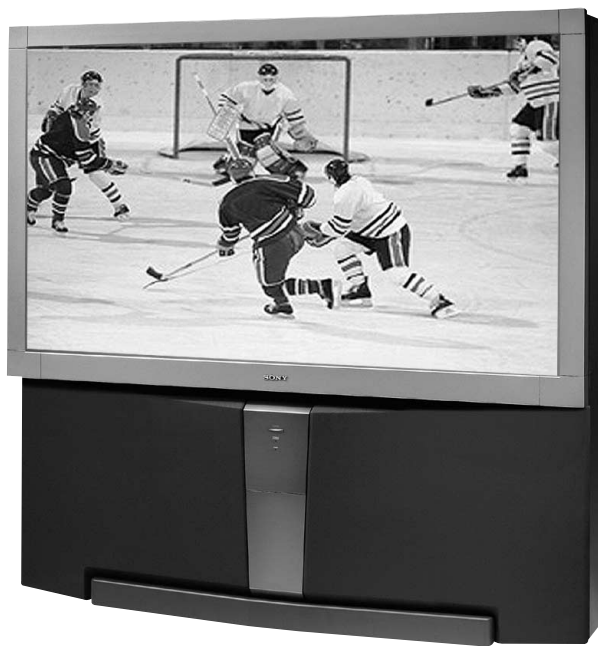
Selon l'agence Afghan Islamic Press, qui avait annoncé mardi l'arrestation du journaliste français, celui-ci était travesti en femme au moment de son interpellation.

Les trois journalistes ont été exhibés hier dans les rues de Jalalabad en burqa, la robe traditionnelle des femmes afghanes qui les recouvre de la tête aux pieds.

Ils ont subi les jets de pierre de la foule, avait annoncé une source taliban à Jalalabad. « La foule voulait qu'on leur livre les trois hommes pour les punir », avait ajouté cette source.

Mardi, l'AIP avait fait état de la saisie sur Michel Peyrard d'un téléphone satellitaire ainsi que d'un magnétophone. Le mollah Meer a déclaré à l'AIP que les trois journalistes étaient porteurs de « matériel d'espionnage » et que les deux Pakistanais avaient déjà été précédemment avertis de ne pas emmener d'étrangers en Afghanistan illégalement. « Tout journaliste entrant illégalement en Afghanistan sera traité comme un soldat américain », a-t-il ajouté.

SOLDE ÉCRAN GÉANT



AUCUN
INTÉRÊT
AVANT
MARS 2002

GRATUIT
LECTEUR DVD TOSHIBA ou
SATELLITE BELL EXPRESS VU
AVEC TOUT ACHAT D'UN ÉCRAN GÉANT

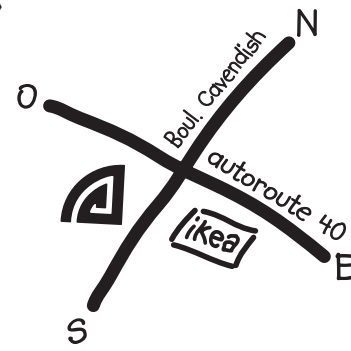
TOUT LE MOIS D'OCTOBRE
Séminaire tous les samedis du mois à 11h
« Comment choisir votre écran géant »

audio centre

9100 boul. Cavendish

St-Laurent, QC, H4T 1Z8

Tel: 731-2772 www.audiocentre.com

LA TOUTE NOUVELLE
SONATA

COMPLÈTEMENT REDESSINÉE POUR
2002

À partir de
239 \$*
par mois/48 mois
PDSF 21 195 \$

FINANCEMENT
1,8%
DISPONIBLE JUSQU'À 36 MOIS

- MOTEUR 2,4 LITRES À DACT
- GROUPE ÉLECTRIQUE
- CLIMATISEUR
- RADIO AM/FM/CD ET 6 HAUT-PARLEURS
- RÉGULATEUR DE VITESSE
- RÉTROVISEURS EXTÉRIEURS DÉGIVRANTS
- TRANSMISSION AUTOMATIQUE SHIFTRONIC
- MOTEUR V6 DE 181 HP (EN OPTION)
- ET BEAUCOUP PLUS



GARANTIE 5 ANS

L'UNE DES MEILLEURES GARANTIES DE L'INDUSTRIE : 5 ANS / 100 000 km
(éléments importants) ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES (3 ans / 60 000 km standard)
Incluant : livraison d'essence • changement de roue en cas de crevaison • déverrouillage • remorquage

Photo à titre indicatif seulement. *Paiements de location basés sur un contrat de 48 mois pour la SONATA GL 2002 à partir de 239 \$/mois. L'obligation totale du consommateur pour 48 mois est de 11 472 \$ 1 995 \$ comptant, dépôt de sécurité requis, transport, préparation, taxes et immatriculation en sus. Financement au détail disponible à un taux de 1,8 % jusqu'à 36 mois. En sus, frais administratifs de 250 \$ reliés au contrat de location pour les modèles 2002. Kilométrage annuel de 20 000 km, 10 c par kilomètre additionnel. Option d'achat au terme de la location. Ne peut être jumelée à aucune autre offre. Sujet à l'approbation du crédit. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Véhicules en inventaire seulement. Offre d'une durée limitée avec livraison d'ici au 31 octobre 2001.



HYUNDAI
UN ESSAI VOUS CONVAINCRA

LES PARTENAIRES HYUNDAI

LES ALLIÉS FRAPPENT EN AFGHANISTAN

Deux nouvelles enveloppes suspectes à Laval et à Sainte-Adèle

SILVIA GALIPEAU

UNE JOURNÉE à peine après l'évacuation d'un immeuble à Montréal, en raison d'une enveloppe suspecte reçue de Floride, deux nouveaux cas de colis louches ont été signalés hier à Sainte-Adèle puis à Laval.

La Sûreté du Québec (SQ) a pris ces cas avec le plus grand sérieux, cette fois en envoyant un hélicoptère récupérer les enveloppes suspectes en question.

La première enveloppe, de nouveau en provenance des États-Unis, a été reçue à Sainte-Adèle. Un homme, qui était allé à la boîte postale chercher son courrier, a trouvé suspecte l'enveloppe adressée à sa conjointe car ni lui ni elle ne connaissent quiconque aux États-Unis.

Après l'aventure de la veille, où une enveloppe reçue de Floride a créé tout un émoi au centre-ville de Montréal, certains craignent que la

lettre soit enduite de produits biologiques comme la bactérie du charbon, dont est mort un homme aux États-Unis. L'homme et ses proches ont choisi d'alerter la Sûreté municipale de Sainte-Adèle, qui a elle-même demandé l'assistance des techniciens en explosifs de la SQ.

Arrivés sur les lieux, les agents de la SQ ont récupéré l'enveloppe et l'ont placée dans un contenant scellé, afin de la transporter en toute sécurité au laboratoire de la Santé publique de Baie-d'Urfé, pour fin d'analyses. « Ils ont décidé que la SQ se rendrait en hélicoptère, a expliqué hier l'agent Gilles Mitchell, pour qu'elle soit le plus tôt possible au laboratoire. »

Entre-temps, un autre cas de colis suspect a été déclaré à Laval, à l'INRS-Institut Armand-Frappier (Institut national de recherche scientifique).

La lettre provenait « d'outre-mer », a indiqué l'agent Pierre De-

sautels, du Service de police de Laval, et semblait suspecte car, entre autres, l'adresse était erronée.

Les policiers ont appelé la SQ qui est arrivée par hélicoptère. Une deuxième équipe était attendue par camion pour transporter l'enveloppe au laboratoire. « Comme il pourrait y avoir un danger, la présence de bactéries, nous ne prenons aucune chance et nous envoyons la lettre au laboratoire », a précisé Pierre Desautels.

Les agents de la SQ seront-ils appelés ainsi quotidiennement pour toutes sortes de lettres inattendues ? « Aussitôt qu'il y aura un colis qui pourra nous paraître suspect, effectivement oui, nous allons nous assurer de le récupérer de façon sécuritaire pour le transporter, et pour l'analyser », a assuré Gilles Mitchell.

Les analyses prennent entre 48 et 72 heures. C'est aujourd'hui ou demain que l'on devrait avoir les premiers résultats de l'enveloppe saisie à Montréal, rue Sherbrooke.

Postes Canada augmente sa vigilance

ANDRÉ DUCHESNE

« ON NE PEUT PAS examiner chaque colis, chaque enveloppe sous microscope pour voir s'il y a un virus à l'intérieur », lance Alain Guilbert, vice-président aux communications de Postes Canada en abordant la question des colis suspects, sujet éminemment actuel depuis les événements du 11 septembre.

N'empêche que tout le monde est un peu stressé et que le niveau de suspicion a monté d'un cran à la suite des attentats et du déclenchement de la guerre contre le terrorisme.

Les employés de Postes Canada sont plus attentifs à tout ce qui passe sous leur nez depuis maintenant quatre semaines. « Il n'y a pas eu une directive particulière, mais les gens portent une attention spéciale au courrier », assure M. Guilbert.

Selon Catherine Lortie, porte-parole de la société, si rien n'a fondamentalement changé, c'est notamment parce que des employés sont formés pour la détection de colis et enveloppes suspects. Évidemment,

elle se garde d'entrer dans les détails quant aux méthodes de détection. « Je ne vais pas vous donner tous nos trucs ! »

Au Syndicat des travailleurs et des travailleuses des postes, le président, André Frappier, rapporte un événement survenu le 1^{er} octobre. Un colis a alors été isolé au centre de tri Léo-Blanchet de Saint-Laurent.

« Le surveillant, un cadre, a pris lui-même le colis pour le transporter à l'extérieur. Après, la police l'a fait sauter. Nous avons demandé au comité mixte de santé et de sécurité d'appliquer à la lettre la procédure à suivre dans un tel cas, soit de ne rien toucher et d'évacuer le secteur », raconte M. Frappier. Ce sera chose faite, lui a-t-on assuré du côté de la direction.

Catherine Lortie a une version différente. « L'employé a avisé l'escouade tactique de la police qui a passé le colis aux rayons X. On a aperçu ce qu'on a cru être des fils, une substance opaque, des épingles à cheveux et on l'a fait exploser. Finalement, ce n'étaient pas des fils mais de la corde. C'était une blague de mauvais goût », résume-t-elle.

Pas de charbon dans les labos universitaires

SILVIA GALIPEAU

LES LABORATOIRES universitaires qui brassent des bactéries n'ont pas haussé leur niveau de sécurité ces derniers jours. Ils ne craignent pas que des terroristes concoctent une arme biologique dans leurs locaux, tout simplement parce qu'ils ne possèdent pas les micro-organismes nécessaires à créer de telles armes.

« Nous ne travaillons pas avec des micro-organismes sujets à être utilisés en bioterrorisme », a commenté hier Yves Lemay, directeur du département de microbiologie de l'Université de Montréal, manifestement irrité par la panique générale entourant la question d'une éventuelle attaque bioterroriste au Canada. Pas de bactérie de charbon (anthrax en anglais) à l'Université de Montréal, ni de variole. Seulement des micro-organismes non pathogènes pour l'homme, ou bénins. « Il serait beaucoup plus facile d'utiliser des produits domestiques pour nuire à quelqu'un, qu'utiliser des produits biologiques à partir de micro-organismes », a-t-il ajouté.

À l'Université de Montréal, où l'on compte des dizaines de laboratoires de recherche, aucune mesure de sécurité particulière n'a été prise depuis les attentats du 11 septembre. M. Lemay rappelle cependant que n'importe qui ne peut rentrer à l'université pour « commander une souche de bactéries ».

Même son de cloche à l'Université McGill, qui compte trois étages de laboratoires de recherche en microbiologie. « Je ne pense pas que quiconque ici a l'expertise nécessaire pour travailler avec des armes biologiques, a commenté Nick Acheson, professeur au département de microbiologie et d'immunologie de l'université. Ici, nous faisons de la recherche de base, avec des bactéries intestinales, des virus, etc. »

À l'Université McGill comme à l'Université de Montréal, les étudiants peuvent entrer et sortir des laboratoires à leur aise. Il n'y a que le soir qu'ils doivent montrer une carte d'identification.

À l'Université Laval, à Québec, on n'a pas non plus pris de nouvelles mesures de sécurité. « Il ne faut pas être alarmiste, mais il faut être vigilants. Nous offrons quand même une formation universitaire. Il faut avoir le contrôle, mais il ne faut pas non plus exagérer », croit Nathalie R. Bernier, responsable administrative du département de biochimie et de microbiologie de l'université.

Quoi faire en cas d'alerte?

SILVIA GALIPEAU

SI UN ATTENTAT terroriste devait survenir à Montréal, qui sonnerait l'alarme ? Qui donnerait l'information nécessaire aux citoyens, leur indiquant l'indispensable : quoi faire, où aller ?

Comme lors du verglas en 1998, c'est le Service de prévention des incendies de Montréal (SPIM) qui aurait la responsabilité de mettre sur pied le plan des mesures d'urgence de la ville.

Il faut dire que Montréal a eu une bonne répétition générale en gestion de crise en 1998. Si une situation de crise devait se répéter, le même type de scénario serait rejoué.

Première chose : n'attendez pas la sonnerie d'une alarme pour être mis au courant de la situation, car il n'y en aura jamais. Ce genre de méthode n'est plus utilisé depuis des lustres au pays. Munissez-vous plutôt d'une bonne petite radio portative pour vous tenir au courant des événements et conseils pratiques à suivre. Car, dès la crise déclenchée, le SPIM alerterait alors tous les intervenants nécessaires : les pompiers, les policiers, la santé publique, Hydro-Québec, etc.

Tous se rejoindraient au centre de coordination, au quartier général du SPIM. C'est là aussi que se trouverait l'équipe de communication du SPIM, qui travaillerait conjointement avec le bureau des communications de la Ville.

C'est eux qui s'occuperaient d'envoyer une série de communiqués, d'organiser des points de presse pour donner toute l'information nécessaire au public : numéro de téléphone d'urgence, les détails de l'événement, les conseils de sécurité, etc.

Le verglas a aussi souligné l'importance pour tous les citoyens de détenir chez eux une petite trousse de sûreté. Que devrait-elle contenir ? Une radio portative, une paire de piles, et une autre paire de recharge. Une lampe de poche, une trousse de premiers soins, une couverture, des vêtements de recharge, le nécessaire pour l'hygiène personnelle, les médicaments, de l'eau et de la nourriture pour survivre trois jours.

« Nous ne voulons pas créer de psychose, ajoute-t-il, mais si l'on écoute les discours des spécialistes, il y a une probabilité qu'il y ait des représailles même ici à Montréal », affirme Alain Michaud, directeur du SPIM. D'où l'importance d'inciter les gens à avoir chez eux le nécessaire pour survivre quelques jours en temps de crise.



Bravo

à ceux qui se dépassent

Patrice L'Ecuyer, toujours aussi humble, voulait se faire tout petit pour animer le gala qui rend hommage aux 52 personnalités de la semaine et à la personnalité de l'année 2001. Nous lui avons dit de ne pas exagérer. Quand même.

LE GALA EXCELLENCE
LA PRESSE - RADIO-CANADA
dimanche 19h30

Réalisation-coordination : Jean-Jacques Sheitoyan

La Presse

Radio-Canada

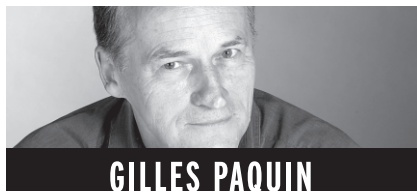
LES ALLIÉS FRAPPENT EN AFGHANISTAN

Malaise dans les forces armées du Pakistan



Photo AP

Les réfugiés afghans continuent d'entrer au Pakistan même si la frontière entre les deux pays est toujours fermée. Ce garçon et son grand-père ont réussi à gagner le camp de Peshawar.



GILLES PAQUIN
envoyé spécial

LA PRESSE AU PAKISTAN

PESHAWAR (Pakistan) — Les commandants des forces armées des quatre provinces du Pakistan ont été relevés de leurs fonctions hier pour être remplacés par des hommes de confiance du président du pays, le général Pervez Musharraf.

La décision de déloger les quatre commandants de ces postes clés pour y nommer des officiers proches du général Musharraf confirme l'existence d'un malaise grandissant au sein des forces armées. Une partie des hauts gradés digère mal le ralliement du Pakistan à la coalition antiterroriste dirigée par les Américains.

Selon des sources militaires, le général Musharraf se conduit comme les autres dictateurs avant lui. Il s'entoure d'officiers qui partagent son point de vue de crainte qu'on tente de le renverser suite au changement de cap radical adopté face à l'Afghanistan.

Certains ont aussitôt fait un rapprochement entre ces bouleversements au sommet de la hiérarchie militaire et l'incendie qui a ravagé hier les archives de la direction de la formation des troupes, au quartier général des forces armées, à Rawalpindi.

Un porte-parole des forces armées a indiqué que l'incendie semblait avoir été

provoqué par un court-circuit survenu dans le système électrique, mais il n'a pas écarté l'hypothèse d'un acte de sabotage.

La nomination des quatre nouveaux commandants survient trois jours après le licenciement du général Ahmed Mahmood, chef du puissant service de renseignement du Pakistan (ISI), et la mise à la retraite anticipée de deux généraux sympathiques à l'Afghanistan.

L'ISI a longtemps été le lien entre les militaires pakistanais et Kaboul. C'est l'ISI qui servait de pipeline pour acheminer l'aide américaine aux moudjahidines en lutte contre les forces soviétiques dans les années 80. C'est également l'ISI qui a maintenu le contact avec les factions qui ont ensuite pris le contrôle de Kaboul, et finalement, qui a soutenu les talibans au cours des six dernières années.

Plus tôt dans la journée, le général Musharraf a sévèrement blâmé les forces de l'ordre pour les troubles survenus la veille dans les villes de Quetta et Peshawar. Le chef du gouvernement a annoncé qu'il avait pris des dispositions pour suivre de près les agissements des groupes sectaires ou terroristes. Une agence spéciale, STAR (Sectarian Terrorist Activities Record), est chargée de suivre leurs activités, de tarir leurs sources de financement et leur accès aux armes.

Par ailleurs, les réfugiés afghans continuaient hier d'entrer au Pakistan même si la frontière entre les deux pays était toujours fermée. Dans la région de Quetta, au Baloutchistan, de 10 à 15 familles par jour parviennent à déjouer les gardes-frontières pour s'infiltrer au pays.

Dans le Nord-Ouest, les réfugiés entrent au compte-gouttes parce que des miliciens talibans filtrent les gens qui cherchent à quitter l'Afghanistan avant que

ceux-ci n'arrivent à la frontière. Ils ne laissent passer que les personnes détenant des papiers en règle.

Un de ces nouveaux réfugiés, Abdul Munir, 25 ans, nous a raconté qu'il était passé sans difficulté au poste frontière de Turquem il y a deux jours. Il est venu ensuite à Peshawar parce qu'il avait l'habitude de venir travailler dans cette ville pakistanaise.

Il a quitté Kaboul au lendemain des premiers bombardements parce qu'il avait peur, bien sûr, mais aussi parce qu'il est tadjik. Selon lui, la situation est devenue dangereuse là-bas pour les groupes minoritaires. Il soutient avoir été battu parce que sa barbe était trop courte, et qu'il était donc soupçonné d'appuyer l'Alliance du Nord.

« Les talibans nous disent : partez, ce n'est pas votre pays ici », affirme Munir.

Des centaines de personnes attendent à la frontière, celles qui n'ont ni papiers ni argent ne peuvent entrer, dit-il. Personne ne l'a empêché de partir, mais il sait que des miliciens talibans ordonnent à beaucoup d'autres de retourner dans leur village.

Les gens critiquent beaucoup les talibans à Kaboul, mais ils n'osent pas le dire publiquement, soutient Munir. Ils restent à la maison et écoutent les radios étrangères en attendant de savoir quand ils vont être libérés de ce régime, poursuit-il.

En attendant, Abdul Munir restaure des tapis anciens dans une boutique d'antiquité située au centre-ville de Peshawar. Il s'estime chanceux d'avoir un travail pour survivre en exil, il songe déjà à faire venir son père et son frère restés à Kaboul.

Des scénaristes d'Hollywood au service de l'armée

Associated Press

LOS ANGELES — Hollywood, supplétif de l'armée américaine ? Des scénaristes, habitués des films-catastrophe, de violence et de terrorisme, ont mis leur imagination au service des militaires. Objectif : envisager ensemble les multiples scénarii d'éventuelles attaques terroristes visant les États-Unis.

Ce groupe de travail un peu particulier a été mis sur pied par l'Institut pour les technologies de création (ICT), un centre de réflexion émanant de l'Université de Californie du Sud et financé par l'Armée de terre, qui travaille sur des programmes virtuels destinés à l'entraînement pour les soldats.

« Depuis les attentats du 11 septembre, l'armée de terre et l'ICT travaillent ensemble afin de coordonner des groupes de discussion avec certains des plus grands talents d'Hollywood », explique l'Institut dans un communiqué.

L'armée américaine a refusé de fournir plus d'informations sur ce programme.

Selon le journal d'Hollywood *Daily Variety*, un des participants au groupe de réflexion est, bien entendu, Steven De Souza, scénariste de *Die Hard (Piège de cristal)*, le film à succès avec Bruce Willis, dans lequel des terroristes prennent le contrôle d'un gratte-ciel de Los Angeles. Lequel De Souza a lui aussi refusé de répondre aux questions.

Entre l'armée américaine et les cinéastes, c'est une longue histoire d'amour, explique Michael Macedonia, directeur scientifique du Commandement de l'armée pour la simulation, la formation et l'instrumentalisation (STIC), à Orlando en Floride.

« Les scénaristes et producteurs sont notamment payés pour ça tous les jours : faire des suppositions. Ils sont très intelligents, créatifs. Et ils peuvent avoir très rapidement de bonnes idées fascinantes. »

De plus, « certains sont parmi les plus patriotes que j'ai jamais rencontrés », ajoute-t-il. Et certains des participants au programme en cours étaient déjà mobilisés sur d'autres projets militaires, selon Michael Macedonia. Reste que l'armée ne sait pas si ces scénarios terroristes lui seront utiles, ou s'ils arriveront suffisamment tôt, la mise au point prenant six mois ou un an.

L'ITC a été fondé en 1999 grâce à un financement militaire de 45 millions. Il fournit de la réalité virtuelle et des technologies de simulation destinées à la formation des troupes.

« Une grande partie de ce projet vise à créer des scénarios que les soldats pourraient avoir à affronter au combat. Le terrorisme est de toute évidence une menace à laquelle les militaires doivent se préparer », ajoute l'Université de Californie du Sud.

2979584A

Super cool.



Sanyo 4500



Samsung Uproar



Sanyo 6000



André le pinguin



Samsung T300



Victor le pinguin



Sanyo 5000



Audiovox 8100

Des téléphones offerts en exclusivité chez TELUS Mobilité.

Des téléphones pour aussi peu que 24,99\$* Toute une famille de sans-fil super cool vous attend. Uniquement chez TELUS Mobilité. Vous en trouverez sûrement un qui vous convient. Pour obtenir les détails et connaître la disponibilité des modèles, visitez telusmobilitte.com. Le futur est simple.



Magasinez en ligne à telusmobilitte.com ou appelez-nous au 1 888 810-5555

BOUTIQUES TELUS

Mtl Champlain, Brossard
Carrefour Angrignon, LaSalle
Carrefour Laval, Laval
950, rue Ste-Catherine Ouest, Montréal

Les Galeries d'Anjou, Montréal
Place Versailles, Montréal
Centre Rockland, Mont-Royal
Fairview Pointe-Claire, Pointe-Claire

Place Rosemère, Rosemère
Les Promenades St-Bruno, St-Bruno
Place Vertu, St-Laurent

FUTURE SHOP

CompuSmart

Umooulin

Centre du Rasoir

COMPLÉTIF

LA CABINE TELEPHONIQUE

Zellers

Maison Sony

CENTRE HI-FI

BOUILLON EN GROS

DÉTAILLANTS TELUS MOBILITÉ AUTORISÉS

BERTHIER
Technicom
(450) 838-5075

DOLLARD-DES-ORMEAUX
La Zone SCP
(514) 421-9889

LAVAL
Digital Radiocommunication Inc.
(450) 973-3443

LONGUEUIL
Cali-Bo
Communications Inc.
(450) 468-9993

MONTRÉAL
Action Télécom
(514) 989-9852

Direct Com
(514) 381-3490

Radio Service LCT Inc.
(514) 953-4864

REPERTIGNY
Technicom
(450) 582-0085

ST-LAURENT
PC Page
Communications
514-339-1130

CANDIAC
D2 Technologie
(450) 635-5480

LASALLE
La maison du cellulaire
(514) 366-6665

SRAD Communications Inc.
(450) 622-1748

Contact Com D.L. Communications
(450) 682-3888

Communication Métropolitaine
(514) 259-1988

Instant Page
(514) 527-2550

Satellite Com Inc.
(514) 387-4848

SOREL
Xtrem Electronique
(450) 561-1364

ST-HYACINTHE
Darsigny Communication
(450) 773-1988

SAINT-LAMBERT
TFR Communication Inc.
(450) 465-0720

LES ALLIÉS FRAPPENT EN AFGHANISTAN

| ENVELOPPE SUSPECTE À MONTRÉAL |

Allan Rock se réjouit de la gestion de la crise

ALEXANDRE SIROIS

WASHINGTON — La réaction des autorités à la suite de la découverte d'une enveloppe suspecte au centre-ville de Montréal, mardi, démontre que le Canada est prêt à réagir avec efficacité à d'éventuelles menaces terroristes qui pourraient prendre la forme d'attaques bactériologiques.

C'est ce qu'a laissé entendre hier le ministre canadien de la Santé, lors d'un passage éclair à Washington, où il avait justement rendez-vous avec une demi-douzaine de ses homologues pour examiner les façons d'accroître la coopération internationale en matière de lutte contre le bioterrorisme.

« Les autorités locales ont vraiment réagi d'une façon efficace. Les responsables ont travaillé ensemble d'une façon coordonnée, et je pense que nous avons démontré hier la capacité des Canadiens et Canadiennes à gérer une telle situation », a déclaré M. Rock, lors d'un point de presse à l'hôtel St. Regis, situé près de la Maison-Blanche.

M. Rock a toutefois admis que le gouvernement canadien a encore des progrès à faire avant d'être en mesure d'affirmer que le système

de santé est « parfait » en ce qui concerne la menace du bioterrorisme. Il a indiqué que c'est entre autres pour cette raison qu'il s'est déplacé à Washington : pour « apprendre des expériences » des autres pays dans ce domaine et pour discuter des différentes approches.

À Washington, M. Rock a passé une partie de la matinée hier à discuter avec les ministres de la Santé des États-Unis, du Royaume-Uni, du Mexique, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. « Je pense que nous faisons tous face aux mêmes défis, a-t-il expliqué. Se préparer, comprendre, stocker des vaccins et être certain qu'il y en a assez en production. Mais nous avons aussi parlé de la façon dont nous pouvons partager les ressources, l'information et les efforts pour nous assurer que nous (réagirons) de manière efficace. »

Tommy Thompson, l'homologue américain de M. Rock, a expliqué qu'une entente entre divers pays pourrait être conclue pour ce qui est de l'acquisition et du partage de certains vaccins afin de lutter contre le bioterrorisme. « Les États-Unis ou la Grande-Bretagne pourraient les stocker et être en mesure de les distribuer aux autres pays », a-t-il déclaré, précisant qu'il s'agit

de d'un exemple et ajoutant qu'il existe « plusieurs modèles ».

M. Rock a quant à lui insisté sur la nécessité d'intensifier le partage d'information au niveau international, en matière de santé. « Nous devons être en mesure de reconnaître, en première ligne — dans les bureaux des médecins, les urgences et les cliniques communautaires — les signes initiaux qui démontrent qu'il se passe quelque chose, que quelque chose ne tourne pas rond », a-t-il dit.

Le ministre canadien a suggéré à ses homologues de se rencontrer à nouveau à Ottawa en novembre pour poursuivre les discussions sur la coopération. Questionné par les journalistes au sujet de la bactérie du charbon, un sujet de premier plan aux États-Unis alors que les autorités enquêtent sur la présence de cette bactérie en Floride, M. Rock a par ailleurs répété qu'Ottawa veille à se prémunir contre une attaque de ce type.

« Nous avons déjà acheté des antibiotiques et des vaccins. Depuis le 11 septembre nous avons ajouté, amassé des produits pharmaceutiques, et nous allons continuer de le faire », a-t-il dit, tout en prenant soin de se montrer rassurant. Il a même soutenu que la psychose actuelle par rapport au bioterrorisme au Canada est « exagérée ».

« Il faut être réaliste. Il faut rassurer le public du Canada. Nous ne considérons pas que les risques sont immédiats et imminents. Il faut se rappeler que nous parlons seulement de possibilités », a déclaré le ministre. Il a toutefois ajouté que le gouvernement doit faire preuve de prudence et se baser sur ces « possibilités » lorsqu'il s'agit de planifier.

Le ministre Rock a également souligné qu'il est plus essentiel que jamais de traiter des problèmes de santé au niveau international. « Si nous voulons remonter aux causes qui mènent à la violence et au terrorisme, et si nous voulons faire face à l'instabilité de plusieurs parties du monde, il faut aborder la santé et les enjeux liés à la santé. »

La détresse psychologique des Canadiens prise au sérieux

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Les événements du 11 septembre ont engendré une telle détresse psychologique au sein d'une partie importante de la population canadienne qu'ils constituent l'un des plus grands défis que cette génération aura à relever en matière de santé publique.

En annonçant hier la création d'un vaste Réseau canadien de soutien pour la santé mentale (RCSM), le ministre fédéral de la Santé, Allan Rock, ainsi que les représentants de onze organismes canadiens du monde de la santé, dont l'Association médicale canadienne, n'ont pas mâché leurs mots pour expliquer les répercussions des derniers événements sur la santé mentale des citoyens et ce à quoi l'on peut s'attendre au cours des prochaines semaines.

« La tension perdurera en raison de la menace de nouvelles attaques terroristes peut-être contre le Canada, a déclaré le docteur John Service de la Société canadienne de psychologie, en raison des opérations en cours contre d'autres pays, de la recrudescence du racisme, etc. Certains Canadiens auront plus de mal que d'autres à traverser cette période. Deux segments précis de la population, les enfants et les adolescents, méritent une attention particulière. »

Quant au ministre Allan Rock, qui a raconté le traumatisme subi par son jeune fils le 11 septembre, 10 jours après avoir visité avec lui le World Trade Center, il a affirmé qu'il ne pouvait pas se souvenir d'un événement du genre qui, au cours de sa vie, « ait créé autant d'angoisse chez les gens ».

Le Réseau canadien de soutien pour la santé mentale a donc été mis sur pied pour aider la population et les professionnels de la santé du Canada à faire face aux répercussions du 11 septembre. Il offrira à la population un ensemble d'outils d'information destinés à aider les gens à mieux vivre les réactions qu'ils peuvent éprouver au cours de cette période difficile. Des renseignements à l'intention du grand public, des parents et de leurs enfants sont déjà accessibles sur le site Web du réseau à l'adresse www.cma.ca/rcsm.

« Les Canadiens doivent savoir, a tempéré pour sa part le docteur Henry Haddad, le président de l'Association médicale canadienne, que ces réactions sont la plupart du temps temporaires et que l'on peut prendre des moyens pour se sentir mieux et pour aider nos proches. Parlez de vos sentiments avec vos proches et demandez régulièrement à vos enfants comment ils se sentent. Reprenez votre routine habituelle. Pour réduire le stress, faites de l'exercice, mangez bien et reposez-vous suffisamment. »

Le docteur John Service a particulièrement recommandé de prendre très au sérieux les inquiétudes des enfants et des adolescents. « Respectez leurs opinions et les sentiments qu'ils éprouvent, a-t-il conseillé. Prenez le temps d'essayer de les comprendre. Il faut à tout prix les empêcher de croire que vous trouvez leurs réactions idiotes ou inadéquates. Il est important pour eux de savoir qu'être bouleversé, c'est une réaction normale. »

Les responsables du nouveau réseau ont de plus annoncé hier qu'ils effectueront d'ici la fin du mois un sondage national afin d'évaluer l'impact que l'attaque terroriste et la situation subséquente ont eu sur les Canadiens. Ils pourront ainsi mieux répondre à leurs besoins de santé mentale. Le réseau travaille aussi à mettre au point des ressources éducatives spécialement conçues pour les adolescents, les personnes âgées et les communautés multiculturelles.

Hier, Allan Rock a souligné que les gens de la communauté musulmane au Canada avaient besoin d'une aide particulière. « Ils se sentent vulnérables, a dit le ministre. Et il faut faire un effort spécial pour aller vers eux. Nous sommes tous ensemble dans le même bateau. »

Le ministre de la Santé a par ailleurs confié hier qu'il lui était parfois difficile de livrer son message aux Canadiens parce que, d'une part, il se devait de les rassurer à propos de leur sécurité et que, d'autre part, il se devait de travailler à mettre en place des défenses contre la possibilité d'une attaque aux armes biologiques et chimiques. « Le message se doit d'être équilibré, a-t-il expliqué. L'important, c'est que les gens continuent à vivre. »

Roger Gaudry (1913 – 2001)

L'Université de Montréal vient de perdre l'un de ses membres les plus éminents.

Roger Gaudry a été l'un des bâtisseurs de l'Université de Montréal. Premier recteur laïque de 1965 à 1975, visionnaire, il y a créé les instruments qui en font aujourd'hui l'une des premières universités au Canada.

Père de l'actuelle charte de l'Université de Montréal, il a été à l'origine de la Faculté des études supérieures et de la Faculté des arts et des sciences, ainsi que de nombreux centres et groupes de recherche de réputation internationale.

Ce scientifique de renom a été un administrateur universitaire de premier plan. Il a entre autres présidé le Conseil des sciences du Canada et l'Association internationale des universités. Il a également participé à la fondation de l'Université des Nations-Unies, dont il est devenu le premier président, de 1974 à 1976.



La communauté de l'Université de Montréal tient à lui rendre hommage et à lui exprimer sa profonde reconnaissance.

Université  de Montréal

Des milliers d'offres spéciales non annoncées!

Solde d'entrepôt en magasin

Plus de 8 000 000\$ de stock à liquider !

<p>Chandelles classiquesivoires</p> <p>3x3 \$1.99 3x6 \$2.99 3x9 \$3.99 4x4 \$3.99 6x6 \$6.99</p> <p>Cour. jusqu'à 29.99</p>	<p>Articles en céramique peints à la main</p> <p>\$4.99</p> <p>Jusqu'à 14.99\$</p> <p>Cour. jusqu'à 59.99</p>	<p>Plat de service avec support en fer forgé</p> <p>\$19.99</p> <p>Cour. jusqu'à 59.99</p>
<p>Ensemble pour pâtes</p> <p>Grand bol 12 po et quatre petits bols 8 po</p> <p>\$14.99</p> <p>Cour. jusqu'à 59.99</p>	<p>Casseroles pour pâtes</p> <p>faitout 14 pièces 8 pintes en acier inox 18/10</p> <p>\$59.99</p> <p>Cour. jusqu'à 149.99</p>	<p>WEXFORD FORGE</p> <p>Ensemble de cuisine 15 pièces</p> <p>\$69.99</p> <p>Avec bloc de bois</p> <p>Cour. jusqu'à 149.99</p>
<p>Ens. de 4 verres sur pied «Bormioli»</p> <p>Formats variés</p> <p>\$12.99</p> <p>Cour. jusqu'à 39.99</p>	<p>Service de vaisselle pour 8</p> <p>avec ensemble d'appoint</p> <p>\$49.99</p> <p>Cour. jusqu'à 159.99</p>	<p>Coutellerie 72 pces en acier inox 18/10</p> <p>Design Solingen</p> <p>Service pour 12</p> <p>\$99.99</p> <p>Avec 12 ustensiles de service et Coffret de luxe</p> <p>Cour. jusqu'à 459.99</p>

Batterie de cuisine en acier inox 18 po 10 pces

Cuisine International Carrera Fond triple couche Importée d'Italie

\$249.99

Cour. 599.99

MARMITE GRATUITE!

VALEUR DE \$100

Obtenez une marmite 16 pintes assortie, à l'achat d'une batterie Carrera 10 pièces

BENIX & CO. 7335 Boul. DECARIE

Angle Jean Talon Metro Namur

3213 AUTOROUTE 440

Chomedey, Laval, en face du Carrefour Laval à côté de Yellow Plus

IMPORTATEURS D'ARTICLES MÉNAGERS DE QUALITÉ

MAINTENANT OUVERT À KIRKLAND, Autoroute 40 ouest, sortie ch. Sainte-Marie

Lun.-mer. 10 h à 18 h - Jeu.-ven. 10 h à 21 h

Sam. 9 h à 17 h - Dim. 10 h à 17 h

Faites vite pour profiter du meilleur choix. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités.

Nous offrons le service à l'étage. (Et des tarifs de chambres qui vous permettent d'en profiter.)

- Restaurant
- Salons
- Service à l'étage
- Conditionnement physique

Pour vos voyages ou réunions d'affaires, il vous faut un hôtel fiable. Les Hôtels Four Points de Sheraton le savent très bien. C'est pourquoi nous mettons à votre disposition ce qu'il vous faut pour faire votre travail, et à des prix plus abordables que vous ne le pensez. Alors, pour faire une réservation ou pour devenir membre du programme Starwood Preferred Guest™, composez le 1 800 325-3535 ou visitez fourpoints.com. Vous pourrez accumuler 500 points Starpoints™ en prime si vous réservez en ligne.

FourPoints
Sheraton
fourpoints.com

Membre du programme

STARWOOD PREFERRED GUEST

Chaque fois que vous effectuez une réservation en ligne entre le 15-08-01 et le 30-11-01, et que vous complétez votre séjour avant le 30-12-01, vous mériterez 500 points Starpoints en prime. Pour plus de détails, visitez fourpoints.com

Jean Charest propose un Conseil de la fédération



Jean Charest

MICHEL HÉBERT
Presse Canadienne

SAINTE-FOY – Le chef libéral Jean Charest propose la création d'un Conseil de la fédération, une nouvelle instance qui permettrait à Ottawa et aux provinces de co-gérer divers programmes.

« Il y a des principes de cogestion et de co-décision qui doivent maintenant être introduits dans le fonctionnement de notre système fédéral », a déclaré M. Charest en marge du caucus de ses députés, mercredi.

La coopération pourrait aller jusqu'à la cogestion dans les domaines de la santé, du commerce intérieur ou des relations internationales.

« Nous croyons que nous devrions créer un Conseil de la fédération qui aura pour mandat de réunir les gouvernements autour d'une même table dans le but de gérer ensemble les activités qui touchent nos compétences ».

Mais ne devra-t-on pas rouvrir le dossier constitutionnel ? « Non, répond Jean Charest. Pas de changements législatifs, pas de changements constitutionnels, et le respect intégral des compétences de chaque gouvernement. »

« L'objectif est de faire en sorte qu'avec l'union sociale et la santé, on puisse pratiquer une forme de cogestion qui permette aux deux niveaux de gouvernement de s'occuper de l'application et de l'interprétation de la Loi sur la santé », a précisé le chef libéral.

« Tout cela, a-t-il poursuivi, sous-tend par

contre un changement dans les arrangements fiscaux entre les deux gouvernements. Parce que la fiscalité doit être le miroir des compétences de chaque niveau de gouvernement. »

Ce Comité de la fédération serait formé de ministres délégués par les gouvernements fédéral et provinciaux.

Cette « idée », a rappelé M. Charest a d'abord été évoquée au printemps dernier par le comité Pelletier chargé de la mise à jour de la position constitutionnelle du PLQ.

Le PLQ y voit aujourd'hui plusieurs utilités, dont celle de pouvoir discuter sereinement du régime fiscal canadien qui permet à Ottawa d'engranger des surplus pendant que les provinces s'esquintent à financer la santé et l'éducation.

Jean Charest se rendra dans les Maritimes à la fin d'octobre pour discuter de ce dossier avec ses homologues des provinces Atlantique.

Les préoccupations de Chrétien: combattre le terrorisme et renflouer la caisse libérale

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le premier ministre Jean Chrétien mène actuellement une lutte de tous les instants sur deux fronts à la fois : le terrorisme et la dette de cinq millions de dollars que son parti a accumulée l'an dernier à la suite des élections fédérales.

En tout, M. Chrétien, qui a juré à moult reprises de s'assurer de remettre un Parti libéral en bonne santé financière à son successeur, lorsqu'il tirera sa révérence, doit prononcer huit discours cet automne dans le but de renflouer la caisse de son parti.

Récemment, M. Chrétien s'est rendu à Kitchener afin d'y prononcer un discours à 300 dollars le couvert devant les militants libéraux de la région du sud-ouest de l'Ontario.

La semaine dernière, le premier ministre a livré deux discours devant ses partisans, l'un à Toronto, lundi, quelques heures seulement après avoir rencontré le président américain George W. Bush à la Maison-Blanche, et l'autre à Saint-Jean, Terre-Neuve, jeudi.

Son discours dans la Ville reine



PHOTO PC

Les discours de Jean Chrétien ne sont pas donnés par les temps qui courent. Le premier ministre s'emploie à renflouer la caisse du PLC, en déficit de cinq millions.

à 600 \$ le couvert, devant quelque 2000 personnes, a permis à son parti de recueillir quelque 1,2 million \$.

M. Chrétien a été vivement critiqué par les partis d'opposition

parce qu'il n'a pas cru bon annuler son discours à Toronto, ce jour-là, afin de visiter le charnier qu'est devenu le World Trade Center à New York comme d'autres chefs de gouvernement l'ont fait avant lui.

Le premier ministre, qui s'est défendu en disant que le maire de New York, Rudolph Giuliani, lui avait demandé de s'abstenir de visiter les lieux pour ne pas nuire aux efforts de recherche, s'est fina-

lement rendu à New York en fin de semaine en compagnie des chefs des quatre partis d'opposition à la Chambre des communes.

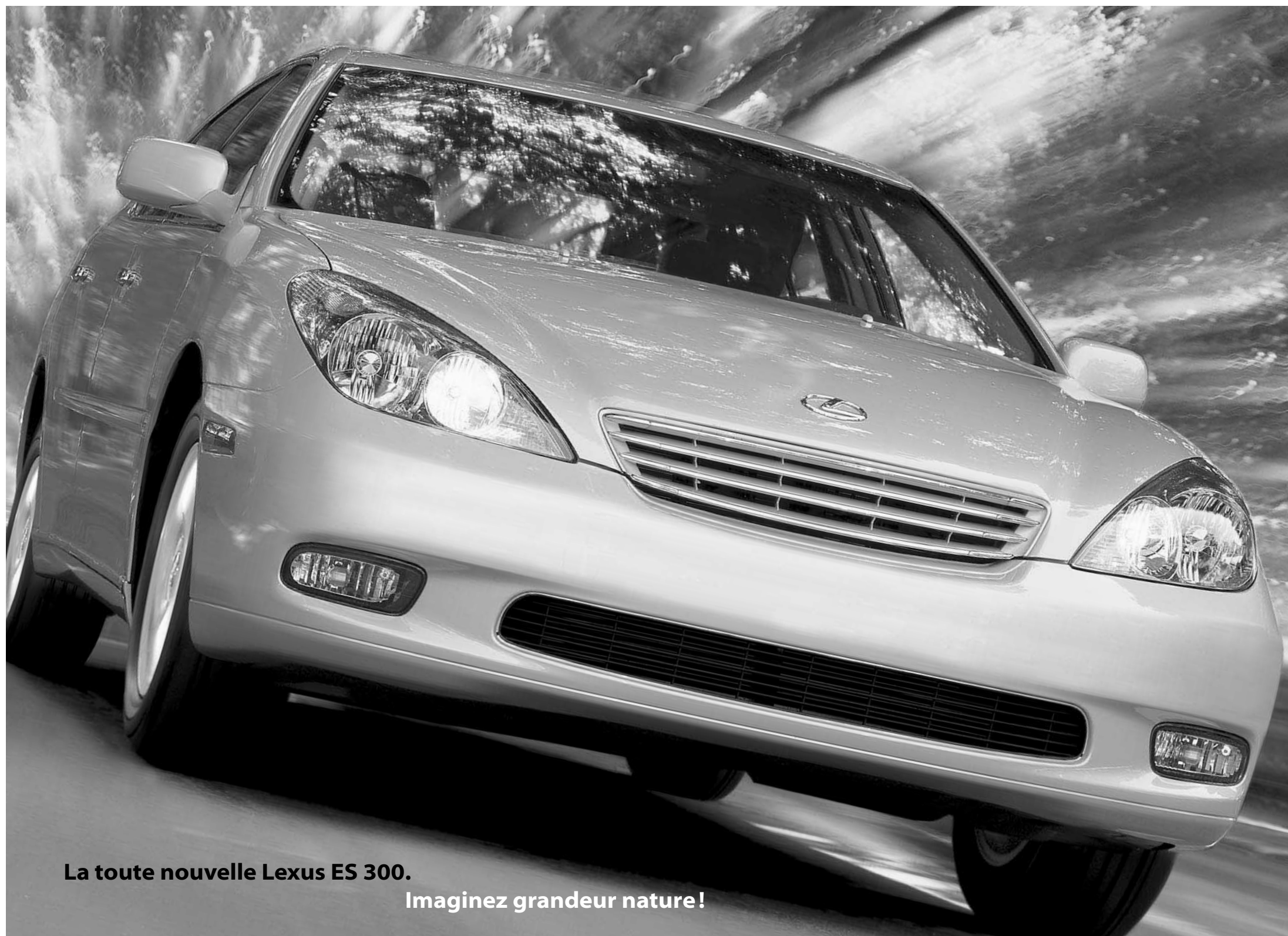
Cette visite, trois semaines après les événements tragiques qui ont coûté la vie à quelque 5400 personnes, dont une trentaine de Canadiens, s'est tout de même amorcée dans la controverse après qu'un porte-parole du maire Giuliani eut démenti les informations voulant qu'on ait demandé à M. Chrétien de ne pas se rendre dans la métropole américaine.

D'ici à la fin novembre, M. Chrétien se rendra à Vancouver (450 \$ le couvert), Regina (300 \$ le couvert), Edmonton (350 \$ le couvert) et Ottawa (450 \$ le couvert) afin de regarnir la cagnotte de son parti.

Depuis les attentats meurtriers, M. Chrétien a été contraint d'annuler un seul de ses discours devant ses militants libéraux jusqu'ici, soit celui qu'il devait prononcer à Halifax le 11 septembre, jour des attaques.

Les dirigeants du parti disent s'attendre à ce que ces nombreux discours du premier ministre permettent de réduire la dette du parti de moitié une fois les dépenses d'organisation comptabilisées.

Grande première ce soir chez votre concessionnaire Lexus!



La toute nouvelle Lexus ES 300.

Imaginez grandeur nature!

Complètement redessinée pour 2002, la toute nouvelle ES 300 est incroyablement silencieuse et plus spacieuse que jamais. Laissez-vous transporter tout en souplesse par son moteur V6 de 3 litres et de 210 ch.

A partir de
43 400\$*

LEXUS

À la conquête de la perfection.

Gabriel Lexus Toyota
3333, Côte de Liesse, St-Laurent
(514) 747-7777

Spinelli Lexus Toyota
561, boul. St-Joseph, Lachine
(514) 634-7171 1-800-352-6111

Vimont Lexus Toyota
255, boul. St-Martin Est, Laval
(450) 668-2710 1-800-625-3987

* PDSF pour une Lexus ES 300: 43 400\$. Cette offre temporaire est disponible par l'entremise des concessionnaires Lexus participants sur approbation du crédit aux clients au détail admissibles seulement. Frais de transport et préparation, taxes, immatriculation et assurances en sus.

Postcommunistes et Parti paysan gouvernement à nouveau la Pologne

MAJA CZARNECKA
Agence France-Presse

VARSOVIE — La gauche postcommuniste SLD-UP et le Parti paysan traditionnel (PSL) vont à nouveau gouverner la Pologne, succédant à la droite de Solidarité, désavouée dans les législatives du 23 septembre.

Victorieuse mais sans majorité absolue dans le nouveau Parlement, l'Alliance sociale démocrate SLD et son partenaire de l'Union du travail (UP, socialiste), ont dû, à contrecœur, faire appel à leur vieux partenaire PSL avec lequel le parti postcommuniste avait déjà gouverné de 1993 à 1997. À l'époque communiste, le PSL avait été un parti satellite du Parti ouvrier unifié polonais (POUP), prédécesseur du SLD.

Le premier ministre désigné Leszek Miller a présenté hier la composition de son gouvernement, qui doit être investi le 19 octobre à la première session de la nouvelle Diète.

« Ce sera, a-t-il dit en conférence de presse, le gouvernement le plus restreint » depuis 1989, date du retour de la démocratie en Pologne.

Le cabinet sera composé de 15 ministres, trois avec la fonction de vice-premier ministre. Miller a confié deux de ces postes aux présidents des partis alliés, Marek Pol, 48 ans, président de l'UP affecté au portefeuille des Infrastructures, et Jaroslaw Kalinowski, 39 ans, président du PSL qui dirigera le ministère de l'Agriculture.



Photo AFP
Le premier ministre polonais Leszek Miller a présenté hier la composition de son gouvernement.

Un économiste libéral, Marek Belka, 49 ans, dirigera les Finances et sera également vice-premier ministre.

En confiant les finances à ce professeur d'économie de l'Université de Lodz, actuel conseiller du président Aleksander Kwasniewski, Miller a voulu clairement signaler aux investisseurs étrangers que la Pologne poursuivra une politique budgétaire de rigueur.

Belka, qui dirigea ce ministère en 1997

dans un gouvernement SLD-PSL, a obtenu des deux partenaires la garantie écrite que le déficit budgétaire de 2002 ne dépassera pas les 40 milliards de zlotys, (10 milliards US) et que les dépenses seront inférieures à 183 milliards de zlotys (45 milliards).

Belka veut remonter d'ici deux ans le taux de croissance de la Pologne à 5 % du PIB. Ce taux avait atteint son niveau le plus élevé en 1997 avec 6,9 % avant de glisser vers le bas.

Sa tâche sera difficile. Le gouvernement sortant de Jerzy Buzek (AWS-Solidarité) laisse à ses successeurs un trou budgétaire estimé en 2002 à 20 milliards, un chômage avoisinant 16 % de la population active, et une croissance inférieure à 2 % du PIB.

Miller a fait de ces points les priorités de son gouvernement. Il se concentrera « sur la lutte contre le chômage, la hausse du PIB et le soutien aux petites et moyennes entreprises », selon sa récente déclaration.

En politique étrangère, confiée à Wlodzimierz Cimoszewicz, 51 ans, ancien premier ministre et ministre de la justice de 1993 à 1997, le futur gouvernement veut aussi mener à bonne fin les négociations avec l'Union européenne, « améliorer les relations politiques et économiques avec les voisins orientaux de la Pologne, et confirmer la crédibilité de la Pologne en qualité de membre de l'OTAN », selon un communiqué commun des trois partis.

Le SLD-UP a obtenu aux législatives 41 % des voix, soit 216 sièges sur 460 à la Diète (Chambre basse). Arrivé en 4^e position, le PSL a remporté 42 sièges et obtenu 8,98 % des voix.

Conflit abkhaze : la tension monte entre la Géorgie et la Russie

Agence France-Presse

TBILISSI — La tension est encore montée hier entre la Russie et la Géorgie, à la suite de l'aggravation du conflit dans la région séparatiste d'Abkhazie, Tbilissi menaçant d'abattre tout avion non identifié après avoir accusé les Russes d'avoir bombardé son territoire.

Dans un communiqué diffusé à Tbilissi, l'ONU a déclaré qu'elle tenait l'Abkhazie et la Géorgie pour « responsables » de la détérioration de la situation et des tirs « barbares » contre un hélicoptère de l'ONU lundi dans la zone des combats, qui ont causé la mort de neuf personnes, dont quatre observateurs.

L'ambassadeur de Géorgie en Russie, Zourab Abachidzé, a été convoqué au ministère russe des Affaires étrangères, après que la Géorgie eut accusé la Russie de bombardements.

Les Géorgiens accusent depuis des années les Russes d'appuyer les séparatistes abkhazes. Moscou accuse pour sa part Tbilissi de soutenir les indépendantistes tchéchènes. Un porte-parole du président indépendantiste tchéchène Aslan Maskhadov a démenti que des combattants tchéchènes prennent part aux combats.

Sur le terrain, des combats se sont poursuivis dans la journée entre forces abkhazes et quelque 200 combattants, dont des Tchéchènes, bloqués à une douzaine de kilomètres de Soukhoumi, « capitale » de la république séparatiste, selon une source officielle abkhaze.

Signe de l'inquiétude que la reprise du conflit abkhaze provoque dans la région, le ministre arménien des Affaires étrangères, Bardan Oskanian, a déclaré à Erevan que l'Arménie était « préoccupée » par la reprise du conflit en Abkhazie, où habitent un grand nombre d'Arméniens.

REPÈRES / Grèce

Simitis en position de force pour le 6^e congrès du PASOK

DIDIER KUNZ
Agence France-Presse

ATHÈNES — Le premier ministre Costas Simitis et sa politique modernisatrice pro-européenne devraient sortir largement renforcés du 6^e congrès du PASOK, le Parti socialiste grec au pouvoir, qui s'ouvre pour quatre jours aujourd'hui à Athènes, estiment les analystes.

Simitis a choisi en juin d'avancer de cinq mois le congrès socialiste, pour obtenir « une clarification politique » après une vague de contestation interne provoquée par le fiasco de son projet de réforme-cadre des retraites et des assurances sociales, qui a fortement terni l'image sociale du PASOK.

Mettant implicitement sa démission dans la balance, il avait invoqué « l'incertitude sur la volonté du PASOK de faire face aux défis du pays et sa capacité de gérer des situations de crise comme celle de la réforme des caisses de retraites ».

Deux grèves largement suivies, menées par des syndicalistes socialistes, avaient contraint le gouvernement à retirer son projet. Le parti était désuni, plusieurs ténors réclamant publiquement un virage à gauche.

Les sondages affichaient alors un recul du PASOK, distancé de 7 à 11 points dans les intentions de vote par son grand rival conservateur, la Nouvelle démocratie (ND). Pour la première fois, la cote de confiance de Simitis passait en-dessous de celle du chef de la ND, Costas Caramanlis.

Habile manœuvrier, Simitis s'est démené tout l'été au sein du parti, où l'emprise populiste est forte, affirmant son courant moderniste et sa détermination à mener la campagne législative prévue au printemps 2004. Il a aussi annoncé avant la rentrée un renforcement de sa politique sociale.

Simitis tire aussi profit de l'absence de véritable leader de rechange. Incarnant la sécurité, il est objectivement servi par la crise internationale née des attentats antiaméricains.

Du coup, les sondages ont fait apparaître une remontée du PASOK et Simitis a repris la tête en termes de cote de confiance.

Seul candidat à ce poste, Simitis sera réélu président du parti. Son discours devant les militants livrera l'ampleur de sa marge de manœuvre.

Le congrès doit également dégager les rapports de force entre les nombreux barons du PASOK, qui joueront dans la composition du prochain gouvernement annoncé.

Plusieurs commentateurs ont appelé le premier ministre à refuser toute alchimie entre les ténors et à profiter du congrès pour ouvrir de nouvelles perspectives et donner un nouveau souffle au gouvernement, après 20 ans de pouvoir du PASOK.

« Sans un nouveau programme, l'opinion publique ne donnera pas une grande attention aux changements de chaises du parti au pouvoir, le peuple grec s'intéresse plus au gouvernement qu'au parti, ou plutôt au travail gouvernemental », souligne Stavros Psycharis, directeur de l'influent quotidien *To Vima* (pro-gouvernemental).

jobb@om

présente le

SALON



**ÉDUCATION
FORMATION
EMPLOI**

**Tout
pour
réussir!**

www.saloneducation.com

6^e édition

11 • 12 • 13 • 14 octobre 2001
PLACE BONAVENTURE MONTRÉAL

**Le plus grand
rassemblement consacré
à l'éducation et à l'emploi**

**Le monde
du travail**

Formation

- ◆ Cégeps et collèges
- ◆ Universités
- ◆ Commissions scolaires
- ◆ Centres de formation
- ◆ Institutions à l'étranger
- ◆ Gouvernements et ministères
- ◆ Regroupements et associations
- ◆ Produits et services
- ◆ Renseignements sur les prêts et bourses

En collaboration avec le
Ministère de l'Éducation

présenté par

Emploi-Québec

- ◆ Information pour faire un choix de carrière judicieux
- ◆ Présentation de métiers, de carrières et de situations d'apprentissage en milieu de travail
- ◆ Conseils en orientation
- ◆ Techniques de recherche d'emploi
- ◆ Participation de plus de 100 entreprises

En collaboration avec la
**Commission des partenaires
du marché du travail**

UN ÉVÉNEMENT
GROUPE
INEO.CA
TÉL. : (514) 272-8885

Horaire du salon :

Jeu. 11 octobre 9h à 20h
Ven. 12 octobre 9h à 20h
Sam. 13 octobre 10h à 19h
Dim. 14 octobre 10h à 18h

Prix d'entrée :

Adultes : 7\$
Étudiants : 5\$ (sur présentation d'une carte d'étudiant)
Gratuit pour les enfants de 10 ans et moins



Partenaires :

ma carrière

Québec

Canada

* Ministère de l'Éducation
* Emploi-Québec
* Commission des partenaires du marché du travail

En collaboration avec :

TVA

CKOI
96.9 FM

La Presse

ZOOM MEDIA



Les 100 meilleurs sites Internet de l'emploi et de la formation

Le Groupe de recherche Ma Carrière en collaboration avec Développement des ressources humaines Canada, est fier de présenter aux lecteurs du journal une sélection mise à jour des meilleurs crus parmi les sites Internet portant sur la formation et l'exploration du marché du travail.

Conservez ce document à titre de référence dans vos prochaines explorations du « réseau des réseaux » et bonne navigation.

**Ne manquez pas
ce cahier spécial
samedi dans**

La Presse

en collaboration avec



Développement des
ressources humaines Canada

Human Resources
Development Canada

Les Européens appuient la Nouvelle initiative africaine

JEAN-PIERRE CAMPAGNE
Agence France-Presse

BRUXELLES— L'Union européenne a annoncé hier son ferme soutien au projet naissant de « Nouvelle initiative africaine » destiné à relancer l'économie du continent et à esquisser une politique liant développement et démocratisation.

« L'UE soutient fortement la Nouvelle initiative africaine (NIA). D'abord, parce que c'est une initiative des Africains destinée à résoudre les problèmes africains », a affirmé à la presse le premier ministre belge Guy Verhofstadt, dont le pays assure la présidence tournante de l'UE.

Il s'exprimait en présence des chefs d'États africains parrains du projet venus présenter à Bruxelles leur projet aux Européens.

Il s'agit des présidents Thabo

Mbeki (Afrique du Sud), Olusegun Obasanjo (Nigeria), Abdelaziz Bouteflika (Algérie), Abdoulaye Wade (Sénégal). Le président zambien Frederik Chiluba, dont le pays assure la présidence en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), était également présent.

L'UE, a poursuivi Verhofstadt qui lisait la déclaration finale et commune, soutient aussi la NIA en raison de ses objectifs de « démocratie, transparence, bonne gouvernance et respect des droits de l'homme comme facteurs fondamentaux du développement ».

Les Européens, en liant développement et démocratisation, situent ainsi très clairement leurs objectifs d'aide future au continent, et répondent aux intentions de « consolidation de la démocratie » contenues dans la NIA, qui a été adoptée par le dernier sommet de l'OUA en juillet à Lusaka.

Le président Chiluba s'est d'abord déclaré « un peu réticent aux conseils de bonne gouvernance » de la part des Européens.



Le premier ministre belge Guy Verhofstadt accueille le président sud-africain Thabo Mbeki.

Photo AFP

« Mais, a-t-il ajouté, si c'est ce qui peut nous permettre de travailler ensemble, alors nous allons mettre un programme en place ».

Les deux parties ont décidé le principe de deux réunions par an entre représentants de la NIA et l'UE, afin d'assurer le suivi du projet. Elles ont aussi décidé la création d'un groupe de réflexion sur les relations entre la NIA et les structures actuelles de coopération entre l'UE et l'Afrique.

De fait, aucune grande décision n'est sortie de cette première réunion sur la NIA. Le problème crucial de la dette, par exemple, dont les Africains réclament l'annulation pure et simple pour relancer leurs économies, a été discuté mais rien n'a été décidé.

« Les Européens, en soutenant aujourd'hui à Bruxelles la Nouvelle initiative africaine, posent avant tout un acte politique », a dit l'un des participants européens, sous couvert de l'anonymat.

Dans leur déclaration finale, les deux parties expriment aussi « leur engagement fort et sans réserves à lutter contre le terrorisme international et de coopérer au sein de toutes les instances internationales, notamment l'ONU, dans ce but ».

Sommet à Pretoria sur la paix au Burundi

Agence France-Presse

JOHANNESBURG — Sept présidents africains sont attendus aujourd'hui à Pretoria pour un nouveau sommet, le 17^e, consacré au Burundi, pour tenter de sortir de l'impasse sur la force de protection des hommes politiques de retour d'exil pendant la période de transition.

C'est sur cette question, décisive pour la mise en place d'un gouvernement de transition prévue pour le 1^{er} novembre, qu'avait buté le dernier sommet, le 1^{er} octobre à Arusha, en Tanzanie.

La participation à Pretoria de sept chefs d'État était confirmée hier par le porte-parole du médiateur Nelson Mandela : l'Ougandais Yoweri Museveni, qui présidera ; le Burundais Pierre Buyoya ; le Rwandais Paul Kagame ; le Congolais Joseph Kabila, le Kenyan Daniel arap Moi ; le Tanzanien Benjamin Mkapa ; et le Gabonais Omar Bongo.

Hier, les deux principaux groupes rebelles engagés dans la guerre civile qui ravage le Burundi depuis huit ans, le Front national de libération (FNL) et les Forces pour la Défense de la démocratie (FDD), ont également confirmé leur présence. Les FDD seront représentés par leur chef, Jean-Bosco Ndayikengurukiye.

Le sommet devrait ainsi voir la première participation des FDD et du FNL à un sommet régional depuis qu'ils ont quitté en 1998 le processus de paix d'Arusha. Ils n'ont pas signé l'accord d'Arusha (août 2000), qui n'a jamais pu entrer en application.

Les combats contre l'armée, dominée par la minorité tutsi, et la rébellion hutue se sont intensifiés depuis. Des affrontements le week-end dernier ont fait au moins sept tués, deux soldats et cinq rebelles du FNL à 18km au sud de la capitale, Bujumbura.

Selon Jan van Eck, du Centre d'études politiques internationales de l'Université de Pretoria, la solution de la question de la sécurité des dirigeants de retour d'exil constitue « une condition minimum pour que le 1^{er} novembre ait lieu ».

Au sommet du 1^{er} octobre à Arusha, le président Buyoya et le Front pour la démocratie au Burundi (FRODEBU), qui doit entrer dans le gouvernement de transition, se sont opposés sur le nombre et l'origine des hommes devant composer la force spéciale chargée d'assurer cette sécurité.

Les Hutus constituent 85 % des 6,4 millions de Burundais, mais les Tutsis tiennent les leviers de l'État et de l'économie.

Selon une proposition de la médiation, entérinée par un sommet le 23 juillet à Arusha, l'actuel président Buyoya va diriger les 18 premiers mois de la transition, le secrétaire général du FRODEBU, Domitien Ndayizeye, assurant la vice-présidence.

Ensuite, le Burundi aura un président hutu et un vice-président tutsi pour la deuxième moitié de la transition, qui doit déboucher sur des élections.

L'ombre de la situation militaire sur le terrain continue de peser sur la période de transition et l'application de l'accord, les rebelles des FDD et du FNL continuant de poser des conditions draconiennes à un cessez-le-feu.



Obtenez des 8x10 avec vos 4x4.



On peut rouler n'importe où avec les pneus Dueler pour utilitaires sport ou pour camionnettes. C'en est presque un cliché. Et en ce moment, pendant les jours Dueler, vous recevrez par la poste un appareil-photo 35 mm Minolta AF50 Big Finder à visuer très grand à l'achat d'un jeu de pneus Bridgestone Dueler. Il existe un pneu Dueler qui saura répondre à vos exigences particulières grâce aux techniques Uni-T brevetées de Bridgestone. Vous obtenez toujours une performance maximale sans compromettre votre confort.

BRIDGESTONE

ROULEZ VERS LE FUTUR

LES JOURS DUELER

Tout terrain
DUELER A/T 693
Confortable autant hors route que sur route.

Terrain boueux
DUELER M/T 673
Une traction hors route exceptionnelle et de sérieuses performances.

Performance
DUELER H/P 680
Redessiné pour donner des performances de voiture sport.

Autoroute
DUELER H/L 683
Pour les VUS, un luxe sur la grand-route.

Pneu d'hiver
DUELER DM22
Des performances hors pair sur la route et hors route sur la neige et sur la glace.



Offre valable pour les achats effectués entre le 1^{er} octobre et le 5 novembre 2001 chez les détaillants participants, jusqu'à l'épuisement des stocks. Pneu automobile - Dueler A/T 693, Dueler M/T 673, Dueler H/P 680, Dueler H/L 683, Dueler DM22. Un appareil-photo par client. Certains restrictions sont applicables. Détails et restrictions chez les détaillants participants. * Marque déposée de Bridgestone Corporation, utilisée sous licence.

Afrique du Sud : armements et corruption

d'après AFP

PRETORIA— Michael Woerfel, l'ancien dirigeant en Afrique du Sud du géant européen de l'aérospatiale et de défense EADS, a été inculpé hier par un tribunal de Pretoria pour corruption et usage de faux dans l'enquête sur des contrats d'armements sud-africains.

Il a été laissé en liberté contre une caution de 1000 \$ US. L'affaire a été reportée au 25 janvier, date à laquelle doivent comparaître Woerfel, ainsi que Tony Yengeni, démissionnaire de sa fonction de chef du groupe parlementaire du Congrès national africain (ANC, au pouvoir), après son inculpation le 3 octobre pour corruption, usage de faux et faux témoignage.

Les contrats d'armements sud-africains passés fin 1999 pour un montant estimé à 5,5 milliards \$ sont depuis le mois de janvier l'objet d'une enquête conjointe du médiateur public, des services du procureur d'Afrique du Sud et du Commissaire aux comptes, sur de nombreuses allégations de corruption.

Des enquêteurs sud-africains ont d'ailleurs effectué hier en France et à Maurice des perquisitions dans des locaux du groupe Thales.

SOLDE ANNIVERSAIRE

JUSQU'AU 14 OCTOBRE 2001

ÉPARGNEZ 20%

Surchemise en micro-suède. Chambré, noir, vert loden. Tailles M-G-TG. Prix courant 195\$
SOLDE 159,99\$

Tailles fortes et élancées. Prix courant 225\$
SOLDE 179,99\$

ÉPARGNEZ 20%

Complet extensible 3-boutons, tissu 100% laine super 100". Motif carreaux Prince-de-Galles gris. Tailles courtes, moyennes, élancées de 36 à 46. Prix courant 450\$
SOLDE 359,99\$

Tailles fortes, élancées de 48 à 58. Prix courant 495\$ **SOLDE 394,99\$**

ÉPARGNEZ 20%

Blouson de cuir de chèvre avec col de lainage et bavette détachable. Noir seulement. Tailles M-G-TG. Prix courant 395\$
SOLDE 314,99\$

Tailles fortes et élancées 2G à 5G. Prix courant 450\$
SOLDE 359,99\$

ÉPARGNEZ 25%

Soulier sport lace par CLARKS en noir ou brun. Semelle de caoutchouc. Pointures 7 à 14 D et EE. Prix courant 150\$
SOLDE 109,99\$

Bovet

POUR HOMMES DE TOUTES TAILLES

• MONTRÉAL - EST: 4475, boul. Métropolitain Est - Galeries d'Anjou • MONTRÉAL - CENTRE-OUEST: Complexe Desjardins - Centre Rockland • MONTRÉAL - OUEST: Fairview Pointe-Claire
• LAVAL: Carrefour Laval • RIVE-NORD: Place Rosemère • RIVE-SUD: Promenades St-Bruno - Place Portobello, Brossard • REPENTIGNY: Galeries Rive-Nord • JOLIETTE: Galeries Joliette
• TROIS-RIVIÈRES: Place des Forges • QUÉBEC: Place Sainte-Foy - Galeries de la Capitale

Élections anticipées au Sri Lanka

d'après AFP

COLOMBO— La présidente du Sri Lanka, Chandrika Kumaratunga, a dissous hier l'Assemblée élue l'an dernier afin d'éviter une défaite cuisante à son gouvernement minoritaire et a convoqué des législatives pour le 5 décembre, a-t-on appris de sources officielles.

Dans un communiqué, M^{me} Kumaratunga a ordonné la dissolution de l'Assemblée de 225 membres, élue l'an dernier pour six ans, après le passage à l'opposition dans la matinée de nouveaux députés de la majorité au pouvoir, condamnant le gouvernement à essayer un vote de défiance.

La nouvelle session parlementaire



Chandrika Kumaratunga

debutera le 1^{er} janvier 2001, a-t-on indiqué de mêmes sources.

« Un majorité de députés du

parti au pouvoir estimaient que la présidente devait dissoudre le Parlement et convoquer des élections anticipées », a déclaré le ministre de la Justice Batty Weerakoon.

Pour sa part, le chef de l'opposition Ranil Wickremesinghe a condamné la dissolution du Parlement. « La présidente prend la fuite, a-t-il affirmé. Mais la population donnera à son parti une réponse adéquate aux élections. »

La décision de la présidente a fait capoter le projet de l'opposition de renverser son gouvernement minoritaire dans un vote de défiance au parlement aujourd'hui.

Hier, huit parlementaires du Parti de l'alliance populaire (PAP) de M^{me} Kumaratunga étaient passés à l'opposition et quatre autres avaient annoncé leur intention de quitter le gouvernement.

Ces nouvelles défections étaient intervenues au lendemain de la décision spectaculaire prise par l'an-

cienn ministre des Relations avec le Parlement, S.B. Dissanayake, de rejoindre l'opposition, plongeant l'administration du Sri Lanka dans une nouvelle crise.

G.L. Peiris, ancien ministre de la Justice et qui fut à une époque le confidant de M^{me} Kumaratunga, figure parmi les derniers transfuges politiques.

Alors qu'elle avait été confrontée à une menace analogue en juillet, la présidente avait suspendu le Parlement et elle l'avait à nouveau réuni après avoir passé un accord avec le parti JVP marxiste ou Front de libération du peuple. Toutefois, même avec les 10 sièges du JVP, le PAP au pouvoir se trouvait en minorité dans l'Assemblée.

Élue séparément du Parlement, la présidente, dont le mandat s'achèvera en 2005, peut rester au pouvoir même en cas de chute du gouvernement.

EXPRESS INTERNATIONAL

RUSSIE Nouveau code foncier

LE CONSEIL de la fédération (Chambre haute du Parlement) a adopté hier le Code foncier qui introduit en Russie la propriété privée et la libre vente des terres, à l'exception des terres agricoles. Le conseil a voté par 103 voix contre 29, avec neuf abstentions, le texte adopté par la Douma (Chambre basse) en juin lors de débats houleux, les communistes s'y opposant catégoriquement. Le PC russe avait annoncé en juillet qu'il contesterait le texte devant la Cour constitutionnelle, une annonce qui n'a pas été suivie d'effet jusqu'à présent.

— d'après AFP

CUBA Anticastroïstes divisés

LA PRINCIPALE organisation d'exilés cubains anticastroïstes aux États-Unis, la Fondation nationale cubano-américaine (FNCA), basée à Miami, a vu hier le départ de plusieurs de ses membres qui ont créé une nouvelle organisation. Vingt-cinq anciens de la FNCA, considérés comme des « durs », ont annoncé la création du « Conseil pour la liberté de Cuba » (CLC), qui revendique les objectifs défendus par le fondateur de la FNCA, Jorge Mas Canosa : « promouvoir la liberté et la démocratie à Cuba ».

— d'après AFP

HAÏTI Essais de vaccins

L'UNION des médecins haïtiens (UMHA) et l'association Migrants contre le sida (MCS) ont dénoncé hier sur le site Web de MCS (www.survivreausida.org) les conditions d'une expérimentation en Haïti de deux candidats-vaccins préventifs contre le sida. Selon ces associations, « officiellement » deux prototypes de vaccins « l'un français (Aventis Pasteur), l'autre américain (Vaxgen), y sont testés depuis avril 2001 ». Les essais ne sont pas menés par les firmes mais par des spécialistes dirigés par Jean Williams Pape, professeur à l'Université Cornell de New-York, a précisé à Reda Sadki, de MCS, une association basée à Paris.

— d'après AFP

GUATEMALA Occupation des paysans

QUELQUE 6000 paysans, en grande majorité d'origine amérindienne, occupent depuis hier trois propriétés agricoles dans le sud du Guatemala afin d'obtenir de la part du gouvernement des terres cultivables, a-t-on appris de sources syndicales. « Les paysans ont décidé d'occuper trois propriétés car ils n'ont pas de terre pour travailler et leurs familles ne veulent pas mourir de faim », a expliqué Luis Chavez, secrétaire général de l'un des principaux syndicats du pays, précisant que les propriétés occupées étaient situées à Champerico, à 200 km au sud de la capitale. Regroupés en 22 communautés, les Indiens représentent 60 % des 11 millions d'habitants du pays.

— d'après AFP

TRINIDAD Législatives anticipées

LE PREMIER ministre de Trinidad-et-Tobago, Basdeo Panday, a annoncé hier la convocation d'élections législatives dans son pays pour le 10 décembre, après avoir perdu la majorité à l'assemblée nationale. Panday a indiqué qu'il avait demandé au président Ray Robinson la dissolution de l'Assemblée, où son parti, le Congrès national uni (UNC), ne compte plus que 16 sièges, sur un total de 36, à la suite de la défection de trois ministres ayant rallié avec leurs partisans la semaine dernière le Mouvement national du peuple (PNM, opposition), disposant également de 16 sièges. L'UNC, au pouvoir depuis 1995, avait remporté les dernières législatives en décembre 2000.

— d'après AFP

MEXIQUE Fox en tournée

LE PRÉSIDENT Vicente Fox entame aujourd'hui une tournée dans cinq pays européens plus la Chine pour délivrer, selon la porte-parole du ministère des Affaires étrangères, un « message politique sur la nouvelle réalité mexicaine » et aborder des questions d'échanges économiques. Sa première étape européenne le mènera en République tchèque. Elle sera suivie de voyages en Allemagne, France, Espagne et Italie pour s'achever à Shanghai au sommet du Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC), où il rencontrera, outre le président chinois Jiang Zemin, les chefs de l'État russe Vladimir Poutine, péruvien Alejandro Toledo et son ami personnel George W. Bush.

— d'après AFP

Que celui qui
peut offrir une
assurance habitation
sur mesure
se manifeste



Nos agents sont présents dans plus de 400 caisses Desjardins au Québec.

Présents pour vous écouter et vous conseiller comme personne.

C'est pourquoi ils vous offrent maintenant une assurance habitation sur mesure. Vous ne payez que pour les protections dont vous avez réellement besoin.

Téléphonez à votre caisse ou composez le 1 888 ASSURANCE pour en parler!

www.assurancegenerale.desjardins.com

 Desjardins

Assurances générales
des caisses Desjardins

Forum

La « peste » du 21^e siècle



CHARLES-PHILIPPE DAVID

L'auteur est titulaire à la chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'UQAM. Cet article reprend des extraits de *La Guerre et la Paix. Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*, publié aux Presses de Sciences Po, à Paris. Le texte est cosigné par Jean-Philippe Racicot, chercheur à la Chaire.

La menace des armes biologiques et chimiques est inquiétante, mais nous disposons de moyens pour y faire face.

Les tristes événements du 11 septembre 2001 ont non seulement modifié l'échiquier stratégique, ils ont constitué pour les Nord-Américains une prise de connaissance spectaculaire du phénomène du terrorisme international. Pour plusieurs observateurs, les attentats du 11 septembre constituent ainsi une « perte d'innocence » face à un problème qui sévit pourtant à travers le monde depuis plusieurs décennies.

Certes, les attentats d'Oklahoma City en 1995 et du World Trade Center en 1993 avaient eu lieu en sol américain, mais pour diverses raisons, ils n'eurent pas pour effet de frapper autant l'imaginaire des Américains. Afin d'éviter de sombrer dans la peur qui semble vouloir se répandre ces derniers jours, le terme « terrorisme » mérite plus ample réflexion.

Le terrorisme est généralement défini comme une violence préméditée, répondant à des motivations politiques, perpétrée contre des non combattants par des groupes clandestins, et qui émane de l'intérieur ou de l'extérieur de l'État. Le terrorisme constitue à l'aube du XXI^e siècle un phénomène qui inquiète davantage, car à la fois plus et moins politique. Ainsi, certains groupes terroristes promeuvent des objectifs classiques lorsqu'ils souhaitent obtenir un changement politique précis (le cas des groupes corses, kurdes ou tamouls par exemple). Quoique toujours redoutable, cette forme de terrorisme est bien connue et ne suscite pas de craintes démesurées.

D'autres actes terroristes sont en revanche devenus plus terrifiants et destructeurs parce que plus aveugles et moins rationnels. La politique n'étant pas l'objectif, ce sont, dans certains cas, l'existence et l'identité même de l'État qui sont visées. « Alors que le siècle prend fin, le terrorisme remplace les grandes guerres », prophétisait en 1997 le grand spécialiste Walter Laqueur.

Le même auteur parle d'un passage vers le « nouveau terrorisme ». Le terrorisme prend alors des formes chaotiques et criminalisées : le cyberterrorisme contre les appareils d'État, particulièrement militaires ; l'écoterrorisme extrémiste qui dénonce les méfaits et les complots industriels de toutes sortes ; les enlèvements qui entraînent en contrepartie la prolifération de sociétés de sécurité privées (dévaluant encore davantage la protection qu'est supposée offrir l'État à ses citoyens) ; le « gangterrorisme » va croissant dans les régions et les zones où l'autorité étatique a disparu au profit d'un climat de violence civile ; enfin, les sectes terroristes, nihilistes ou apocalyptiques, qui recherchent dans leurs actions suicidaires, dangereuses et non discriminatoires, la conversion et le dépassement de l'État vers des formes millénaristes nouvelles mais confuses.

Ces atteintes à la légitimité de l'État sont

plus difficiles à juguler car peu prévisibles. Même si les actions d'une organisation telle Al-Qaeda, dirigée par Oussama ben Laden, font appel à des revendications politiques précises (notamment le retrait de la présence américaine de région du Golfe persique et d'Arabie Saoudite), les moyens extrêmes qu'elle a utilisés le 11 septembre font d'elle un excellent exemple de ce « nouveau terrorisme ».

La globalisation et la révolution des technologies de l'information ne profite pas seulement aux individus, aux entreprises et aux États ayant des buts honorables. Les nouveaux terroristes savent eux aussi tirer profit de l'interdépendance internationale croissante pour obtenir des images satellitaires, des armes conventionnelles ou encore des armes non-conventionnelles (par exemple chimiques et bactériologiques) et ainsi agiter des menaces lourdes de conséquences pour la sécurité des populations. Dans les années 1990, il était relativement facile pour une organisation bien nantie de se procurer des pathogènes mortels car l'offre était abondante et les mesures de sécurité plutôt faibles, notamment dans les républiques de l'ex-Union soviétique où les connaissances scientifiques étaient abondantes et où les devises étrangères étaient rares. Face à ces menaces, les ripostes militaires et sécuritaires classiques semblent pour le moins inappropriées alors qu'il n'est pas facile de concevoir, dans de tels cas, des mesures préventives efficaces.

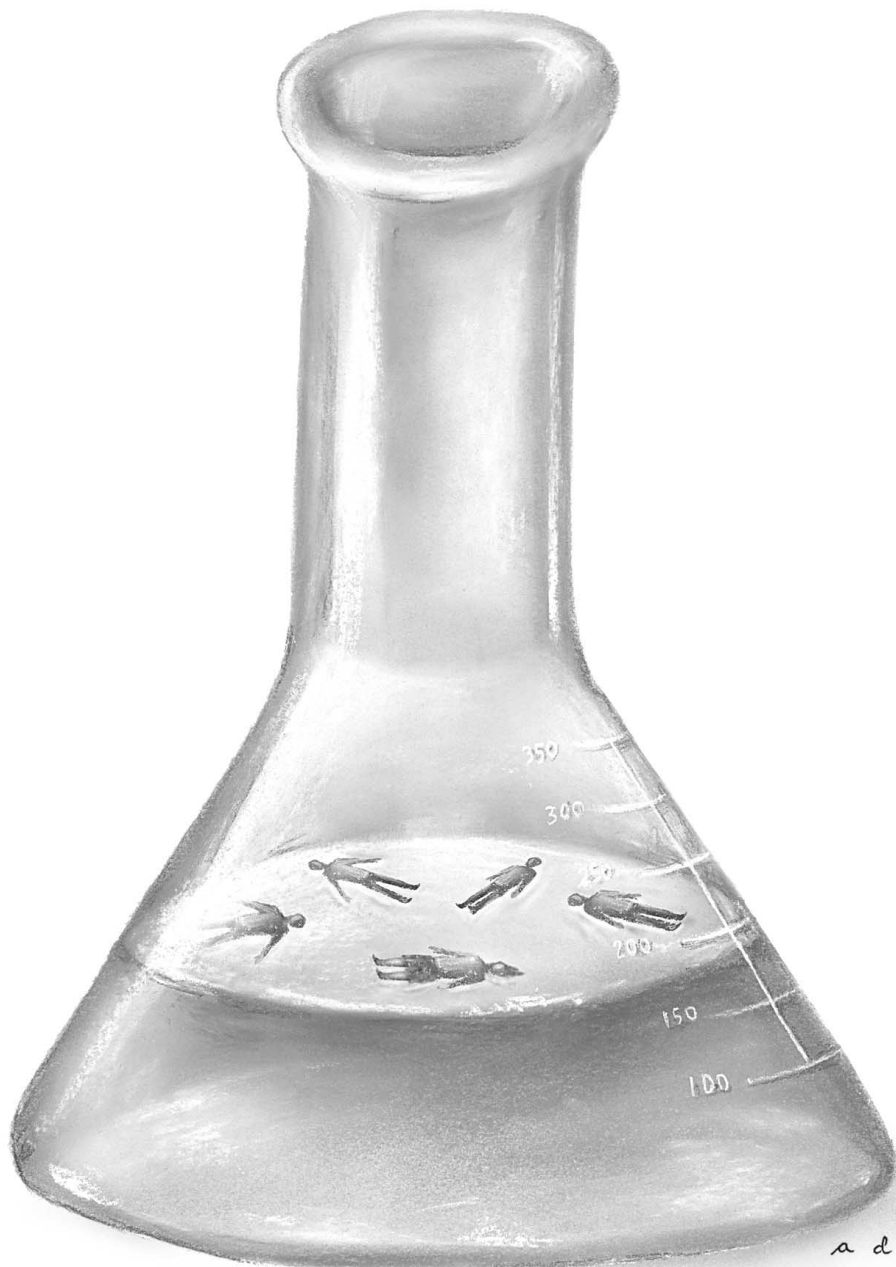
Terrorisme « fou »

La nouvelle peur est celle de l'emploi des armes atomiques, biologiques et chimiques (ABC) par des groupes terroristes « fous » et rompus au désir de provoquer un cataclysme. Où en sommes-nous avec ces acteurs « fous » et que faire avec eux ?

Certains groupes terroristes veulent en effet exercer de nouvelles menaces. Leur cible ne serait plus circonscrite à un objectif politique mais compterait atteindre, avec des armes ABC, les centres urbains. Ceux-ci deviendraient les objectifs de prédilection d'une violence terroriste nihiliste.

À titre d'exemple, la secte nihiliste japonaise Aum Shinrikyo, en plus d'attaquer en 1995 le métro de Tokyo avec des bacilles à faible dose de sarin, causant des malaises à 5000 personnes, avait aussi pour objectif d'attaquer le palais impérial et les rues de Tokyo en employant, cette

fois, des toxines mortelles de botulin et d'anthrax. Ces cas sont-ils isolés ou des exceptions qui confirment la règle ? La menace que pose la diffusion des armes biologiques peut ainsi s'avérer la « peste » du XXI^e siècle : ultimement, les autorités militaires, médicales et économiques devront travailler de concert et sans relâche si la communauté internationale veut réussir à endiguer une telle menace car le danger de la destruction massive augmente.



a d a m s .

Faut-il tant redouter ces dangers ? Selon plusieurs spécialistes, les prédictions de terrorisme catastrophique ou apocalyptique s'avèrent exagérées. Malgré les manchettes effrayantes et les reportages chocs qui inondent les médias, surtout depuis le début de la riposte alliée, il est important de souligner les faibles probabilités d'une éventuelle attaque ABC. Les risques sont certes présents, mais les moyens pour mener de telles attaques sont complexes et exigent un degré de sophistication tel qu'ils échappent à la plupart des organisations terroristes.

Difficultés techniques

L'éventualité du terrorisme nucléaire serait quasi inexistant, et celle du terrorisme biologique et chimique peu prévisible étant donné l'absence réelle de capacité et de volonté permettant de lui donner suite. Même l'attentat de Tokyo est considéré comme un échec car les conditions optimales pour l'utilisation des agents chimiques et bactériologiques ne furent pas atteintes. Le triple défi de l'acquisition, de la transformation en armement et du dispersement met pratiquement ce type d'opération hors de portée des organisations terroristes.

Les attaques terroristes ABC ne sont pas techniquement faciles à concevoir et à accomplir, étant donné l'extrême volatilité des composantes devant être utilisées. Plusieurs

agents biologiques résistent mal aux rayons ultraviolets émis naturellement par le soleil et deviennent rapidement inoffensifs, alors que l'épandage des agents chimiques est très complexe à grande échelle. L'emploi de missiles est également compliqué car ceux-ci sont encore pour la plupart assez imprécis et même les moyens plus classiques, tels l'usage de camions et d'avions, posent d'importants défis techniques à relever. Par exemple, le système d'épandage des avions agricoles est inadapté à la vaporisation d'agents chimiques sur une ville, voire un vaste territoire.

Finalement, si nous pouvons prédire au moins une seule heureuse conséquence des événements du 11 septembre, ce sera probablement une meilleure collaboration entre les États, une sécurité accrue dans les endroits à haut risque (centrales nucléaires, usines de filtration des eaux), un contrôle encore plus serré des matières dangereuses et une coordination améliorée des services de santé et de sécurité civile qui feraient face aux urgences de ce type. La menace ABC est certes inquiétante, mais la communauté internationale dispose de moyens pour y faire face. La peur et la panique ne peuvent cependant pas constituer le moteur d'une action concertée. Si tel est le cas, ben Laden a déjà gagné.

Les nouveaux terroristes savent eux aussi tirer profit de l'interdépendance internationale croissante.

En attendant la deuxième phase...



JEAN-FRANÇOIS RIOUX

L'auteur est directeur de recherche à la chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'UQAM (www.dandurand.uqam.ca).

En prenant le contrôle du Pakistan, les radicaux islamiques acquerraient un arsenal nucléaire.

Même si plusieurs pensaient que les bombes américaines allaient pleuvoir sur Kaboul dès le lendemain des attaques terroristes, les États-Unis ont mis presque un mois avant de commencer leurs bombardements sur l'Afghanistan. Une telle opération devait bien sûr être préparée, militairement et diplomatiquement. Il fallait accumuler des renseignements, définir un plan d'intervention, établir une liste des cibles, préparer les attaques et acheminer soldats, armes et matériel dans la région. Mais surtout, il était indispensable d'agir sur le plan diplomatique, en mettant sur pied une coalition d'États appuyant Washington.

Il est d'ailleurs possible que certains dirigeants américains, dont le secrétaire d'État Powell, aient voulu encore plus de temps avant le passage aux armes, notamment

pour défendre la cause américaine devant les Nations unies et faire adopter une résolution formelle de guerre par le Conseil de sécurité. Ceci aurait été apprécié par plusieurs alliés des États-Unis, dont le Canada. D'un autre côté, d'autres membres de l'administration américaine favorisaient plutôt une réponse rapide, forte et unilatérale. Durant un mois, le président Bush a donc dû gérer ces différences de vues, tout en tentant de faire comprendre à sa population qu'il ne pouvait pas répliquer immédiatement aux massacres du 11 septembre.

Le plan de guerre des États-Unis, d'après la plupart des analystes, est de faire tomber le régime des talibans, puis de chercher à capturer ou éliminer Oussama ben Laden et ses partisans par des opérations limitées. Ce plan doit d'abord être mené par une combinaison d'atta-

ques aériennes visant à affaiblir les défenses du régime taliban et à appuyer une offensive terrestre décisive portée par les troupes de l'Alliance du Nord pour reprendre la capitale, Kaboul, et la principale ville du nord, Mazar-e-Charif. Ensuite, les troupes spéciales américaines iraient déloger Oussama ben Laden de sa tanière.

Depuis dimanche, nous assistons à la première phase du plan de guerre américain. Cette étape de bombardements aériens à distance, menés en grande partie avec des armes guidées, nous est désormais familière, et ceci depuis les campagnes contre l'Irak et la Serbie. Les forces américaines visent donc aéroports, sites de défense antiaérienne, centres de communications, antennes et radars ennemis. Pour compléter leur campagne et couper les communications du régime taliban, ils utilisent des avions spécialisés dans le brouillage électronique. Il devrait être bien clair pour tous que la population civile n'est pas la cible de ces bombardements. Et pourtant, nombre de gens pensent encore aux bombardements massifs de la Seconde Guerre mondiale et craignent des milliers de victimes. Il faut reconnaître que les assauts contemporains font quand même des victimes civiles, mais on ne peut faire de guerre sans pertes humaines et il est probable que la salve initiale des Américains aura

coûté la vie à quelques dizaines de civils Afghans, dont quatre employés d'une organisation au service de l'ONU.

La deuxième phase

Le secrétaire Rumsfeld a déjà annoncé, mardi, que les Américains ont désormais la maîtrise de l'air au-dessus de l'Afghanistan. Ceci n'est vrai que pour les vols à haute altitude car des armes plus légères pour la défense antiaérienne existent encore et pourraient toucher des avions ou hélicoptères américains volant à basse altitude. Dans une deuxième phase, qui est peut-être déjà commencée, les forces anglo-américaines voudront d'ailleurs descendre à basse altitude pour attaquer des objectifs plus difficiles à toucher, notamment les cibles mouvantes que sont les blindés et l'infanterie des talibans. Lorsque les Américains décideront de porter certaines attaques pour aider l'offensive de l'Alliance du Nord, ils tenteront de détruire ces cibles ainsi que les batteries d'artillerie, les armes antichars et les champs de mines des talibans. D'ici là, les Américains arrêteront sans doute leurs bombardements durant quelques jours, afin de faire le bilan des destructions et de préparer les prochaines attaques.

Durant ce temps, des avions achemineront de l'aide humanitaire, tâche qui devient de plus en

plus déterminante, alors que la population afghane est menacée de famine et de maladie avec l'hiver qui s'en vient. L'aide humanitaire est aussi une arme importante pour les alliés occidentaux parce qu'elle leur permettra de gagner l'appui d'une partie de la population tout en favorisant les défections de talibans vers les zones contrôlées par l'Alliance. Toutefois, il faut se rappeler que l'aide alimentaire ne pourra avoir d'effet décisif que lorsque elle pourra être acheminée, par la route, en grandes quantités.

Il reste à voir si la coalition pro-américaine tiendra. Pour le moment, la solidarité persiste mais le Pakistan demeure un risque. Il est très possible que l'objectif ultime des attaques de ben Laden était de provoquer une réaction militaire brutale de l'Occident, qui aurait pour conséquence le soulèvement des masses et la chute de régimes pro-occidentaux, au premier rang desquels, le régime pakistanais. En prenant le contrôle de cet important pays, les radicaux islamiques acquerraient un arsenal nucléaire. Il semble que les Américains, conscients de ce danger, ont fait le pari qu'une intervention relativement rapide et mesurée, dans le cadre d'une grande coalition, et accompagnée d'aide au Pakistan, n'entraînera pas les conséquences néfastes escomptées par Al-Qaeda.

Forum

La Presse

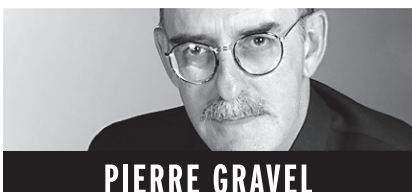
ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration

GUY CREVIER > Président et éditeur

MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint

PHILIPPE CANTIN > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Éditorialiste en chef

Le courage au quotidien



PIERRE GRAVEL
pgravel@lapresse.ca

Même si les bombes continuent de pleuvoir sur Kaboul, Oussama ben Laden pourrait bien être en bonne voie de remporter une importante victoire sur un autre front. À défaut d'avoir déjà déclenché une guerre bactériologique en Amérique, il est en effet parvenu, de toute évidence, à empoisonner au moins l'existence de millions de citoyens des États-Unis et d'autres pays alliés qui menacent de s'enliser dans une dévastatrice psychose collective.

On l'a vu, bien sûr, à New York et dans toutes les grandes villes américaines mais également à Paris, Londres et combien d'autres capitales. Et même à Montréal où on a eu droit, mardi, à l'évacuation de tout un immeuble à cause d'une enveloppe provenant d'un bureau en Floride où on a noté un ou deux cas de maladie du charbon (anthrax) dont on n'est même pas encore certain qu'ils soient le résultat d'un acte de malveillance. Sans parler de la fermeture de postes frontalières à la suite d'appels à la bombe. Ou, plus prosaïquement, de cette peur diffuse que connaissent bien des usagers du métro ou des « snowbirds » qui se tâtent pour savoir s'il est vraiment prudent de partir pour la Floride cet hiver.

Pas facile de distinguer entre un sentiment permanent d'insécurité alimenté par les images d'horreur véhiculées sans répit par les médias et la conscience tout à fait normale d'un danger accru débouchant sur la préoccupation légitime d'une plus grande prudence. Mais ce qui s'impose, de toute évidence, pour tout le monde, c'est un effort mini-

mum de réflexion pour bien faire la part des choses. Pour distinguer entre une panique paralysante ou une insouciance irresponsable et une vigilance de tous les instants n'interdisant pas la tranquille détermination de mener une existence aussi normale que possible dans ce genre de contexte. Au fond, entre la capitulation humiliante ou la négation de la réalité face aux menaces des terroristes et le choix conscient, pour chacun, de relever à son niveau, le défi du courage au quotidien.

Car c'est bien de ça qu'il s'agit. Ce n'est pas la peur qui est honteuse. Ni même une angoisse profonde et permanente face à un risque bien réel que le malheur frappe sur soi ou sur des proches. Sur des parents âgés, des conjoints malades voire des enfants sans défense. Ce qui est malsain, c'est abdiquer devant ce sentiment. Ou le fuir en faisant mine de l'ignorer, de ne pas en tenir compte et de basculer dans la témérité coupable. Au risque de devenir soi-même un complice inconscient d'un ennemi bien réel.

Au fond, la seule riposte valable, à la portée de tout le monde, devant le menace du terrorisme, c'est d'y faire face. Avec lucidité, prudence et courage. Une lucidité qui ne minimise pas l'existence d'un risque mais qui refuse de prêter foi à toutes les rumeurs et encourage à s'informer aux sources compétentes pour mieux le mesurer et en limiter les conséquences éventuelles; une prudence qui se traduit par une vigilance constante ou une sensibilité plus grande devant des signaux qu'en d'autres circonstances on serait enclin à négliger. Mais aussi et surtout avec la conscience constante que le véritable héroïsme ce n'est pas de ne pas avoir peur; c'est assumer cette peur, la dépasser et aller quand même de l'avant. Quand chacun ira dans ce sens, quoi qu'il advienne, ben Laden aura vraiment perdu la guerre.

Le knock-out



MICHÈLE OUMJET
michele.oujmet@lapresse.ca

Pierre Bourque était en grande forme, hier. Lors du débat télévisé qui opposait les deux candidats à la mairie de Montréal, il a avalé tout rond Gerald Tremblay. Un véritable knock-out.

La formule du débat était souple et elle a permis des échanges réels entre les adversaires. Pierre Bourque a habilement déployé ses talents d'orateur tandis que Gerald Tremblay, peu convaincant, enrobait ses explications dans des termes abstraits. Aucun sens du punch. Le technocrate Gerald Tremblay, diplômé d'Harvard et ancien ministre, n'était pas de taille à affronter le populiste Pierre Bourque qui connaît sa ville sur le bout des doigts.

Le maire Bourque a mené le débat de sa carrière. Destabilisé par les derniers sondages qui soulignent la remontée spectaculaire de Gerald Tremblay dans les intentions de vote, il a mis toute la gomme.

Même si Gerald Tremblay maîtrisait bien les statistiques qu'il sortait en rafales, sa connaissance de la Ville reste superficielle. Il s'est d'ailleurs mis les pieds dans le plat à quelques reprises et Pierre Bourque s'est fait un plaisir de le corriger.

Gerald Tremblay est rapidement passé à l'attaque. Il s'est moqué du maire qui a promis de créer un comité permanent des arrondissements. « Comment peut-on décentraliser et créer en même temps un tel comité! Expliquez-moi cette contradiction », a-t-il demandé, très fier de sa question.

« Il faut que les 27 arrondissements se parlent et se coordonnent si on veut que la ville fonctionne de façon cohérente, a répliqué Pierre Bourque. Et le maire doit savoir où il s'en va. » La réponse était simple, claire et évidente. Gerald Tremblay a eu l'air d'un amateur et Pierre Bourque, d'un leader. Ayoye!

Tout au long du débat, Gerald Tremblay a donné une description de Montréal qui ne colle pas vraiment avec la réalité : rues sales,

infrastructures vieillissantes, ville en perte de vitesse, finances en désordre, etc. Il a même parlé de rails qui sortent de l'asphalte comme si c'était le comble de l'horreur municipale. M. Tremblay a décrit le Montréal de 1994. Pas celui de 2001.

« La ville se transforme, vous êtes le seul à ne pas le voir », lui a répondu le maire Bourque. En 1994, Montréal en arrachait mais la prospérité économique l'a profondément changée. Évidemment, il reste encore des problèmes : les infrastructures ont besoin d'investissements massifs, les relations de travail sont archi-compliquées, pour ne pas dire pourries, et les rues craquent sous les nids de poule. Mais en dépeignant Montréal de façon misérabiliste, Gerald Tremblay a ouvert tout grand la porte au maire Bourque qui en a profité pour vanter, en long et en large, les réalisations de son administration, ne se gênant pas pour s'approprier, au passage, les bons coups des gouvernements et de l'entreprise privée.

Mais le coup fatal a été asséné vers la fin du débat. Interrogé sur le développement économique, Gerald Tremblay a brodé autour des « stratégies d'intervention proactive ». Le maire, lui, a dit que ça « prenait de l'action, pas juste des théories. Ça prend un leader à Montréal, pas quelqu'un qui fait du verbiage ». Gerald Tremblay en est resté bouche bée. Le silence a duré 16 secondes, 16 longues secondes où il a irrémédiablement perdu le débat.

Même si Gerald Tremblay n'a pas le sens du punch, cela ne veut pas dire qu'il ferait un mauvais maire. Tout est question d'image. Sauf qu'il a démontré qu'il manquait de poigne. S'écrasera-t-il devant les gros syndicats? A-t-il l'étoffe d'un Rudolph Giuliani qui, pendant les événements tragiques du 11 septembre, a tenu sa ville à bout de bras?

Gerald Tremblay a du coeur au ventre et il a réussi à rassembler sous un seul chapeau une opposition hétéroclite et profondément divisée. Un bon point. Mais est-ce suffisant pour diriger une ville de 1,8 million d'habitants? Peut-être. Il reste un peu plus de trois semaines avant l'élection du 4 novembre. D'ici là, il doit convaincre les Montréalais qu'il est l'homme de la situation.

OUSSAMA BEN LADEN PRÉPARE SON PROCHAIN MESSAGE



Serge.Chapleau@lapresse.ca

Droits réservés

LA BOÎTE AUX LETTRES

Dans la foulée de la réplique américaine

Un « swatt onusien » ?

REMARQUABLEMENT, *La Presse* fait quotidiennement large place à un indispensable débat sur le terrorisme. Où il me semble manquer de partisans d'une ONU renforcée. En 2001, le fait qu'un pays endeuillé et en colère « aille faire le ménage » chez un autre, est un pari de civilisation désuet. Qui empêcherait bientôt la Chine de réaliser ses ambitions latérales? Un pays de force égale ou une force mondiale?

L'idée américaine d'imposer ailleurs « sa » démocratie n'est pas source de paix future. Je vote pour un « swatt onusien ».

LÉO-PAUL RHEAULT
Notre-Dame-du-Mont-Carmel

Non à un certain pacifisme

TOUS LES POINTS de vue sur les causes immédiates et lointaines de la crise internationale actuelle ne doivent pas faire oublier un principe fondamental : le terrorisme exercé à l'égard des populations civiles est politiquement et moralement inacceptable. Et il faut combattre par tous les moyens cette barbarie, y compris par les armes si nécessaire.

Les pacifistes ne devraient pas oublier que si Churchill n'avait pas dit non un jour et n'était pas entré en guerre contre l'Allemagne, nous vivrions peut-être aujourd'hui sous la barbarie nazie.

Quant aux moyens à prendre pour éradiquer le terrorisme, cela relève de bien des considérations, mais la lutte armée ne peut en être exclue. L'interdire a priori serait faire le jeu des terroristes. Et n'oublions jamais que la violence a toujours fait partie de l'histoire de l'humanité. Au commencement, Cain ne tua-t-il pas son frère Abel?

MICHEL LABEL
Montréal

Se soumettre ?

QUI PEUT honnêtement prendre position pour ou contre quand aucune preuve n'est dévoilée sur la culpabilité de ben Laden?

Doit-on croire ce qui est dit par les gouvernements britanniques et américains? Devons-nous nous soumettre en prenant position comme eux parce que ce sont eux qui le disent? Devons-nous nous soumettre au pouvoir, nous agenouiller et dire vous avez raison?

RÉAL DUBOIS
Boucherville

Toujours le même...

DES MANIFESTANTS protestent contre les bombardements américains en Afghanistan, les qualifiant de gestes inhumains, voire barbares. Où étaient-ils ces gens lors de l'attaque du World Trade Center? Sont-ils sortis de

leur confort pour qualifier ces attaques qui étaient sans doute elles aussi une manifestation éclatante de cette barbarie qu'ils réprouvent maintenant en se gonflant d'un anti-américanisme qui leur donne bonne conscience? Comme disait une chroniqueuse de *La Presse*, faudrait-il que ce soit toujours le même qui tende la joue?

PIERRE BISSONNETTE
Terrebonne

Bravo pour votre belle guerre!

JE VOUDRAIS exprimer toutes mes félicitations à nos dirigeants qui sèment la terreur afin de défendre nos valeurs si chères de liberté, de démocratie et de pluralisme. Bravo aussi aux médecins de la guerre et à leurs « frappes chirurgicales » ne produisant que des « dommages collatéraux ». Une petite main d'applaudissement à tous les

patriotes qui s'agenouillent devant le drapeau, la main au coeur, l'autre sur le fusil. Une mention toute spéciale à « nos » militaires, adorateurs de l'obéissance, qui vont fièrement « défendre » des valeurs rationnelles incarnées dans un drapeau contre l'obscurantisme. Ils « livrent », avec leurs avions et bateaux, la démocratie chaque jour en notre nom!

Applaudissements à nos journalistes qui nous rappellent chaque jour combien la cause est juste et le « prix à payer » en vies humaines nécessaire. Hourra pour les vendeurs d'armes qui s'assurent que tous seront bien armés pour la bonne marche des imbécillités.

Enfin, continuons ce bon travail et après l'Afghanistan, l'Irak ou le Liban, pourquoi ne pas se tourner vers Washington, Ottawa, Paris ou Londres afin d'éliminer le fanatisme une bonne fois pour toutes.

JEAN-FRÉDÉRIC LEMAY
Québec



Des peurs de petite fille

LA GUERRE? Quand j'étais petite, alors que j'avais environ 6 ou 7 ans, mes deux plus grandes craintes étaient les volcans et la guerre.

Les volcans, parce qu'on m'avait raconté qu'ils pouvaient émerger n'importe où. On m'avait dit qu'ils poussaient comme les champignons. Un jour il n'y avait rien et le lendemain on se retrouvait avec un volcan dans son jardin. Inutile de dire que les images des corps pétrifiés du Vésuve, dans *l'Encyclopédie de la Jeunesse* de chez Grolhier, avaient un effet terrible sur mon imaginaire et sur mes cauchemars d'enfant.

Quant à la guerre, elle m'effrayait parce qu'elle était une « création humaine ». J'avais appris qu'on savait bien quand elle commençait, mais qu'on ignorait toujours quelle issue elle pouvait avoir. J'avais bien vu dans les films les images de la Seconde Guerre qui montraient la terreur des gens se précipitant dans les abris au son des sirènes; les enfants séparés de leurs parents. J'avais aussi vu, à cette époque, les images du Vietnam, la seule guerre que je savais « active » à ce moment. Elle était loin, mais les religieuses nous prévenaient consciencieusement qu'elle pouvait débarquer à notre porte n'importe quand! Valait mieux, en passant, être bien sage.

Alors le soir, je me couchais sans jamais oublier de demander au « petit Jésus » de bien me préserver de ces deux effroyables calamités et je réussissais alors à m'endormir quelque peu rassurée. Aujourd'hui, j'ai grandi, je sais bien que les volcans ne poussent pas impunément comme les champignons et que mon jardin est bien à l'abri de leurs dégâts. Quant à la guerre, je sais aussi que dans nos pays occidentaux, civilisés, pacifiques et démocratiques (bien que j'aie appris ce mot il y a fort longtemps, je ne sais toujours pas ce qu'il signifie réellement) une guerre est tout à fait impossible. Je le sais parce qu'on me l'a dit, il y a de cela quelque temps... C'était avant.

MARIE D'AOÛST
Hull

Forum

Difficile à vendre

YVES RYAN

L'auteur est maire de Montréal-Nord.

Plusieurs observateurs croient que la « nouvelle » ville ne pourra pas fonctionner efficacement avant plusieurs années.



SANS INSISTER outre mesure, n'avez-vous pas l'impression que la campagne électorale municipale a peine à lever de terre ? Pourtant, il se fait énormément de travail sur le terrain : les comités locaux sont actifs, le territoire de l'Île est tapissé de messages et de portraits des candidats. Malgré tout cela, on ne sent pas de « feeling » de nouvelle ville dans l'air. Je pense que c'est dû au fait qu'on est bien plus en présence d'une ville virtuelle que d'une nouvelle ville. (...)

« Il faut réussir la nouvelle ville », dit-on avec insistance chez Tremblay, alors que chez Bourque on dit « Nous sommes tous des Montréalais ». La fusion elle-même n'entre pas en ligne de compte parce qu'on tient pour acquis que la loi est passée et qu'il faut vivre avec et qu'on n'a pas le choix. Déjà, comme ambiance c'est pas fort.

Pas de thème rassembleur

Le transport en commun, la sécurité publique, l'habitation, le développement économique, l'état des finances de l'actuelle Ville de Montréal sont autant de questions à peine soulevées et si peu. Certaines apparaissent aux programmes des deux partis qui, avouons-le, se ressemblent étrangement. Mais, dans l'ensemble, les idées neuves sont plutôt rares et personne que je sache n'a encore trouvé un quelconque thème de type rassembleur.

Quant à la « nouvelle » ville, on ne se gêne pas de part et d'autre pour rappeler que « c'est l'affaire de la Transition ». Et c'est tellement vrai.

En effet, depuis les 10 derniers mois, le Comité de transition chargé de mettre la « nouvelle » ville en place pour le 1^{er} janvier 2002 occupe toute la scène, prend toutes les décisions d'importance. Il exerce non moins beaucoup d'autorité sur les villes existantes pratiquement sous tutelle depuis un an. Plus encore, il octroie d'importants contrats, comme les hauts fonctionnaires de la « nouvelle » ville et des arrondissements sans vraiment de consultation digne de ce nom avec les élus actuels. Plusieurs des titulaires ainsi nommés se retrouvent dans des arrondissements dont ils ne connaissent pas vraiment les populations, les pratiques administratives, les caractéristiques et les besoins. On ne peut que souhaiter dans ces cas que la « Transition » ait eu la main heureuse.

Dans ces situations, les nouveaux élus de novembre, le personnel des actuelles villes seront appelés à travailler avec des gens qu'ils ne connaissent pas et qui, par surcroît, seront redevables à d'autres fonctionnaires de la nouvelle hiérarchie municipale de l'Île. Le remue-ménage est complet, c'est du jamais vu ! Comme illustration de notre système démocratique, c'en est toute une. Un branle-bas tel qu'il ne semble pas y avoir tellement de gens, à part ceux de la « Transition », qui sachent vraiment où ils vont.

Rappelons en toute objectivité que la présidente de ce comité, M^{me} Lefebvre, promet dur comme fer que tout va marcher et que les arrondissements demeurent au cœur de leurs préoccupations. La « Transition », dira-t-on, est apolitique et n'a rien à voir de près ou de loin avec la campagne actuelle. Ce qui n'empêche pas que ce sont ses membres qui en connaissent le plus sur l'organisation de la nouvelle ville.

Plusieurs observateurs croient le plus sérieusement du monde que cette nouvelle ville ne pourra fonctionner efficacement avant plusieurs années pour toutes sortes de raisons. Les économies d'échelle apprê-

hendées, la satisfaction du consommateur-contribuable et toutes les autres questions ayant trait à l'avenir devront attendre que cette ville trouve son rythme, ce qui pourrait difficilement se faire avant plusieurs années. J'ose même souhaiter, tellement il y a d'inconnus dans cette ville, qu'on ne tardera pas à embaucher un vérificateur général à toute épreuve.

Est-il utile de rappeler que la façon arrogante de procéder du gouvernement pour adopter sa loi des fusions forcées est loin d'avoir contribué à créer un climat favorable à l'implantation de cette ville et à un débat préélectoral constructif ? Il demeure regrettable que le gouvernement se soit alors enfermé dans son projet et qu'il ait fait la sourde oreille non seulement à l'opinion publique mais aussi aux nombreuses études sur la question dont certaines l'auraient grandement éclairé. Étonnant, n'est-ce pas, qu'à la faveur des dernières élections partielles le gouvernement ait annoncé que « nos objectifs ayant été atteints », la vague des fusions forcées est terminée.

Un autre facteur dont je pense qu'il ait pu contribuer à déranger en certains milieux l'esprit de la campagne, c'est lorsqu'on a mis en cause la crédibilité de plusieurs candidats de la banlieue qui avaient lutté farouchement contre la loi 170. Le clan Bourque s'est fait fort depuis le début de dénoncer les maires et conseillers qui selon lui « ne devraient même pas être candidats à la nouvelle ville parce qu'ils n'y croyaient tout simplement pas ».

Même si pour des raisons qui me sont encore évidentes j'ai renoncé à me présenter, j'avoue qu'au début je trouvais cet argument bien fondé. Plusieurs éditorialistes et commentateurs n'y sont pas allés de main morte pour les dénoncer. Cela me semblait normal. Plus tard, j'ai tenté d'imaginer quelle sorte de campagne on aurait

connue si tous les candidats avaient plié bagages pour cette raison et étaient tout simplement rentrés chez eux.

Je crois maintenant qu'il nous apparaîtra plus salubre avec le temps qu'ils aient décidé de se présenter et qu'étant donné la probabilité que plusieurs seront élus, ils assureront un meilleur équilibre dans la représentation au sein du nouveau conseil municipal, ce qui demeure souhaitable.

Plutôt que de persister à parler de « défusion » comme les maires et conseillers municipaux de 19 villes l'ont fait encore récemment par résolutions officielles, il me semble qu'il vaudrait mieux pour eux de cesser de jouer les irréductibles sur la « défusion » à l'intérieur de leur parti. Cela donnerait plus de marge à M. Tremblay pour fouetter d'autres chats plutôt que d'avoir à s'excuser de l'existence de ce programme parallèle.

La nouvelle ville me fait un peu penser aux excursions d'un soir appelées « nowhere » ou destination inconnue que nous proposaient certaines organisations de transport du temps de ma jeunesse. Pour un coût abordable, les gens se retrouvaient plus souvent qu'autrement en des endroits comme la plage Idéale dans le coin de Ste-Rose.

Une telle analogie peut surprendre mais c'est la situation dans laquelle on se retrouve. L'inconnu et l'imprévisible ce sont les coûts, les conventions collectives, l'organisation des services, leur efficacité, la gestion, le tout dans une lourde et laborieuse bureaucratie qu'il faudra mettre des années à décoder.

Les populations concernées trouveraient un intérêt dans l'élection si elles pouvaient seulement entrevoir ce que signifiera pour elles cette nouvelle créature. Mais personne n'en parle. Je parierais que même à l'occasion de débats à venir entre les chefs, ils ne seront pas trop loquaces à ce sujet.

On se retrouve enfin dans une lutte entre Bourque et Tremblay, entre deux organisations qui tentent d'obtenir le pouvoir à la future ville ; une lutte de mentalités entre les citoyens de l'actuelle Ville de Montréal et ceux des banlieues ; une lutte dans les arrondissements entre les amis, les familles, les connaissances ; une lutte aussi, un peu plus déguisée et mêlée celle-là, entre les partis traditionnels.

En résumé, la lutte se fera sur la crédibilité des candidats à tous les niveaux car il ne saurait être question de la ville virtuelle.

L'on peut encore espérer une lutte intéressante.



La présidente du comité de transition de la Ville de Montréal, Monique Lefebvre, et la ministre Louise Harel.

PHOTOTHÉQUE, La Presse

LYSIANE GAGNON

lgagnon@lapresse.ca



Le châtiment de ben Laden

Il y a quelques jours, le chef du pupitre international de l'agence de presse Reuters émettait la directive suivante : on ne devrait plus parler de « terroristes » à propos des auteurs des attentats du 11 septembre, car, disait-il, « ceux qui sont des terroristes pour les uns sont des combattants de la liberté pour les autres ».

Ce coup de génie est malheureusement resté sans suite, car notre homme ne nous a pas dit comment il faudrait dorénavant désigner ces messieurs.

Allons-y donc de quelques suggestions... Al-Qaedaïens ? Fils de Ben ? Benladistes ? Travailleurs autonomes ? Membres d'une ONG (organisation non gouvernementale) ? Surnuméraires de l'aviation internationale ?

Pourquoi ne pas tout simplement les appeler des « intervenants » ? Le mot est neutre à souhait, et à la mode en plus.

■ ■ ■

Parlant d'« intervenants », le bon ministre Allan Rock, député d'être écarté du comité spécial de lutte contre le terrorisme, a tenu à mettre son grain de sel dans le débat de l'heure.

M. Rock vient d'annoncer que toute une kyrielle d'intervenants — psychologues, psychiatres et autres thérapeutes — sont en état d'alerte, prêts à nous rassurer en ces temps d'inquiétude collective. Ils nous diront que « le stress est normal » et nous engageront à parler de notre vécu. Si leurs bonnes paroles, prodiguées sur Internet, ne suffisaient pas, ils nous recevront contre espèces sonnantes dans leurs cabinets de consultation. Tous sur le divan des psys !

« Le plus grand mal auquel nous faisons face, dit le ministre, est la peur. » Ah oui ?

Le bon ministre Rock aurait intérêt à ajuster ses violons avec ceux de son patron et de ses collègues du cabinet, qui ont mis en oeuvre une panoplie de moyens spéciaux visant à renforcer la sécurité. De deux choses l'une : ou M. Rock a raison et ses collègues sont paranoïaques, ou il a tort, et la menace n'est pas que dans nos têtes... auquel cas la population aurait plus besoin de policiers que de psys.

■ ■ ■

Un nouveau personnage vient de faire irruption sur nos écrans, auprès duquel Oussama ben Laden fait figure d'aristocrate doux et indolent.

Autant ce dernier a l'allure d'un Jésus-Christ qui se serait trompé de religion, autant le nouveau porte-parole d'Al-Qaeda, Soleiman Abou-Ghaith, a plutôt le style Hells Angel. Ses appels à la guerre sainte sont encore plus incendiaires : « Des milliers de jeunes de notre nation (sic) veulent mourir autant que les Américains veulent vivre ! » Le niveau intellectuel n'est pas élevé, mais on peut dire que ce monsieur ne mâche pas ses mots.

L'apparition dans le décor du très viril Soleiman soulève une troublante hypothèse. Ben Laden serait-il en train de préparer sa succession, histoire de s'évader en douce de l'Afghanistan tout en confiant la direction de la boîte à un homme de confiance ?

Un scénario m'est passé par la tête hier, alors que je croisais, à l'angle du boulevard Saint-Laurent et de la rue Sainte-Catherine, une blonde platine de six pieds et demi aux seins triomphants et au derrière mouvant, sanglé dans une jupette aussi courte qu'une culotte bikini.

La belle avait de larges épaules, pas de hanches, et un visage assez carré sous son maquillage de Barbie, autant de signes qui montraient que sa très voyante féminité ne lui avait été donnée ni par Dieu ni par Allah.

Le scénario, le voici donc. Ben Laden passera la frontière caché sous la burqa imposée aux femmes afghanes. Ses réseaux le feront entrer, ni vu ni connu, dans une clinique où on le changera en femme.

De là, pour mieux déguiser son identité, il deviendra mannequin vedette. N'a-t-il pas déjà un peu le profil des déesses des défilés de mode ? Six pieds quatre, une minceur quasiment anorexique, un visage typé, une expression énigmatique et le regard lointain ? Et n'a-t-il pas déjà l'art de bien porter la robe et le drapé, et de nouer ses foulards avec doigté ? Ce sera la nouvelle Ève Salvail, la future Naomi Campbell...

Les Américains n'y verront que du feu, jusqu'à ce qu'une chroniqueuse de mode particulièrement perspicace décele, dans le sex symbol qui fait rêver le lecteur de *Vogue* et de *Vanity Fair*, une troublante ressemblance avec Oussama ben Laden.

Fin de la cavale, et voilà notre homme (pour ainsi dire) capturé par les Américains. On l'amène à New York, et on l'installe devant un tribunal qui finit par rendre un verdict de culpabilité. Fort bien, mais quel châtiment lui réserver ? Là-dessus, intellectuels, juristes et amateurs de tribunes téléphoniques se déchirent à coup de féroces arguments.

La peine capitale ? Ce serait répondre à la barbarie par la barbarie. L'emprisonnement à vie ? Cela pose un dilemme : où enfermer un(e) transsexuel(le) ? Dans une prison pour hommes ou une prison pour femmes ?

Finalement, quelqu'un a une idée. On embarque mademoiselle ben Laden dans un avion en partance pour Kaboul. Oussama ben Laden sera condamné au pire châtiment qui puisse se concevoir : il passera le reste de sa vie en tant que femme sous le régime des talibans.

La bibliothèque d'Hydro n'est plus accessible

Grâce notre nouvelle rubrique R.S.V.P., les lecteurs peuvent acheminer les commentaires qu'ils adressent aux décideurs — ministres, hauts fonctionnaires, patrons, chefs syndicaux — au sujet d'une question qui concerne la société. En leur nom, La Presse exigera une réponse de destinataire.

DAVID MCKEAGAN

L'auteur est professeur adjoint, département de génie chimique, Université McGill.



JE SUIS CHARGÉ de cours au département de génie chimique à McGill. J'y enseigne les procédés de design et, dans mes cours, j'essaie autant que possible, de transmettre à mes étudiants la réalité du milieu industriel. Dans le passé, étant intéressé par le domaine de l'énergie, j'ai souvent utilisé les services de la bibliothèque du siège social d'Hydro-Québec. J'ai toujours trouvé que cette bibliothèque offrait du matériel encore plus à jour que ce que je pouvais trouver à McGill.

Ces jours derniers, j'ai visité la bibliothèque d'Hydro-Québec, récemment démenagée à la Place Dupuis. Je fus informé qu'en raison de coupes budgétaires, elle n'était plus ouverte au public et qu'il fallait utiliser la loi d'accès à l'information pour obtenir des renseignements très spécifiques. De plus, m'a-t-on dit, on ne souscrivait plus au journal que je voulais consulter.

À la suggestion du bibliothécaire de McGill, qui a mentionné qu'Hydro empruntait très souvent chez eux, j'ai communiqué avec la Régie de l'énergie. La bibliothécaire a été d'une grande courtoisie, et en moins d'une demi-heure, je parlais avec toutes les informations nécessaires. Nous avons souvent entendu d'autres exemples d'arrogance chez Hydro. C'est pourtant une entreprise d'État et l'on devrait s'efforcer d'y mieux servir les contribuables qui la font bien vivre ! Comment se fait-il que, dans une agence gouvernementale, la Régie, l'on comprenne si bien ce message et que dans l'autre, on semble l'oublier si vite ?

Il faut faire des choix

LINE MCMURRAY

L'auteur travaille au service de Gestion de l'information documentaire, à Hydro-Québec.

HYDRO-QUÉBEC est soucieuse de l'avancement des sciences ainsi que de la qualité de l'enseignement dont peuvent bénéficier les étudiants du Québec. Hydro-Québec y participe de manière concrète et continue, notamment par le biais d'un soutien accordé à une quinzaine de chaires universitaires.

Par ailleurs, Hydro-Québec se fait un devoir de tenir à la disposition de ses employés la documentation la plus pertinente, la plus pointue et la plus récente possible dans de nombreux domaines d'activités.

Compte tenu du nouveau contexte énergétique très concurrentiel et des nouvelles orientations de l'entreprise pour être plus rentable, des choix ont été faits pour rationaliser différents secteurs de l'entreprise. Conséquence de cette nouvelle réalité, l'accès aux documents de la bibliothèque d'Hydro-Québec par des personnes extérieures à l'entreprise, se fait dorénavant par le biais d'ententes de prêts entre bibliothèques, lorsque cela est possible.

D'autre part, reflet d'une tendance généralisée, les abonnements à plusieurs publications se font désormais sous forme électronique, documents dont la diffusion est limitée. De plus, certains documents sont soumis à la loi d'accès à l'information.

Toute demande d'information à Hydro-Québec peut être acheminée par son site Internet à l'adresse suivante : <http://www.hydroquebec.com/pournousjoindre/apropos.html>

ÉTATS-UNIS



Photo AFP ©

Les trois lauréats du prix Nobel d'économie 2001 : Michael Spence, George Akerlof et Joseph Stiglitz.

| PRIX NOBEL |

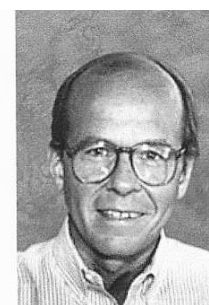


Photo AFP ©

Les trois lauréats du prix Nobel de chimie 2001 : William Knowles, Ryoji Noyori et Barry Sharpless.

Économie

L'un des trois lauréats s'en prend au plan de relance de George Bush

Agence France-Presse

NEW YORK — L'américain Joseph Stiglitz, qui vient de recevoir le prix Nobel d'économie, n'a pas failli à sa réputation de franc-parler hier en critiquant vertement le plan de relance du président Bush, et il a notamment proposé « d'étendre et d'approfondir » les aides aux chômeurs.

Les baisses d'impôts « n'ont pas été conçues comme stimulant (pour l'économie), cela n'a pas marché comme un stimulant et je n'ai jamais pensé que cela marcherait », a affirmé l'ancien collaborateur de Bill Clinton, dans le style très direct qui le caractérise.

Joseph Stiglitz, 58 ans, s'exprimait lors d'une conférence de presse hâtivement organisée par l'Université de Columbia à New York, où il enseigne, après l'annonce officielle de son prix Nobel qu'il partage avec les Américains George Akerlof et Michael Spence.

Depuis les attentats du 11 septembre, le président américain milite pour un nouveau plan de relance appuyé sur des baisses d'impôts de plus de 60 milliards de dollars. Le premier plan Bush, adopté il y a quelques mois, prévoit 1350 milliards de dollars de baisses d'impôts sur 11 ans.

Les ménages américains ont dépensé seulement 20 % des chèques de 300 à 600 dollars remboursés cet été par le fisc, selon le nouveau Nobel. Le reste a servi soit à rembourser une partie de leurs dettes, soit il a été mis de côté, a-t-il expliqué, ce qui démontre que les baisses d'impôts ne peuvent aider à la relance.

Les statistiques du Nobel ont été corroborées par une étude de l'université du Michigan publiée mardi.

Sur l'état actuel de l'économie et la reprise, Joseph Stiglitz s'est montré sceptique.

« Je suis dans le camp des pessimistes, je l'étais avant le 11 septembre, et je suis encore plus pessimiste maintenant », a-t-il dit.

Chimie

Les lauréats sont trois pionniers d'une technique couramment utilisée en pharmacie

Agence France-Presse

PARIS — Le prix Nobel de chimie 2001, attribué hier aux Américains William Knowles et Barry Sharpless, et au Japonais Ryoji Noyori, récompense trois pionniers d'une technique, la catalyse asymétrique, couramment utilisée depuis une dizaine d'années, en pharmacie et agrochimie notamment.

À la base, une propriété omniprésente en chimie organique et dans la plupart des objets naturels, la chiralité. Deux objets sont chiraux s'ils ne sont pas superposables mais sont comme un objet et son image dans un miroir plan, tels les mains, les coquilles d'escargots, les coquillages, de nombreuses plantes...

En chimie, on connaît une infinité de molécules chirales, dues à l'asymétrie de l'atome de carbone, dont les deux formes (isomères), les énantiomères, peuvent conduire à des réactions très différentes. Aussi, la chiralité s'impose pour toute molécule qui

interagit avec le vivant, la fabrication de médicaments par exemple.

Il y a 30 ans, rappelle Marc Lemerre, d'un laboratoire de la banlieue de Lyon, on utilisait des molécules naturelles déjà chirales (sucres, acides...) pour séparer les deux isomères d'une molécule. « À la fin des années 1960, Henri Kagan et William Knowles ont, par leurs travaux, rendu possible la fabrication, au choix, de ces isomères et ont contribué à créer toute une école de catalyse asymétrique », note-t-il.

Kagan et Knowles ont, les premiers, démontré la faisabilité de cette technique, tout d'abord dans les réactions d'hydrogénation (ou de réduction, dans lesquelles on effectue des liaisons carbone-hydrogène). Ensuite, Noyori a trouvé « les systèmes les plus perfectionnés », ajoute Marc Lemerre.

Sharpless, lui, a mis au point les réactions d'oxydation (dans lesquelles on effectue des liaisons carbone-oxygène).

| NEW YORK |

Course à la mairie, prise 2

Agence France-Presse

NEW YORK — Les New-Yorkais vont désigner aujourd'hui le candidat démocrate à la mairie de New York qui, selon les derniers sondages, aura toutes les chances de succéder l'an prochain à Rudolph Giuliani en d'exceptionnelles circonstances. Le premier tour de ces élections primaires avait commencé à être organisé le 11 septembre, mais avait été interrompu par l'attentat du World Trade Center. Deux figures locales du Parti démocrate ont terminé en tête du vote, reporté au 25 septembre : le médiateur municipal Mark Green et le président du quartier de Bronx, Fernando Ferrer. Occupant depuis des années des postes importants dans la gigantesque administration municipale, numéro deux du conseil municipal, Mark Green part légèrement favori, selon une enquête d'opinion publiée mardi par l'Université Quinnipiac. Mais Fernando Ferrer, qui rêve de devenir le premier maire d'origine hispanique, est fermement soutenu par les communautés noire et hispanique ainsi que par de puissants syndicats, réputés à New York pour leur capacité à mobiliser adhérents et sympathisants les jours de vote. Il était arrivé en tête, à la surprise générale, du premier tour des primaires. Un mois après le drame du 11 septembre, alors que la ville se remet lentement de cet effroyable traumatisme et que les bombardements en Afghanistan font les gros titres des journaux, la campagne électorale des deux hommes est passée largement inaperçue.

Des années difficiles à prévoir

Leur dernier débat télévisé, dimanche matin, a attiré moins de téléspectateurs que le dessin animé *Tortues Ninja*. Pourtant le prochain maire de New York devra diriger la ville « au cours de ce qui sera certainement les années les plus difficiles de son histoire », estime le *New York Times* : la reconstruction du sud de Manhattan, une situation financière qui était inquiétante avant même l'attaque terroriste, diriger une ville qui restera inévitablement une cible pour les terroristes alors que la guerre continue ».

L'issue des primaires démocrates sera donc, si l'on en croit les dernières enquêtes d'opinion, très serrée entre les deux hommes. En revanche, il semble que le vainqueur ne devrait pas avoir de difficulté à s'imposer, lors de l'élection le 6 novembre, face au candidat républicain, le magnat de la presse et de la finance Michael Bloomberg. Selon les sondages, MM. Ferrer ou Green ont une marge d'avance de 15 à 20 points sur M. Bloomberg, dans une ville très majoritairement et traditionnellement acquise au Parti démocrate.